



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Progrès par l'innovation

OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE

RAPPORT ANNUEL 2022



RAPPORT ANNUEL 2022



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Vienne, 2023

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou à leur système économique et degré de développement. Les appellations « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

La présente édition du Rapport annuel rend compte, pour la première fois, des progrès accomplis dans la réalisation des cibles biennales de l'ONUDI au niveau global. La priorité est donnée à la communication des résultats obtenus à l'aune des cibles fixées dans le programme et les budgets 2022-2023, dont les indicateurs sont un sous-ensemble du cadre intégré de résultats et de performance de l'ONUDI. Un ensemble détaillé de données et d'informations relatives aux indicateurs et aux cibles figure dans les appendices du présent rapport. Ces données et informations ont servi de base aux infographies qualitatives présentées dans le rapport.

Les diagrammes circulaires présentés sur la première page de chaque chapitre montrent le pourcentage de réalisation des cibles du programme et des budgets 2022-2023 à l'aune du cadre intégré de résultats et de performance au 31 janvier 2023. Un diagramme circulaire assorti des symboles ++ indique que la réalisation de la cible a dépassé 150 %.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis et quand une quantité est exprimée en « tonnes », il s'agit de tonnes métriques.

Photos et icônes © Adobe Stock, iStock, ONUDI, sauf indication contraire.

Production éditoriale : Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais, Office des Nations Unies à Vienne.

Les pages intérieures de la présente publication sont imprimées sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de traçabilité) et le Système de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de traçabilité).

L'intégralité du présent Rapport et les appendices sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : www.unido.org.

ISSN 1020-766X

Distribution : GÉNÉRALE

IDB.51/2-PBC.39/2 2023

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

Appendices (disponibles en ligne à l'adresse : www.unido.org)

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Assistance technique aux pays les moins avancés (PMA) • Fonds non réservés à des fins spécifiques • Programme de partenariat pays (PCP) • Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels • Accords et autres arrangements conclus par l'ONUDI en 2021 • Présentations de pays/séminaires organisés par les Bureaux de promotion des investissements et de la technologie en 2021 • Représentation hors Siège • Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI • Perfectionnement du personnel • Statistiques industrielles • Budgétisation axée sur les résultats : indicateurs de résultats

Table des matières



Avant-propos du Directeur général	iv
L'ONUDI en bref	vi
1 TRANSFORMER LES VIES GRÂCE À DES ENTREPRISES INNOVANTES, INCLUSIVES ET DURABLES	2
Contribuer à la création d'une prospérité partagée	4
Contribuer à la croissance de la compétitivité économique	12
Contribuer à la promotion d'industries écologiquement viables	17
2 TRANSPOSER À UNE PLUS GRANDE ÉCHELLE POUR METTRE EN PLACE UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL RÉSILIENT	22
Changer les mentalités pour un meilleur partage de la prospérité	24
Changer les mentalités pour une meilleure compétitivité économique	29
Changer les mentalités pour faire progresser les industries écologiquement viables	35
3 ACCÉLÉRER LA RÉALISATION DU PROGRAMME COMMUN : LA PLACE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE DANS LES PRIORITÉS POLITIQUES AUX NIVEAUX MONDIAL, RÉGIONAL ET NATIONAL	40
Développement des capacités et conseils en matière de politique industrielle	42
Les données, un élément moteur du développement inclusif et durable	44
Présentation de rapports au forum politique de haut niveau	45
Contribuer au renforcement du système des Nations Unies pour le développement	46
Le G20 et le groupe BRICS : s'investir dans la gouvernance mondiale pour l'avenir	48
4 GESTION STRATÉGIQUE EFFICACE AXÉE SUR LES RÉSULTATS	50
Afrique	52
Pays arabes	56
Asie et Pacifique	60
Europe et Asie centrale	64
Amérique latine et Caraïbes	68
Tirer des résultats des mesures prises par l'ONUDI	74
5 EXCELLENCE DES SERVICES ET OPÉRATIONS INTERNES	80
Financement et contributions financières	82
Administration des ressources humaines	85
Achats	85
Services informatiques et de transformation numérique	86
Services de gestion des installations	87
Apprentissage et perfectionnement	89
Sigles et acronymes	90
Organigramme de l'ONUDI	91



AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

2022 a été une année difficile pour nous tous. Les conséquences de la pandémie, les effets de plus en plus visibles des changements climatiques et la guerre en Ukraine sont autant de difficultés qui frappent le plus durement les plus pauvres des pauvres. Outre les catastrophes provoquées par les changements climatiques, les pays du Sud font face à la montée du chômage et à la crise de l'énergie, à la crise alimentaire et à la crise de la dette. Or ces pays ne sont responsables d'aucune de ces crises. C'est aux pays industrialisés et aux États du Nord qu'incombe la plus grande part de responsabilité. La solidarité internationale est nécessaire pour combattre et régler ces problèmes planétaires. La communauté internationale sait ce qu'il faut faire et quelles sont les solutions. Nous devons mettre en œuvre le Programme de développement durable, l'Accord de Paris sur le climat et la Convention sur la biodiversité. À l'échelle mondiale, nous disposons des technologies et des connaissances nécessaires pour bâtir un monde débarrassé de la faim, protéger la planète et limiter les changements climatiques.

Pour jouer son rôle plus efficacement, l'ONUDI a mis en œuvre une ambitieuse réforme structurelle en 2022. En coopération avec nos États Membres, nous fixons de nouvelles priorités. Nous avons pu, malgré une énorme augmentation des coûts, accroître l'exécution de projets techniques de 17 % en 2022, notamment dans les domaines de la protection du climat et de l'environnement, de la sécurité alimentaire et des énergies renouvelables.

À l'avenir, l'ONUDI s'emploiera à établir de nouveaux partenariats avec le secteur privé et les institutions financières. Nous nous attacherons également à approfondir notre collaboration avec les pays à revenu intermédiaire afin de permettre la transformation des systèmes industriels, d'éviter le piège du revenu intermédiaire et de promouvoir la mise en œuvre du programme du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » et des objectifs de développement durable.

Nous serons l'Organisation qui aide ses États Membres en facilitant le transfert de technologie et le renforcement des capacités par une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire accrues, à mesure que nous réformons notre structure sur le terrain. Le numérique va en effet tout changer, et nous redoublerons

d'efforts pour accélérer la mise au point et l'adoption d'innovations grâce au laboratoire d'innovation créé spécialement en 2022 pour améliorer l'efficacité et les retombées de nos opérations.

Je tiens à remercier mon prédécesseur, Li Yong, et son équipe pour leur travail fructueux et je reste reconnaissant aux États Membres de croire à notre action, en particulier au processus de réforme que j'ai engagé, et de la soutenir. Je suis vraiment sensible à votre confiance.

Je continue de compter sur vous pour soutenir fermement l'ONUDI dans les efforts qu'elle fait pour donner plus de retombées à son action et bâtir un monde meilleur pour demain par un développement industriel inclusif et durable.

Le Directeur général de l'ONUDI,
Gerd Müller



L'ONUDI en bref



L'ONUDI, créée en **1966**, est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985



L'Organisation compte **170 États Membres** (au 31 décembre 2022)



Gerd Müller a été nommé **Directeur général** de l'ONUDI à la dix-neuvième session de la Conférence générale, en novembre 2021



Le budget ordinaire et opérationnel (dépenses) de l'ONUDI s'est élevé à **84,7 millions d'euros** en 2022



L'ONUDI employait **684 fonctionnaires**, ainsi que 1 610 consultantes et consultants, venus de 152 pays, liés par des contrats de services individuels (au 31 décembre 2022)



Contribution de l'ONUDI au système des **coordonnatrices et coordonnateurs résidents** approuvée par les États Membres pour 2022 : **2 237 177 dollars**



Outre son Siège à **Vienne**, l'ONUDI a des bureaux de liaison à **Bruxelles, Genève et New York**.

Sa représentation hors Siège comprend **48** centres régionaux, des bureaux régionaux et des bureaux de pays, qui desservent **156 pays**.

L'ONUDI a des **bureaux de promotion des investissements et de la technologie** dans **9 villes** (Beijing, Bonn, Lagos, Manama, Moscou, Rome, Séoul, Shanghai et Tokyo).

Il existe des **centres régionaux pour les énergies renouvelables** dans **9 villes** (Bridgetown, Kampala, Katmandou, Le Caire, Luanda, Nuku'alofa, Praia, San Salvador et Windhoek).

En 2022, la valeur des **activités de coopération technique** a atteint **180,3 millions de dollars**

L'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone a permis de réduire les **émissions de CO₂ de 133 millions tonnes** en 2022

L'ONUDI participait à **103 équipes de pays des Nations Unies** en 2022



En 2022, **200 millions de dollars** de contributions volontaires nettes ont été consacrés à la mise en œuvre des projets, et la valeur totale du portefeuille de projets en cours s'est élevée à **621,9 millions de dollars**

Projets mis en œuvre dans **126 pays** en 2022



Composée de tous les États Membres
Se réunit tous les deux ans
Prochaine session ordinaire
27 novembre-1^{er} décembre 2023



Composé de 53 Membres
Se réunit une fois par an
Prochaine session ordinaire
3-6 juillet 2023



Composé de 27 Membres
Se réunit une fois par an
Prochaine session ordinaire
15-17 mai 2023

L'objectif primordial de l'Organisation est de promouvoir un

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE

dans les pays en développement et les économies en transition.



Coopération technique

Services d'analyse et de conseil stratégique

Élaboration de normes et mise en conformité avec des critères de qualité et d'autres règles

Mobilisation pour le transfert de connaissances, les partenariats et la création de réseaux

RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES ET DES INSTITUTIONS

↑ NOUS SOUTENONS NOS PARTENAIRES

- Individus
- Entreprises
- Institutions
- Gouvernements
- Acteurs mondiaux



PETITE ÉCHELLE
RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ET DES CAPACITÉS

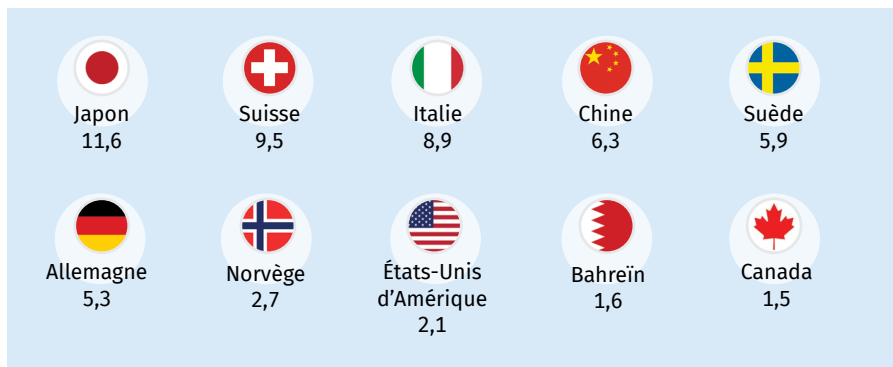


MOYENNE ÉCHELLE
MISE EN PLACE D'ÉCOSYSTÈMES INDUSTRIELS DE QUALITÉ



GRANDE ÉCHELLE
DÉFINITION DE POLITIQUES ET DE RÉGLEMENTATIONS

PRINCIPAUX PARTENAIRES AYANT FINANCÉ LES PROGRAMMES ET PROJETS DE L'ONU DI EN 2022 (MONTANTS EN MILLIONS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)



Union européenne
41,9

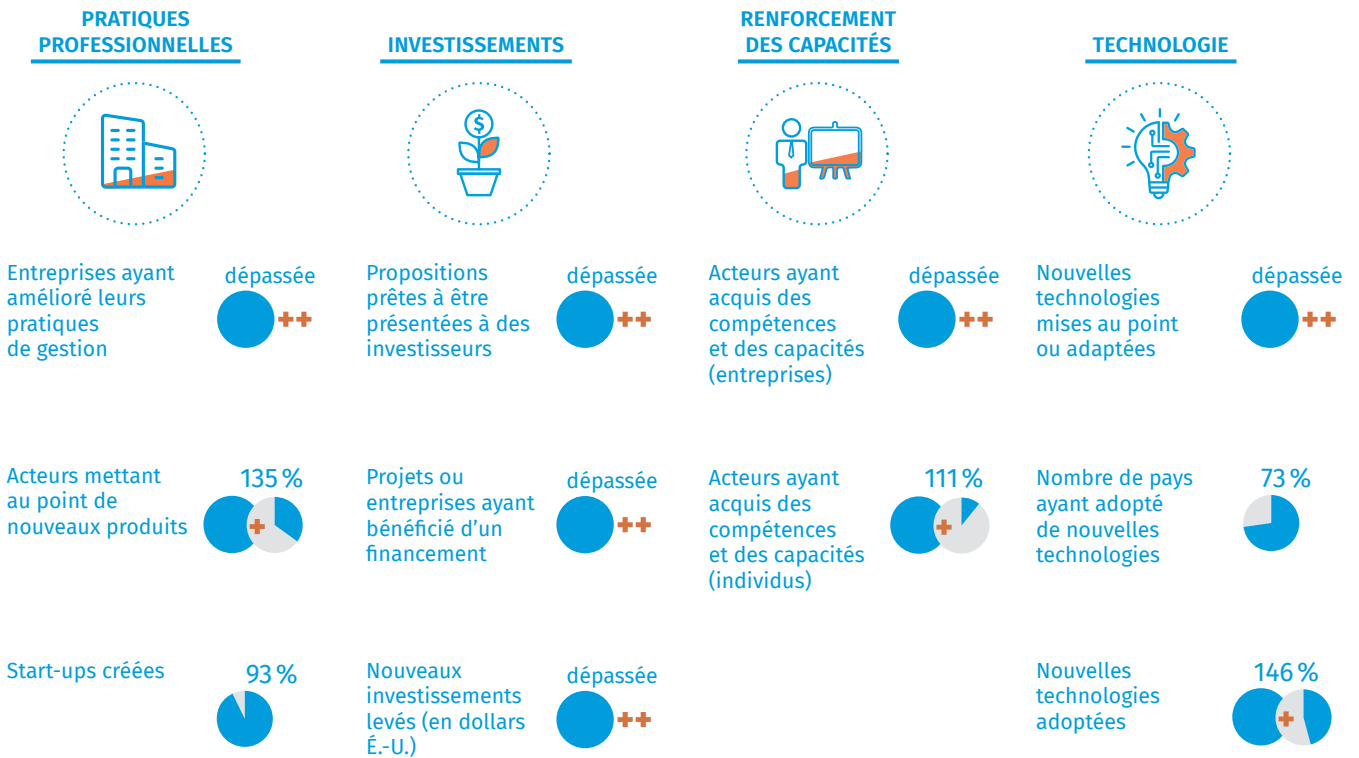
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
57,2

Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal
18,7

PROGRAMME DE PARTENARIAT PAYS (PCP)



CIBLES DU PROGRAMME ET DES BUDGETS : SITUATION À LA FIN DE 2022



Les « acteurs » désignent les entreprises, y compris les entreprises unipersonnelles.

1.

Transformer les vies grâce à des entreprises innovantes, inclusives et durables





INTRODUCTION

TEL EST LE CŒUR DU MANDAT DE L'ONUDI sur le terrain, qu'elle exécute en travaillant directement avec les entreprises et les personnes. En aidant ces entreprises, par une formation et un accompagnement, à adopter les technologies les plus récentes, innover et appliquer les meilleures pratiques environnementales, l'ONUDI contribue à les rendre plus résilientes et durables. Elle accorde une attention particulière aux femmes, aux jeunes et aux groupes défavorisés, afin qu'ils puissent également apprendre et devenir des éléments moteurs, capables d'encadrer les autres. Dans le même temps, les programmes et projets de l'ONUDI contribuent à sensibiliser et motiver à la sécurité et à la durabilité des produits, et à augmenter la demande sur le marché afin que ces entreprises puissent devenir, à long terme, des sources d'emplois équitables et de perfectionnement continu.

CONTRIBUER À LA CRÉATION D'UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE



PRINCIPAUX PARTENAIRES D'EXÉCUTION DES NATIONS UNIES



Alors que le monde est encore aux prises avec les difficultés causées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui ont anéanti des années de progrès en matière de santé mondiale, de croissance économique et de réduction de la pauvreté, une série de chocs économiques mondiaux ralentit de nouveau la reprise. Les catastrophes climatiques ont détruit des récoltes partout dans le monde, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie oblige de petites entreprises à fermer, et les perturbations sur la chaîne d'approvisionnement entravent la reprise dans certains secteurs de l'industrie manufacturière. Le dernier rapport de la Banque mondiale intitulé *Poverty and Shared Prosperity* (Pauvreté et prospérité partagée)

montre que la reprise est inégale : en effet, les pays les plus riches se sont relevés plus rapidement que les pays à revenu faible ou intermédiaire, et les pertes de revenus dans les pays les plus pauvres du monde ont été deux fois plus importantes que dans les pays les plus riches. Aujourd'hui plus que jamais, des solutions innovantes permettant d'accroître la prospérité et de lutter contre la pauvreté sont nécessaires pour regagner le terrain perdu et se remettre sur les rails de la réalisation des objectifs de développement durable.

Pour surmonter ces difficultés et aider les entreprises à réussir, l'ONUDI travaille avec ses partenaires pour accroître la productivité et l'inclusion de la main-d'œuvre, en particulier des femmes, des jeunes et des groupes défavorisés. L'Organisation contribue également à l'amélioration des produits et des processus, à l'adoption d'innovations et de nouvelles technologies, au renforcement du respect des normes et des réglementations techniques et à la promotion d'une culture globale de la qualité. Dans le même temps, elle aide les

| Coffee Training Center (Éthiopie)

personnes qui travaillent dans les secteurs clés de l'industrie à renforcer leurs capacités dans des domaines tels que la mise au point de produits, la formation professionnelle, la comptabilité analytique, la durabilité environnementale, l'assurance de la qualité, le marketing et les technologies de la quatrième révolution industrielle. En adoptant une approche globale consistant à fournir un accompagnement personnalisé à la fois aux entreprises et à la main-d'œuvre, y compris aux sans-emplois et aux chefs d'entreprise, l'ONUDI contribue au développement de secteurs manufacturiers entiers.

Donner aux femmes et aux jeunes plus de compétences et de responsabilités

Les entreprises et les individus sont à la fois les moteurs de la prospérité et ses principaux bénéficiaires. Toutefois, dans de nombreux pays, les groupes défavorisés tels que les femmes, les jeunes et les personnes déplacées ne disposent pas des compétences et des qualifications nécessaires pour accéder au marché du travail. Le taux de chômage mondial des jeunes était de 15,6 % en 2021, soit plus du triple de celui des adultes. Les jeunes et les femmes ont également été touchés de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19. Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'emploi des



jeunes dans le monde a diminué de 34 millions entre 2019 et 2020, et 2 millions de mères ont quitté le marché du travail en 2020 pour s'occuper d'enfants en bas âge, soit près de deux fois plus que leurs homologues masculins.

L'ONUDI collabore également avec différents partenaires des secteurs public et privé, du monde universitaire et de la société civile, afin d'améliorer les compétences et les qualifications de la main-d'œuvre industrielle, des chefs d'entreprises et des sans-emplois, en particulier des femmes, des jeunes et des groupes exposés au risque de marginalisation. C'est ainsi qu'elle a organisé, en octobre 2022, le Forum de la Plateforme d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances, afin de promouvoir le développement des compétences industrielles et de constituer une main-d'œuvre résiliente (voir encadré).



Forum 2022 de la Plateforme d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances sur le thème « Des compétences pour la résilience : sommes-nous prêts pour une révolution des compétences ? »

La formation professionnelle et la résilience de la main-d'œuvre sont essentiels pour répondre à la demande croissante d'un personnel qualifié sur le marché du travail et pour résister à des crises mondiales telles que la pandémie de COVID-19, les changements climatiques et les perturbations liées aux conflits. Dans une enquête récente menée par une grande société de conseil internationale, seules 10 % des entreprises se sont déclarées équipées pour permettre la reconversion de leur personnel.

Pour remédier à cette lacune, la Plateforme d'apprentissage et de perfectionnement des connaissances de l'ONUDI a tenu son troisième forum virtuel à Vienne, en octobre 2022. La Plateforme encourage le développement des compétences industrielles chez les jeunes des économies émergentes. En 2022, le thème était « Des compétences pour la résilience : sommes-nous prêts pour une révolution des compétences ? »

Plus de 500 personnes ont participé au Forum, notamment des ministres du Cambodge, du Libéria, du Maroc, de l'Ouganda, de la Sierra Leone et de la Somalie, des personnes représentant l'Union européenne, des organismes des Nations Unies, notamment l'OIT et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), des partenaires tels que la Fondation européenne pour la formation, Festo Didactic, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et WorldSkills International, le secteur privé et la société civile, et des

jeunes assumant de hautes responsabilités. Dans leurs allocutions, les orateurs et oratrices ont souligné l'importance de la jeunesse pour soutenir leurs économies et bâtir un monde plus résilient pour demain.

« Pour nous attaquer véritablement aux disparités et aux difficultés de longue date auxquels les jeunes font face, nous devons passer la vitesse supérieure et proposer des activités de perfectionnement, d'enseignement et de formation qui soient adaptées au monde d'aujourd'hui et au monde de demain », a déclaré Jayathma Wickramanayake, l'Envoyée du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la jeunesse.

Le Forum a invité la communauté internationale et les responsables politiques à rassembler tous les acteurs publics, privés, de la société civile et du développement et à faire en sorte que le secteur privé s'emploie activement à prendre des mesures concrètes pour renforcer la résilience dans le cadre d'initiatives de perfectionnement et remédier à l'inadéquation des compétences, à stimuler les compétences nécessaires aux transformations écologique et numérique, notamment les compétences humaines, les compétences non spécialisées et les compétences entrepreneuriales, et à promouvoir des approches tenant davantage compte des questions de genre, qui fassent également une place aux groupes marginalisés. Les décisions issues du Forum contribueront à l'élaboration du programme de travail de la Plateforme pour les années à venir.



J'ai été la première chef d'entreprise de Tataouine à recevoir le label start-up, et j'en suis très fière ! Cela marque le début d'une nouvelle ère pour le secteur des technologies dans le sud du pays. »

Hajer El Hedi, jeune entrepreneuse

Dans toutes ses activités, l'ONUDI s'efforce de lutter contre les inégalités de genre qui existent dans l'industrie afin d'exploiter pleinement le potentiel des femmes, qui contribuent elles aussi à la croissance économique. Outre les travaux relevant de son programme de travail ordinaire, elle a organisé, par l'intermédiaire de son groupe sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, plusieurs séances de formation et activités de sensibilisation sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à l'intention des bénéficiaires de ses projets de coopération technique. Par exemple, elle a coorganisé, avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et les missions permanentes de la Finlande, de la Norvège et de la Suède à Vienne, la quatrième édition du Forum de discussion de Vienne, une manifestation annuelle qui est l'occasion d'examiner l'égalité des sexes dans le contexte des objectifs de développement durable.

La lutte contre le chômage des jeunes est un problème crucial dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire. En Tunisie, par exemple, près de 40 % des jeunes diplômés ne trouvent pas d'emploi. En collaboration avec HP Foundation, HP Inc., l'Agence italienne pour la coopération au développement et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'ONUDI a apporté un soutien direct à des personnes aspirant à devenir chefs d'entreprise et à des entreprises existantes, par des formations, un accompagnement

professionnel et une assistance technique, afin de les aider à démarrer et à développer leurs activités.

Le projet Mashrou3i, qui s'est achevé en septembre 2022 après six ans d'existence, a aidé de jeunes chefs d'entreprise à créer 819 start-ups (dont 45 % dirigées par des femmes) et à développer leurs activités, créant ainsi 6 025 emplois équivalents temps plein dans les régions économiquement défavorisées de la Tunisie. Le projet a atteint ses objectifs et aidé le Gouvernement tunisien à relever le défi du chômage des jeunes et à redynamiser le secteur privé, notamment par la création et le développement de petites et moyennes entreprises (PME).

« J'ai été la première chef d'entreprise de Tataouine à recevoir le label start-up, et j'en suis très fière ! Cela marque le début d'une nouvelle ère pour le secteur des technologies dans le sud du pays », a déclaré Hajer El Hedi, une jeune entrepreneuse qui a lancé une plateforme éducative interactive destinée au corps enseignant et aux élèves.

En encourageant les compétences et les pratiques entrepreneuriales dans le cadre de projets comme Mashrou3i, l'ONUDI permet aux jeunes chefs d'entreprise d'innover et de tirer parti du numérique pour créer des emplois, pour leur propre bénéfice et pour les autres.

I Jeunes entrepreneuses soutenues par l'ONUDI en Tunisie



Possibilités d'emploi pour les populations vulnérables

Un grand nombre des personnes les plus vulnérables au monde vivent dans des pays touchés par des conflits. Rien qu'en 2022, plus de 100 millions de personnes sont devenues des réfugiées ou ont été déplacées de leur domicile dans leur propre pays. En raison du nombre important de personnes touchées par les conflits, notamment de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de personnes rapatriées, il est difficile pour les pays et les communautés d'accueil de leur offrir des emplois et des filets de protection sociale.

Néanmoins, ces communautés peuvent aussi représenter une chance. Dans les pays sortant d'un conflit, le secteur des microentreprises et des petites entreprises est un moteur de croissance, car il contribue à relancer des économies dévastées, à fournir des revenus et à améliorer le bien-être des populations en difficulté. L'ONUDI est déterminée à continuer de proposer des activités productives dans les situations de sortie de crise et de précarité, en partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies et partenaires de développement, dans le cadre de leur approche commune de coordination des activités de consolidation de la paix, de développement et d'aide humanitaire, également désignée sous le nom de « lien paix-développement-aide humanitaire ». Dans le cadre de programmes sur mesure, l'ONUDI offre des formations pour aider les populations touchées à acquérir les compétences nécessaires pour créer ou développer une entreprise afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Elle soutient également la remise en état ou la reconstruction de centres de services, d'établissements d'enseignement professionnel et d'écoles de commerce, et travaille avec le secteur privé local et les fournisseurs de services liés au développement des entreprises pour créer davantage d'emplois.



▮ Femmes afghanes à un atelier de formation de l'ONUDI

Si l'aide à la reconstruction des économies des populations touchées par les conflits est un élément important pour atteindre les objectifs de développement durable et veiller à ne laisser personne de côté, il reste difficile de travailler dans ces environnements. La réalisation des objectifs des programmes peut être entravée par une reprise du conflit, des changements dans le gouvernement ou des restrictions à l'activité économique imposées par la législation.

L'Afghanistan, par exemple, pâtit d'une instabilité permanente et d'une crise humanitaire complexe. Dans cet environnement difficile, l'ONUDI s'est efforcée d'aider les PME à développer les compétences en matière de gestion d'entreprise et les compétences professionnelles et techniques dont elles avaient besoin pour être plus utiles à l'économie du pays.

Si le secteur privé est composé presque exclusivement de PME, de nombreuses entreprises opèrent dans le secteur informel et n'ont qu'un accès limité à des ressources

financières ou à la formation. À l'aide d'un financement provenant du budget supplémentaire du Japon, l'ONUDI a travaillé avec la Women Chamber of Commerce and Industry de Herat (Afghanistan), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) afin de former des personnes déplacées à l'intérieur du pays, des personnes rapatriées et les communautés d'accueil de la province de Herat – qui accueille actuellement le plus grand nombre de personnes déplacées et de personnes rapatriées en Afghanistan – à la création d'entreprises à effet rapide et de leur inculquer des compétences techniques.

Cette formation a permis de renforcer la résilience des microentreprises locales et des entreprises familiales en leur donnant les moyens de s'adapter à un environnement d'affaires imprévisible et de développer des activités de substitution, telles que le tissage de la soie, le traitement du safran et la fabrication de bijoux. Grâce au renforcement des capacités du personnel local de formation dans le cadre d'un programme de « formation des formateurs » consacré au développement de l'entrepreneuriat, le projet continue à promouvoir l'apprentissage et à soutenir les nouveaux chefs d'entreprise, même depuis qu'il a pris fin, en septembre 2022.

Près de 50 % des personnes participant au projet étaient des femmes, ce qui dépasse l'objectif initial de 30 %. Malgré les succès que ce projet a permis de remporter, ses acquis sont aujourd'hui menacés par les nouvelles restrictions imposées par les Talibans à la participation des femmes aux activités des secteurs universitaire et économique. Cela souligne combien il est difficile de susciter un changement durable pour les populations vulnérables, en particulier pour les femmes, dans les pays sortant d'un conflit ou touchés par une crise.

Renforcer les chaînes de valeur agricole et lutter contre la faim dans le monde

Libérer le monde de la faim est une priorité essentielle de l'ONUDI. Plus de 800 millions de personnes souffrent de faim chronique, ce qui constitue la plus grande crise de la sécurité alimentaire de l'histoire récente. Pour y faire face et nourrir une population mondiale croissante, le monde doit de toute urgence transformer le système alimentaire mondial et renforcer les chaînes de valeur agricoles pour les rendre aussi efficaces et durables que possible.

Les secteurs de l'agriculture et de l'agrobusiness offrent des possibilités exceptionnelles en permettant aux pays à revenu faible ou intermédiaire d'éliminer la pauvreté et la faim et de s'adapter aux changements climatiques. Tirant parti des technologies de la quatrième révolution industrielle et du numérique, notamment par l'utilisation de la mécanisation intelligente et de l'agriculture de précision et l'application d'outils numériques permettant de garantir la traçabilité et la transparence dans tous les maillons des chaînes de valeur, la mise au point de dessins ou modèles industriels pour accéder aux marchés est essentielle pour créer des débouchés commerciaux résilients, durables et inclusifs.

Accordant une attention particulière à l'agrobusiness et aux systèmes alimentaires, l'ONUDI entend renforcer les capacités de la main-d'œuvre et des entreprises aux fins d'une amélioration de la productivité, de la sécurité sanitaire des aliments, du respect des normes de qualité, du conditionnement, et du transfert de technologie aux fins du passage au numérique. Elle encourage également l'adoption de pratiques exemplaires par l'élaboration et la diffusion de lignes directrices permettant de répondre aux normes de sécurité et de qualité dans la production alimentaire. Cela permet d'éviter les intoxications alimentaires et les pertes de denrées alimentaires causées par des



J'ai décidé de passer de l'agriculture à l'industrie et de créer quelque chose de nouveau et d'innovant. Mon rêve s'est réalisé et je peux maintenant vendre mon propre zaatar biologique de qualité supérieure, traditionnel mais unique. »

Youssef Fahed, fondateur de Cedar Scent

produits contaminés, et d'aider les entreprises à élargir leurs débouchés commerciaux sur des marchés où les normes de qualité sont strictes.

L'adoption de nouvelles technologies et compétences peut contribuer à accroître la productivité, même dans les agro-industries rurales dominées par des produits et techniques traditionnels. Au Liban, l'initiative Mazeej a réuni des personnes dirigeant des exploitations agricoles et des unités de production fabriquant du zaatar et ses sous-produits afin qu'elles améliorent l'efficacité de la chaîne de valeur du zaatar. Le zaatar est un mélange d'épices libanais traditionnel composé d'origan, de sumac, de sésame grillé et de sel.

Dans le cadre du projet, une plateforme innovante a été mise au point pour aider les microentreprises, les PME et les coopératives de zaatar à attirer une nouvelle clientèle et à pénétrer les marchés nationaux et internationaux en modernisant la production, en améliorant les conditions sanitaires et les conditions de sécurité et en introduisant de nouveaux produits. Le projet a permis à des coopératives, des microentreprises, des PME et des chefs d'entreprise travaillant dans le secteur informel d'en sortir pour intégrer un réseau d'exploitations agroalimentaires dirigées par des personnes expérimentées et

qualifiées qui travaillent à l'amélioration de la chaîne de valeur globale du zaatar.

« J'ai décidé de passer de l'agriculture à l'industrie et de créer quelque chose de nouveau et d'innovant », a déclaré Youssef Fahed, qui a fondé sa propre marque, Cedar Scent, grâce au projet Mazeej. « Mon rêve s'est réalisé et je peux maintenant vendre mon propre zaatar biologique de qualité supérieure, traditionnel mais unique. »

Dans le cadre de ce projet, financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement et mené en collaboration avec le Ministère libanais de l'industrie et le Ministère libanais de l'agriculture, 26 micro-entreprises, PME et coopératives et plus de 1 100 personnes – dont la moitié de femmes – ont amélioré leurs compétences et leurs capacités technologiques à l'aide de formations, d'ateliers et de séances d'accompagnement professionnel. Malgré la crise économique qui sévit actuellement au Liban, les ventes ont augmenté de 26 % parmi les entreprises participantes. Pour favoriser la croissance du secteur, le Ministère de l'industrie a approuvé de nouveaux règlements, des protocoles et un comité de coordination chargé d'entretenir un dialogue public-privé régulier entre les producteurs et productrices de zaatar, les PME, les sociétés d'exportation et le Ministère pour toutes les questions concernant la chaîne de valeur du zaatar.



Forum de Vienne sur la sécurité sanitaire des aliments 2022

La pandémie de COVID-19, les changements climatiques, la hausse des coûts et les conflits ont entraîné une crise alimentaire mondiale sans précédent. Plus de 800 millions de personnes souffrent aujourd'hui de faim chronique. Nous devons de toute urgence transformer notre système alimentaire mondial pour faire face à la crise actuelle et nous préparer à nourrir durablement une population mondiale qui devrait atteindre 10 milliards de personnes d'ici à 2050.

La sécurité sanitaire des aliments est un élément déterminant de la santé humaine et un facteur clef de la sécurité alimentaire mondiale. En octobre 2022, l'ONUFI, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce et le Ministère australien de l'agriculture, de la pêche et des forêts ont organisé le Forum de Vienne sur la sécurité sanitaire des aliments pour mettre en commun des connaissances et des acquis d'expérience sur l'innovation fondée sur les données dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, et sur les cadres réglementaires, les outils et les partenariats nécessaires pour transformer les systèmes alimentaires mondiaux. Plus de 400 personnes venues de 65 pays ont participé à cette manifestation organisée selon des modalités hybrides, notamment des spécialistes travaillant dans des ministères, des personnes représentant des autorités réglementaires, des propriétaires de systèmes de sécurité alimentaire, des personnes représentant des organismes de certification, des acteurs de l'industrie et des partenaires de développement.

Les participantes et les participants ont souligné l'importance d'une collaboration croisée entre tous les secteurs, en particulier dans le cadre de partenariats public-privé, et examiné les tendances actuelles de l'utilisation du numérique dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, qui permettait d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé publique et de faciliter le renforcement des échanges commerciaux. La pandémie de COVID-19 a accéléré la dématérialisation des échanges de données et d'informations, qui est propice à une prise de décisions éclairées et à l'amélioration des procédures dans l'ensemble de l'industrie alimentaire.

« La salubrité des aliments est la pierre angulaire de notre existence », a déclaré Nicola Hinder, Présidente du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires et Secrétaire adjointe par intérim du Groupe sur les échanges agricoles au sein du Gouvernement australien. Il est essentiel, a-t-elle ajouté, de travailler ensemble et de mettre en commun les meilleures pratiques et les innovations pour déterminer la manière dont le monde gère ses systèmes alimentaires pour les générations futures.

L'ONUFI s'appuiera sur les conclusions du Forum pour expérimenter des programmes et des partenariats visant à améliorer la conformité avec les normes relatives à la sécurité alimentaire et à mettre au point des solutions innovantes permettant de transformer les systèmes alimentaires mondiaux et de libérer le monde de la faim.



« La salubrité des aliments est la pierre angulaire de notre existence. »

Nicola Hinder, Présidente du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires

CONTRIBUER À LA CROISSANCE DE LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'accroissement de la productivité et de la compétitivité joue un rôle majeur dans le développement durable des entreprises et leur contribution à la croissance économique globale, en particulier dans le secteur manufacturier. Toutefois, de nombreuses PME sont désavantagées, car elles n'ont pas accès à des ressources financières et elles utilisent peu les nouvelles technologies et le numérique. Elles manquent aussi de main-d'œuvre qualifiée, et les normes de qualité qu'elles appliquent ne sont pas assez strictes pour leur permettre d'accéder pleinement aux marchés nationaux et mondiaux. Le dernier rapport de l'ONU DI sur la production manufacturière mondiale (*World Manufacturing Production*) montre que si l'industrie manufacturière se remet des conséquences de la pandémie de COVID-19, la reprise est inégale selon les pays, les régions et les secteurs, la production dans les pays à faible revenu restant inférieure à ce qu'elle était avant la pandémie.

L'ONU DI travaille avec les PME pour accroître la productivité et la compétitivité en introduisant des innovations et de nouvelles technologies, en améliorant la qualité, en adoptant des pratiques exemplaires, en respectant les normes et les réglementations techniques et en promouvant une culture globale de la qualité.

Innovations et nouvelles technologies

La quatrième révolution industrielle, qui fait suite aux trois précédentes révolutions industrielles qu'étaient la mécanisation, l'électrification et l'automatisation, exige des entreprises qu'elles mettent en œuvre et adoptent de nouvelles technologies de production numérique, telles que la fabrication additive (impression 3D) et les

robots, et de nouveaux outils de gestion de la production, tels que l'analyse des données et l'intelligence artificielle. Toutefois, les PME, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ont du mal à accéder aux nouvelles technologies et à combler la fracture numérique en raison d'une combinaison de facteurs, notamment de difficultés d'accès au crédit et à des ressources financières, d'un défaut de connaissances, d'un manque de main-d'œuvre qualifiée et d'une méconnaissance des modalités d'intégration des technologies avancées dans leurs opérations commerciales.

Pour surmonter ces difficultés et mettre la quatrième révolution industrielle au service de tous, l'ONU DI aide les entreprises à innover et à réagir aux forces du marché en proposant de meilleurs produits, services, processus et ressources, et à mieux se préparer et résister aux chocs intérieurs et extérieurs. L'ONU DI fournit aux PME une assistance technique, leur dispense des formations et partage avec elles ses compétences pour leur apprendre à mieux promouvoir les exportations et les possibilités d'investissement, à renforcer leurs infrastructures commerciales et à stimuler l'innovation et la transformation numérique. Par exemple, dans le cadre du Groupe de travail interinstitutions sur l'intelligence artificielle créé par le Comité de haut niveau sur les programmes et composé de spécialistes du système des Nations Unies, l'ONU DI a créé un [guide à l'usage des PME](#) sur l'utilisation et l'intégration de l'intelligence artificielle et des technologies avancées dans l'entreprise.

Les nouvelles technologies peuvent donner un coup de fouet à un secteur manufacturier déjà en plein essor. Par exemple, l'Inde, cinquième marché automobile mondial, est en train de devenir un pôle mondial



Le système de gestion des stocks n'était pas aussi fiable auparavant, car aucun inventaire n'était établi. Le programme de regroupements d'entreprises mis en œuvre par le partenariat ACMA-ONUDI nous a aidés à réformer nos systèmes de stockage. »

N. Vinayagam, ACEY Engineering

d'approvisionnement en équipements automobiles pour l'Asie du Sud-Est, le Japon, la République de Corée et l'Europe. L'industrie équipementière indienne contribue pour plus de 2 % au PIB du pays et emploie, directement et indirectement, environ 3 millions de personnes.

Le programme Uday Pride (un partenariat entre l'ONUDI, le Ministère indien de l'industrie lourde et l'Association indienne des équipementiers automobiles (ACMA) axé sur le professionnalisme, la responsabilité et l'innovation au service de l'excellence) vise à renforcer les capacités des PME de construction de pièces automobiles afin qu'elles puissent répondre aux exigences strictes des constructeurs de véhicules en matière de qualité, de livraison et de coûts. Le programme aide ces PME à surmonter leurs difficultés – faible productivité, manque d'évolutivité et qualité insuffisante et inégale – et à devenir des fournisseurs plus efficaces, plus fiables et plus rentables pour pouvoir accéder aux chaînes d'approvisionnement automobile nationales et mondiales.

Le programme Uday Pride, qui repose sur un partenariat avec ACMA, a aidé 281 équipementiers automobiles à améliorer leurs pratiques de fonctionnement et à adopter les technologies de la quatrième révolution industrielle. Ses résultats ont été impressionnants : le projet a touché 25 % d'entreprises de plus que prévu initialement,

et les équipementiers participants ont augmenté leurs ventes de 25 % et leur productivité jusqu'à 20 %.

N. Vinayagam, Chef d'usine chez ACEY Engineering, l'un des fournisseurs, a déclaré que les conseils reçus avaient permis d'améliorer de nombreux processus structurels. « Le système de gestion des stocks n'était pas aussi fiable auparavant, car aucun inventaire n'était établi », a-t-il déclaré. « Le programme de regroupements d'entreprises mis en œuvre par le partenariat ACMA-ONUDI nous a aidés à réformer nos systèmes de stockage. »

Les retombées du programme se font sentir au-delà de l'Inde. En effet, le programme a été l'occasion d'élaborer un recueil d'études de cas et de documents d'information pour permettre à d'autres entreprises d'apprendre des pratiques exemplaires, et il est prévu qu'il soit associé à d'autres projets et spécialistes de l'ONUDI dans le monde entier.

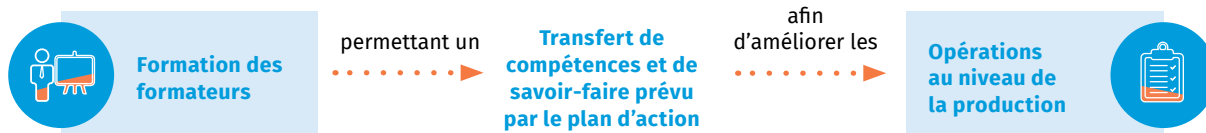
Transfert de connaissances et de technologie

L'ONUDI est la seule à mettre en relation les partenaires des secteurs public et privé, les PME et les chefs d'entreprise pour qu'ils mettent leurs connaissances et leurs compétences en commun afin d'améliorer leur compétitivité. Elle s'y emploie



MÉTHODE DE COLLABORATION

1. RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES par



2. PERFECTIONNEMENT À LONG TERME par



directement en proposant des formations et des plateformes d'apprentissage et en créant des réseaux permettant aux entreprises d'apprendre d'autres entreprises appartenant à des secteurs similaires.

Au niveau national, l'ONU DI promeut la mise en commun des installations et des services, par exemple au sein de parcs industriels et de consortiums d'exportation. En travaillant ensemble dans un lieu unique tel qu'un parc industriel, les entreprises peuvent mettre en commun leurs ressources et leurs installations, encourageant ainsi des pratiques plus durables comme le recyclage et l'échange de matériaux, d'énergie, d'eau et de sous-produits. Au niveau international, l'ONU DI met en relation des entreprises de pays à revenu faible ou intermédiaire, afin qu'elles puissent mettre en commun des ressources, des connaissances et des solutions pour s'aider mutuellement à améliorer leurs systèmes et à accroître leur capacité industrielle (voir encadré sur la coopération Sud-Sud et triangulaire).

L'ONU DI aide le Gouvernement azerbaïdjanais à mettre en place un écosystème d'innovation pour libérer le potentiel du pays en matière de transformation numérique et permettre une transition plus douce vers la quatrième révolution industrielle. Pour y parvenir, elle s'appuie sur ses meilleures pratiques en

proposant des formations portant sur un large éventail de sujets liés à la gestion de l'innovation, et la possibilité de bénéficier des éclairages précieux de spécialistes de premier plan et d'envergure internationale.

Financé par le Gouvernement slovène, le projet a permis d'organiser huit ateliers et cours qui ont réuni plus de 100 personnes et porté sur la gestion de l'innovation, la création de communautés de start-ups et l'obtention des marquages CE nécessaires pour vendre des produits dans l'Union européenne. Pour encourager le transfert de connaissances et diffuser les meilleures pratiques internationales en matière de création d'écosystèmes d'innovation et d'entrepreneuriat fondé sur l'innovation, l'ONU DI a organisé un [voyage d'étude en Slovénie pour une délégation de l'organisme public azerbaïdjanais chargé de l'innovation et du développement numérique](#).

L'ONU DI a également élaboré quatre modules thématiques sur la gestion de l'innovation, l'accompagnement des entreprises et les compétences nécessaires pour gérer la transformation numérique pour le Centre d'enseignement et d'apprentissage numériques, une plateforme d'apprentissage en ligne mise au point dans le cadre du projet. Cette plateforme donne un accès illimité à un réservoir de connaissances sur la gestion de



Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire

Favoriser une collaboration technique entre les pays en développement a toujours été une priorité de l'ONUDI. En février 2022, l'ONUDI a créé le Bureau de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire afin d'intensifier l'action qu'elle menait pour renforcer les capacités et les infrastructures industrielles des pays à revenu faible et intermédiaire en faisant en sorte que les pays du Sud mettent en commun leurs ressources, leurs connaissances et leurs solutions. Suivant cette approche, deux ou plusieurs pays du Sud échangent des connaissances, des compétences et des ressources pour promouvoir un développement industriel inclusif et durable, et reçoivent dans certains cas l'appui d'un partenaire du Nord.

« La coopération Sud-Sud permet une plus grande innovation, car elle offre aux pays en développement la possibilité d'apprendre les uns des autres et de mettre en commun leurs meilleures pratiques », a déclaré le Directeur général de l'ONUDI, Gerd Müller.

L'ONUDI mène actuellement 145 projets reposant sur cette approche et elle développe la collaboration Sud-Sud en diffusant les pratiques exemplaires inspirées des projets existants. En septembre 2022, l'ONUDI et le Ministère chinois du commerce ont lancé une initiative conjointe pour étudier les possibilités de mobilisation du secteur privé, de financement Sud-Sud et de mise en commun de solutions pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19.

Lors de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud, manifestation annuelle qui s'est tenue à Bangkok, l'ONUDI a communiqué les résultats de sept initiatives de développement qui avaient été couronnées de succès. Lors du Sommet de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification économique, qui s'est tenu à Niamey, une manifestation de l'ONUDI a porté sur les moyens d'exploiter les possibilités de coopération Sud-Sud au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Cinq projets de l'ONUDI sont présentés dans la publication phare du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud intitulée *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (Bonnes pratiques de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement durable), [Volume 4](#). D'autres exemples de coopération réussie ont été publiés sur la plateforme en ligne [South-South Galaxy](#). Par exemple, le [réseau mondial de centres régionaux pour les énergies renouvelables](#) met en commun les solutions de 108 pays du Sud en matière d'énergie durable. Il existe huit centres opérationnels, répartis entre l'Afrique, les pays arabes, l'Asie et le Pacifique, et l'Amérique latine et les Caraïbes, et deux autres devraient être créés pour accélérer encore la transition énergétique.

l'innovation, la quatrième révolution industrielle et les compétences numériques, le progrès numérique, le marketing et l'image de marque, aidant ainsi les PME à accélérer l'innovation, à améliorer leur compétitivité et à accéder aux marchés.

Respecter les normes internationales

Pour accéder aux marchés internationaux, les économies doivent se conformer aux réglementations, normes et règles qui garantissent la qualité des produits et de leurs processus de production. L'ONUUDI joue un rôle central, car elle aide les pays à revenu faible et intermédiaire à créer et faire fonctionner des services de contrôle de la qualité – normalisation, métrologie et certification – nécessaires pour accroître leur compétitivité et accéder à de nouveaux marchés. Une fois que les PME et les chefs d'entreprise ont satisfait aux normes de qualité, l'ONUUDI les aide à élaborer leurs projets d'investissement, à accéder à des sources de financement et à trouver de nouveaux marchés, nationaux et étrangers, pour leurs biens et services.

L'aquaculture joue un rôle important et croissant dans l'approvisionnement en nourriture, la nutrition et l'emploi dans le monde entier. Si elle est gérée de manière durable et conformément aux normes internationales, elle peut également contribuer à la conservation des écosystèmes marins et aider à lutter contre la faim dans le monde en préservant une source alimentaire mondiale essentielle. Pour la Colombie, il est essentiel de respecter des normes internationales strictes pour maintenir sa position de premier fournisseur de tilapia aux États-Unis d'Amérique. Dans ce pays, le Programme d'accès aux marchés mondiaux contribue à faire mieux respecter les normes de qualité, ce qui permet au secteur de l'élevage de la crevette et du tilapia de poursuivre sa croissance et aide

les fournisseurs à livrer leurs produits aux usines de transformation en vue de leur exportation.

Au cours des deux premières années de ce projet quadriennal, les exportations ont ainsi augmenté de 37 % par rapport à la période précédente. Dans le cadre d'une série de programmes de formation et d'assistance technique visant à renforcer les capacités en matière de respect des normes, deux exploitations ont obtenu pour la première fois la certification mondialement reconnue des meilleures pratiques d'aquaculture et dix exploitations ont été recertifiées.

Álvaro Méndez, le directeur d'une usine de transformation aquacole, a participé à un atelier de métrologie qui l'a aidé à comprendre l'importance d'une mesure correcte du poids et de la température pour garantir le respect de normes stables. « C'est un sujet très important auquel nous n'avions pas prêté attention », a-t-il déclaré. « Les achats de matériel sont mal gérés. Cela peut nous faire perdre de l'argent ou arrêter d'en gagner. On nous a ouvert les yeux. »

Financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement et mené en partenariat avec le Ministère colombien du commerce, de l'industrie et du tourisme, le projet contribue également à la mise en place de services nationaux de contrôle de la qualité. Avec la participation de l'ONUUDI, l'organisme national de normalisation a adopté six nouvelles normes applicables à tous les acteurs de la chaîne de valeur, et sept laboratoires participent désormais au programme d'assistance mis en place pour analyser la qualité des produits. D'autres travaux sont menés pour fournir des recommandations en faveur d'un renforcement des systèmes de gouvernance dans la chaîne de valeur du tilapia.

CONTRIBUER À LA PROMOTION D'INDUSTRIES ÉCOLOGIQUEMENT VIABLES

La pollution, les changements climatiques, la perte de biodiversité et la surexploitation des ressources naturelles ont des conséquences catastrophiques sur la santé humaine, le bien-être et les moyens de subsistance, en particulier pour les personnes qui vivent dans de petites nations insulaires et des pays à revenu faible ou intermédiaire. En 2022, une série de catastrophes dévastatrices liées au climat – canicule et sécheresse en Europe, inondations au Pakistan et ouragans sur le continent américain – ont tué des milliers de personnes, obligé des populations entières à se déplacer et causé 268 milliards de dollars de pertes économiques, selon les estimations établies en décembre 2022 par la compagnie d'assurance Swiss Re. Pour protéger l'environnement ainsi que la santé et le bien-être des personnes, nous devons mettre au point des solutions durables qui apportent non seulement des avantages pour l'économie, mais aussi pour l'action climatique et la résistance aux chocs climatiques.

Économies climatiquement neutres et circulaires

Il ne sera pas possible d'appliquer pleinement la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris sans une transformation de l'industrie, qui doit cesser d'être la première pollueuse pour devenir la première fournisseuse de solutions innovantes en faveur du climat. L'ONUDI aide ses États Membres à honorer les engagements qu'ils ont pris au titre des accords multilatéraux relatifs aux changements climatiques et à l'environnement, et à mettre en place des économies climatiquement neutres et circulaires, dans lesquelles les entreprises réduisent leurs déchets et réutilisent les matériaux et produits existants aussi longtemps que possible.

L'Organisation propose des services de renforcement des capacités, des outils, des formations et des technologies afin d'aider les entreprises à opérer une transition vers des modèles d'activité plus écologiques, en particulier vers le développement et l'utilisation d'énergies rentables et renouvelables. Elle travaille également avec des partenaires du secteur privé pour encourager l'adoption de technologies innovantes à faible émission de carbone, des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales, qui permettent d'améliorer la qualité de l'air, de promouvoir une planification urbaine durable et de réduire les émissions de polluants et de gaz à effet de serre.

Par exemple, les réseaux électriques qui alimentent l'industrie font intervenir des transformateurs. Dans certains cas, ces transformateurs utilisent des huiles qui contiennent des polychlorobiphényles (PCB), qui doivent être gérés selon des méthodes écologiquement rationnelles pour éviter toute contamination et tout préjudice grave pour la santé humaine et la vie sauvage. L'ONUDI pare à ces menaces en aidant les pays et les industries, notamment les secteurs de l'électricité, des hydrocarbures et des mines, à mettre en place des systèmes de gestion des PCB respectueux de l'environnement, à adopter des pratiques de travail exemplaires, à suivre les normes et protocoles internationaux et à appliquer de nouvelles technologies pour rendre l'environnement plus propre et plus sûr.

Dans l'État plurinational de Bolivie, il n'existe pas de législation régissant expressément la gestion des PCB. Avec l'appui financier du FEM et en partenariat avec le Ministère bolivien de l'environnement et de l'eau, l'ONUDI s'est employée à introduire des

politiques et à renforcer les systèmes de gouvernance, à utiliser des technologies modernes pour analyser et éliminer ou réduire les PCB et les déchets qu'ils produisent, à élaborer des directives techniques et à dispenser une formation sur la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques toxiques.

Ce projet a contribué à révolutionner la gestion des PCB dans le pays, où le Gouvernement a approuvé une législation sur la gestion des PCB et le Vice-Ministre de l'environnement a approuvé un système national d'information destiné à faire l'inventaire et assurer le suivi des PCB, deux outils mis au point par l'équipe technique du projet. Il a également permis d'élaborer une série de directives et de manuels techniques et de définir et mettre en œuvre une stratégie de traitement et d'élimination à long terme des PCB.

Le projet a permis de former 800 parties prenantes, représentant notamment des autorités, des services d'inspection et des

Il faut gérer les polychlorobiphényles (PCB) pour éviter toute contamination.



équipes techniques, aux réglementations de la Convention de Stockholm et aux lois nationales concernant les déchets dangereux et la gestion écologiquement rationnelle des PCB. Pour que les nouvelles approches soient bien appliquées dans le secteur, cinq sessions de formation et dix campagnes de sensibilisation ont été organisées, auxquelles ont participé non seulement des entreprises, des institutions et des organisations non gouvernementales (ONG) des secteurs de l'électricité, des hydrocarbures et des mines, mais aussi des élèves de trois grandes universités qui envisageaient de travailler dans l'industrie.

« Le projet a contribué à renforcer les compétences des élèves dans le domaine de l'environnement, essentiellement en développant leurs connaissances sur les PCB dans le contexte bolivien », a déclaré Gabriela Guisbert Lizarazu, professeure à l'Université de San Andres.

Transition vers des modèles d'activité plus écologiques

La transition vers des technologies durables et respectueuses du climat nécessitera des changements à petite, moyenne et grande échelle, et obligera les entreprises à adopter des pratiques relevant de l'économie circulaire dans les chaînes de valeur mondiales et nationales. L'ONU DI continue d'encourager une production propre et économe en ressources et le transfert de technologies respectueuses de l'environnement au niveau de l'industrie, et elle propose une formation, des boîtes à outils et des conseils pour réduire les différentes sources de pollution industrielle. Ces instruments portent sur la gestion des polluants organiques persistants (POP) et autres produits chimiques toxiques, l'utilisation de technologies sans mercure, le leasing chimique et la chimie verte, ainsi que sur l'élimination progressive des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Le programme de l'ONUDI sur l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or montre comment la formation et l'évolution des comportements peuvent contribuer à créer des emplois plus respectueux de l'environnement dans les zones rurales pour les jeunes et les femmes, et à stimuler la demande des consommateurs et consommatrices pour des produits plus sûrs et plus durables. Pour les entreprises et la main-d'œuvre, le programme offre une formation pratique et théorique sur les effets néfastes de l'utilisation du mercure sur les sites miniers ; pour les consommateurs et consommatrices, l'ONUDI sensibilise à l'importance de la fiabilité et de la traçabilité des sources d'approvisionnement en or, afin d'empêcher l'industrie aurifère de financer les violations des droits humains et les conflits.

Pour encourager le changement dans l'ensemble d'un secteur, il est essentiel d'inciter les chefs d'entreprise à défendre la transition vers une économie plus verte. En Macédoine du Nord, l'ONUDI a obtenu de nombreuses entreprises, dont EVN Macedonia, la plus grande compagnie d'électricité du pays, qu'elles soutiennent et prennent en main le projet visant à accélérer la transformation du marché pour une utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie. Le secteur industriel étant le plus gros consommateur d'énergie du pays, avec 30 % de l'utilisation finale d'énergie, une utilisation plus rationnelle de cette énergie pouvait avoir des répercussions considérables sur la consommation nationale. Toutefois, les entreprises et leurs équipes dirigeantes n'avaient qu'une connaissance très limitée de ce qui était techniquement faisable dans leurs usines en matière d'efficacité énergétique, des meilleures pratiques et technologies qui existaient et des avantages financiers que celles-ci pouvaient procurer. Il n'y avait pas de politique de promotion de l'efficacité énergétique dans l'industrie, et les capacités institutionnelles et commerciales étaient insuffisantes.



Avec l'appui financier du FEM et en partenariat avec EVN Macedonia, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et l'USAID, l'ONUDI a aidé les organismes publics et les entreprises à améliorer leurs pratiques de gestion de l'énergie, accroître leur performance énergétique et accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les résultats ont été impressionnants : le projet a entraîné un changement de comportement des chefs de file du secteur, une évolution des stratégies commerciales au niveau des entreprises et l'adoption de nouvelles politiques publiques.

Plus de 130 entreprises et 250 personnes représentant les secteurs de l'industrie et de l'énergie ont participé aux sessions de formation et aux manifestations axées sur des aspects techniques ou stratégiques,

organisées dans le cadre du projet. La formation sur l'optimisation des systèmes de vapeur et d'air comprimé a aidé les entreprises à améliorer leurs pratiques relatives à la conception technique, à la surveillance, à l'évaluation et au contrôle du fonctionnement de ces systèmes.

Le projet a permis de doter 23 entreprises des compétences internes, des outils et du soutien extérieur nécessaires à la mise en œuvre de systèmes de gestion de l'énergie conformes à la norme ISO 50001, un plan détaillé en vue de l'adoption et de l'amélioration des technologies permettant d'économiser l'énergie, de la définition d'objectifs de consommation d'énergie et de l'élaboration de plans d'action axés sur la mise en service des systèmes et la mesure des progrès accomplis. Huit entreprises ont obtenu la certification ISO sur les systèmes de gestion de l'énergie, et 68 personnes issues du secteur de l'énergie, dont 30 % de femmes, ont été formées pour devenir des spécialistes des systèmes de gestion de l'énergie.

Sur la période 2016-2021, les entreprises partenaires du projet ont économisé 17,7 millions de dollars et 221 GWh d'énergie, et évité l'émission directe de 377 000 tonnes de CO₂. Pour prolonger ces progrès, le Ministère nord-macédonien de l'éducation et de la science et le Centre d'éducation des adultes ont approuvé une nouvelle norme professionnelle nationale pour les spécialistes des systèmes de gestion de l'énergie, ainsi qu'un programme de formation connexe, inspirés des meilleures pratiques du projet.

Adaptation aux changements climatiques et atténuation de leurs effets

Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, les personnes qui possèdent de petites exploitations agricoles et celles qui pratiquent une agriculture de subsistance subissent les pires effets des changements

climatiques : précipitations irrégulières et saisons des pluies perturbées, sécheresses et inondations plus fréquentes, salinisation des terres agricoles due à l'élévation du niveau des mers et à l'augmentation de l'évapotranspiration de l'eau d'irrigation, cultures et parasites envahissants. Les changements climatiques entraînent une baisse du rendement des cultures, une diminution de la qualité et de la valeur nutritionnelle des céréales essentielles et une réduction de la productivité du bétail. Dans le même temps, l'agriculture mondiale contribue également aux changements climatiques, puisqu'elle génère 19 % à 29 % des émissions totales de gaz à effet de serre, selon la Banque mondiale.

Pour rendre le secteur plus neutre pour le climat et aider les agriculteurs et agricultrices à faire face aux effets des changements climatiques, le monde doit se concentrer sur les mesures d'adaptation et d'atténuation qui permettent de répondre aux besoins alimentaires d'une population mondiale croissante et d'améliorer sa viabilité et sa résilience face aux chocs climatiques. L'ONU DI élabore et promeut des pratiques d'après récolte exemplaires intégrées ainsi que des outils et des équipements destinés à aider les propriétaires de petites exploitations et les populations rurales à augmenter le rendement et la qualité des récoltes, à s'adapter aux changements climatiques, à accéder à de nouveaux marchés, à réduire leur empreinte écologique et, en conséquence, à augmenter et diversifier leurs revenus pour stimuler la croissance économique.

Au Sénégal, comme dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, le secteur agricole est de plus en plus sinistré par les chocs climatiques, notamment par des régimes pluviométriques irréguliers et la salinisation des terres agricoles, ce qui entraîne une baisse du rendement des cultures et une aggravation de

l'insécurité alimentaire. Pour répondre aux besoins alimentaires d'une population croissante, le secteur, qui représente 60 % de la main-d'œuvre du pays, doit élaborer des modes de production durables qui lui permettent de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets.

Financé par le FEM et mis en œuvre par l'ONUDI en partenariat avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le projet d'appui à la résilience des filières agricoles a permis d'accroître la viabilité et la résilience de l'agriculture à petite échelle et des chaînes de valeur afin de renforcer la sécurité alimentaire, d'augmenter les revenus des propriétaires de petites exploitations et de créer des emplois pour les populations rurales, en particulier les jeunes et les femmes. Les activités menées dans le cadre du projet étaient centrées sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets : amélioration des installations de captation d'eau, gestion durable des terres, énergies renouvelables, amélioration des techniques de stockage et de transformation des cultures vivrières et des produits alimentaires, renforcement des capacités des propriétaires de petites exploitations, sensibilisation à la réduction des risques climatiques, suivi des données climatiques et diffusion des meilleures pratiques.

Le projet a aidé près de 5 000 ménages à améliorer leurs moyens de subsistance et contribué à la mise en œuvre de mesures

d'adaptation innovantes : installation de 20 unités de transformation de céréales et de produits laitiers, de 12 stations de pompage solaires destinées à l'irrigation et de 10 unités de biométhanisation servant à transformer les déchets organiques en fumier ou en biogaz. Il a permis de régénérer d'importantes superficies de terres et de forêts de mangrove, ce qui l'a aidé à dépasser ses objectifs de réduction des émissions de CO₂ et à redynamiser les industries ostréicole et apicole qui dépendent des arbres côtiers.

Bana Diouf, Présidente de Mbella Goroum, l'un des groupes de femmes financés par le projet, affirme que l'apiculture et la protection des mangroves lui permettent d'accroître ses revenus et de financer l'éducation de ses enfants. « J'aime l'apiculture parce que c'est bon pour ma famille et pour moi-même », a-t-elle déclaré. « Nous utilisons ensuite une partie de nos économies pour reboiser la mangrove et la protéger, car nous savons que nous devons en prendre grand soin. »

L'un des principaux défis qu'il faut désormais relever consiste, pour les agriculteurs, à utiliser les informations issues du système de suivi des incidences écologiques du projet pour adapter sans cesse leurs techniques agricoles afin de continuer à renforcer leur résilience, à maximiser le rendement de leurs cultures et la création de valeur ajoutée, et à atténuer les effets à long terme des chocs climatiques.



J'aime l'apiculture parce que c'est bon pour ma famille et pour moi-même. Nous utilisons ensuite une partie de nos économies pour reboiser la mangrove et la protéger, car nous savons que nous devons en prendre grand soin. »

Bana Diouf, Présidente de Mbella Goroum

CIBLES DU PROGRAMME ET DES BUDGETS : SITUATION À LA FIN DE 2022

PRATIQUES PROFESSIONNELLES



Acteurs mettant au point de nouveaux produits



GOUVERNANCE



Institutions créées ou renforcées



INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENT



Propositions prêtes à être présentées à des investisseurs



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



Acteurs ayant acquis des compétences ou des capacités



TECHNOLOGIE



Nouvelles technologies mises au point ou adaptées



Acteurs évoluant dans des environnements plus collaboratifs



Projets ou entreprises ayant bénéficié d'un financement



Nouveaux investissements levés (en dollars É.-U.)



Les « acteurs » désignent des institutions intermédiaires.

2.

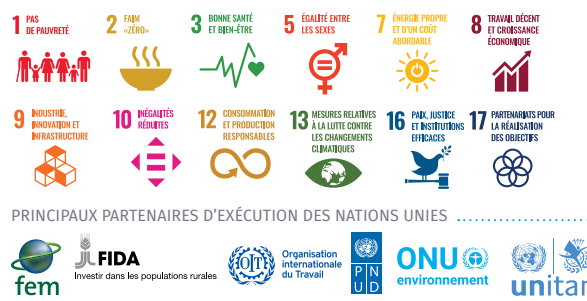
Transposer à une plus grande échelle pour mettre en place un écosystème industriel résilient



INTRODUCTION

L'ONU DI aide des réseaux qui permettent aux petites entreprises de gagner en efficacité et de se développer. Elle collabore avec les parties prenantes en vue d'amorcer les changements nécessaires dans les pratiques commerciales, la technologie, l'investissement, la gouvernance, les normes et les politiques. Cela contribue à l'établissement d'infrastructures et de chaînes logistiques durables, qui favorisent les échanges et ouvrent des débouchés aux entreprises de production des pays en développement, afin que celles-ci puissent traiter dans des conditions équitables. La collaboration entre les entreprises, les organisations publiques et privées, les consommateurs et consommatrices et les gouvernements aide les entreprises et les personnes qui les dirigent à innover, à mobiliser des investissements et à accéder à de nouveaux marchés. Ce système interconnecté contribue à la réalisation d'objectifs mondiaux tels que ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

CHANGER LES MENTALITÉS POUR UN MEILLEUR PARTAGE DE LA PROSPÉRITÉ



Un écosystème industriel regroupe tous les acteurs de la chaîne de valeur, notamment les entités de la chaîne logistique, les prestataires de services, les associations sectorielles et industrielles, les institutions publiques et privées, les chambres de commerce, les institutions financières, les universités et les groupes de réflexion, ainsi que les centres de recherche et de formation. Tous ces secteurs et entreprises sont reliés entre eux et fournissent des produits et services essentiels, assurant la coordination entre les entreprises et le secteur public, permettant la circulation des connaissances

et des ressources, certifiant le respect des normes et des règlements techniques, et favorisant l'innovation. Ensemble, ces acteurs forment l'écosystème indispensable à la prospérité et à l'innovation des entreprises, au développement des chaînes de valeur et à la conversion de l'industrie à des pratiques inclusives et durables.

L'ONU DI s'emploie à renforcer les capacités et la résilience des acteurs de l'écosystème industriel en favorisant le resserrement des liens entre le secteur productif, les décideurs et le monde de la recherche. Réunies, les parties prenantes sont mieux à même de mettre en commun leurs connaissances et leurs meilleures pratiques, ce qui stimule l'innovation et la transposition à une plus grande échelle de méthodes et d'infrastructures ayant fait leurs preuves, qui permettent l'inclusion de tous, y compris des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.

Mettre en relation les entreprises de l'agrobusiness

L'efficacité des partenariats compte particulièrement dans le secteur de l'agrobusiness. Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, les exploitations agricoles sont de taille modeste et fonctionnent de façon isolée. Sans possibilités de transmettre les innovations d'une région à une autre et en l'absence de réseaux pour la mise en commun des meilleures pratiques, les méthodes inefficaces perdurent et les interventions n'aident que certaines régions ou exploitations.

L'ONUDI s'emploie à créer les liens nécessaires, à réunir les partenaires publics et privés, et à soutenir l'élaboration de stratégies régionales, infranationales et locales. Elle s'attache en particulier à développer les connaissances locales et des compétences en matière de gestion des ressources naturelles et des entreprises de l'agrobusiness, en particulier dans un contexte de changements climatiques. Les femmes et les jeunes tenant une place importante dans le secteur de l'agrobusiness, l'ONUDI aide plus particulièrement ces groupes défavorisés à concevoir des stratégies entrepreneuriales.

Au Maroc, le secteur agricole est très vulnérable aux changements climatiques. L'aggravation des sécheresses, la hausse des températures et le bouleversement des régimes pluviométriques ont des conséquences sur les rendements agricoles. Pour survivre, les populations rurales doivent innover et s'adapter en permanence, et il leur faudrait partager en temps réel leurs meilleures pratiques et les enseignements tirés dans tout le pays.

Grâce à des financements de l'Agence pour le développement agricole du Maroc et dans le



cadre d'un partenariat avec le FIDA, l'ONUDI a renforcé les capacités des populations rurales des zones montagneuses d'Azilal et de Séfrou, afin de leur permettre d'accroître et de diversifier leurs revenus et de mieux s'adapter aux changements climatiques. Le projet mis en place est conforme aux priorités nationales en matière de développement et vise notamment à aider les agriculteurs et agricultrices particulièrement vulnérables, qui font l'objet du pilier 2 du Plan Maroc Vert.

Ce projet a permis de réduire les pertes après récolte, d'optimiser l'exploitation des ressources en eau et en énergie, et d'améliorer et de diversifier la production agricole pour la rendre plus résistante aux chocs climatiques. L'ONUDI a aidé la Coopérative des producteurs agricoles d'Ait

Bouguemez à acquérir du matériel servant à la production de jus et de vinaigre de pomme, dans le but de tirer parti de la production existante de pommes d'Azilal. Les 73 membres de la coopérative ont accès aux installations et plusieurs d'entre eux ont été formés à l'utilisation et à l'entretien des machines ainsi qu'à l'application des normes de qualité requises au sein de cette chaîne de valeur. Pour remédier aux pénuries d'eau et aux problèmes d'irrigation, l'ONU DI a installé et équipé deux stations météorologiques intelligentes reliées à deux stations agronomiques, grâce auxquelles les collectivités rurales peuvent accéder à des données atmosphériques nationales qui les aident à planifier et adapter leurs techniques agricoles en fonction des variations climatiques.

Partenariats à plusieurs niveaux au service de la transition numérique

Les écosystèmes industriels prospères nécessitent des partenariats axés sur les résultats qui réunissent des acteurs représentant les entreprises, les institutions et la sphère politique. Les partenariats à plusieurs niveaux permettent de mutualiser les compétences spécialisées de l'ensemble des acteurs d'un écosystème industriel, à savoir des contributeurs et contributrices intervenant à titre individuel tels que des chefs d'entreprise ou des prestataires de services de conseil ; des partenaires de niveau intermédiaire tels que des entreprises, des institutions universitaires, des ONG ou des chambres de commerce ; et des parties prenantes de haut niveau comme les institutions et les autorités régionales ou nationales. L'ONU DI aide les États Membres à donner à toutes les parties prenantes de l'écosystème industriel les moyens de constituer des réseaux dynamiques aux niveaux local, national et régional, pour pouvoir diffuser les connaissances et les meilleures pratiques, accélérer l'innovation, se connecter aux chaînes de valeur

mondiales et mobiliser des investissements publics et privés.

En Jordanie, comme dans de nombreux pays, le secteur productif ne crée pas assez d'emplois pour les 60 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Il n'offre pas non plus de nouveaux débouchés économiques pour les femmes. Si elle a exacerbé ces problèmes, la pandémie de COVID-19 a aussi ouvert des perspectives. Les entreprises qui ont su tirer parti du commerce électronique, des infrastructures numériques et des plateformes mondiales ont considérablement étendu le champ de leurs sources d'approvisionnement et de leurs canaux de vente, et élargi leur accès aux chaînes de valeur et aux marchés mondiaux.

Le programme LevelUP Accelerator vise à aider les femmes et les jeunes qui font preuve d'esprit d'innovation à utiliser les mêmes leviers pour accéder à des sources de financement et à des marchés mondiaux, développer leurs activités et créer des emplois. Financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement, ce projet a été axé sur trois chaînes de valeur du secteur de la fabrication : la mode, les produits cosmétiques naturels et la phytopharmacie (c'est-à-dire les secteurs des plantes médicinales). Il s'agissait de trouver des femmes et des jeunes qui avaient le goût de l'innovation ou une volonté d'entreprendre et envisageaient de créer une start-up ou dirigeaient déjà une PME à fort potentiel, puis de les encourager à intégrer la transformation numérique dans leurs modèles d'activité. Pour ce faire, un réseau à plusieurs niveaux a été créé, regroupant des spécialistes du secteur, des ONG, des fondations, des pôles d'innovation, des programmes d'incubation, des associations professionnelles de jeunes et de femmes, des chambres de commerce et des organisations publiques et privées.



En partenariat avec l'ONUDI, nous avons conçu un programme de formation et d'accélération se déroulant sur sept mois, afin d'aider les entrepreneurs et entrepreneuses de Jordanie à monter des entreprises de stature internationale, qui créeront des emplois et contribueront à la diversification de l'économie jordanienne. »

Karim Samra, fondateur et PDG de Changelabs

Le projet a permis à des participantes et participants de plus de 350 entreprises et start-ups, notamment des femmes et des jeunes ayant l'esprit d'entreprise, d'acquérir de nouvelles compétences. Lors de la phase d'incubation, les bénéficiaires ont appris à élaborer des plans d'affaires et des argumentaires commerciaux à présenter aux banques, et mis sur pied 27 propositions prêtes à être présentées à des investisseurs. Quinze PME déjà établies, dont 86 % étaient dirigées par des femmes, ont étendu leurs activités, et un fonds de capital-risque a déclaré que 30 % d'entre elles présentaient un « grand intérêt ».

« En partenariat avec l'ONUDI, nous avons conçu un programme de formation et d'accélération se déroulant sur sept mois, afin d'aider les entrepreneurs et entrepreneuses de Jordanie à monter des entreprises de stature internationale, qui créeront des emplois et contribueront à la diversification de l'économie jordanienne », explique Karim Samra, fondateur et PDG de Changelabs, qui fait partie du réseau LevelUP.

Le programme LevelUP Accelerator a permis de former une communauté mondiale de mentors et de partager les enseignements tirés du projet

jordanien, ce qui en fait un modèle de réussite susceptible d'être reproduit et étendu dans d'autres pays.

Partenariats public-privé

Il est essentiel de mettre en place des partenariats public-privé reposant sur une conception commune du développement durable pour faire progresser la prospérité pour tous et réaliser les objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Associant le secteur privé, ses connaissances techniques, ses compétences et ses financements, aux autorités de réglementation et de coordination du secteur public, ces partenariats peuvent améliorer la qualité et la productivité sur toute la chaîne de valeur, ouvrir de nouveaux débouchés pour les produits et services, et instaurer un environnement propice à la croissance des industries.

Le café est le premier produit d'exportation de l'Éthiopie. Plus de 20 millions de personnes participent à sa production et à son commerce. Cependant, le manque de connaissances techniques, la prédominance des systèmes traditionnels de gestion agricole et l'absence de normes de qualité harmonisées entravaient la production et nuisaient à la qualité du café. Des grains qui



auraient dû être exportés à un prix élevé étaient vendus à bas prix sur le marché local.

Dans le cadre d'un projet financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement, l'ONUDI a cherché à opérer un rapprochement entre l'Autorité éthiopienne du café et du thé (organisme public de réglementation des exportations de café), illycaffè (une des chefs de file mondiales du café) et la Fondation Ernesto Illy, dans l'objectif d'améliorer la qualité et la durabilité dans toute la chaîne de valeur du café en Éthiopie.

Le projet visait à aider les propriétaires de petites exploitations et les coopératives à adopter les Bonnes pratiques agricoles, un ensemble de normes internationales relatives à la production sûre et durable en agriculture. Il a aidé les agriculteurs et agricultrices à augmenter leurs rendements et à gagner en qualité en favorisant le transfert de compétences techniques, en optimisant le traitement après récolte à l'aide de machines agricoles, en construisant des infrastructures qui améliorent la qualité pendant les phases de lavage du café, en créant des laboratoires de contrôle de la qualité et en mettant en œuvre des techniques de commercialisation modernes.

À moyenne échelle, le projet a donné lieu à la création du Coffee Training Center, dont le siège se trouve dans les locaux de l'Autorité éthiopienne du café et du thé, à Addis-Abeba, remédiant ainsi au manque de travailleurs et de travailleuses spécialisés. Sur le modèle de l'Università del Caffè d'illycaffè, le centre propose des formations et sert de plateforme pour le transfert de connaissances et de technologie à l'intention de tous les travailleurs et travailleuses de la chaîne de valeur du café, des agronomes sur le terrain aux Q-graders, en passant par les torréfacteurs. Ce projet a largement contribué à mettre la qualité au centre du secteur éthiopien du café, qui exporte désormais à destination de pays du monde entier.

« Nous sommes maintenant conscients de la valeur de notre café. Grâce à l'ONUDI, nous savons que son prix est bien plus élevé que nous ne le pensions et qu'il est très apprécié. Cela nous a ouvert de nouvelles possibilités en tant qu'agriculteurs et agricultrices, en tant que coopérative et en tant que communauté », se réjouit Shamsiya Korte, qui gère une exploitation familiale de café et occupe la fonction de Vice-Présidente d'une coopérative à Delo Mena, dans la région d'Oromia. Après avoir participé au projet, elle a augmenté son revenu annuel moyen de 7,6 %.



Nous sommes maintenant conscients de la valeur de notre café. Grâce à l'ONUDI, nous savons que son prix est bien plus élevé que nous ne le pensions et qu'il est très apprécié. Cela nous a ouvert de nouvelles possibilités en tant qu'agriculteurs et agricultrices, en tant que coopérative et en tant que communauté. »

Shamsiya Korte, exploitante de café et Vice-Présidente de coopérative



Comme M^{me} Korte, plus de 30 000 propriétaires de petites entreprises de production de café ont bénéficié de l'assistance technique fournie dans le cadre du projet, ce qui leur a permis d'augmenter à la fois la quantité et la qualité de leurs produits et de générer davantage de

revenus : la production a augmenté de 43 % et 80 % des bénéficiaires cibles ont produit un café dont la qualité a été évaluée au moins au grade 3. Ils ont donc pu le vendre à un prix plus élevé.

CHANGER LES MENTALITÉS POUR UNE MEILLEURE COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, le secteur privé est principalement constitué de microentreprises et de PME, qui représentent une large part des emplois et des sources de revenus. Toutefois, le potentiel de développement de ces entreprises reste souvent inexploité, car elles fonctionnent de manière isolée, appliquent des modèles de production peu compétitifs et ne travaillent pas en relation avec des partenaires dynamiques, qui pourraient leur apporter de nouvelles compétences. L'ONUDI cherche à stimuler le développement d'un secteur privé compétitif et à contribuer à la réduction de la pauvreté en établissant des relations durables entre les microentreprises et PME, leurs partenaires plus développés et des institutions d'appui telles que les universités et les instituts de recherche, les associations professionnelles et les organisations financières.

Quand elles nouent des partenariats dans plusieurs secteurs, les microentreprises et PME peuvent gagner en compétitivité en réalisant des économies d'échelle, en tirant parti de services partagés tels que des parcs industriels, et en accédant à de nouvelles ressources de formation, à des compétences spécialisées et à des plateformes de connaissances. Les partenariats ouvrent aussi des portes aux groupes marginalisés, notamment aux femmes, aux jeunes et aux

populations touchées par des conflits, en leur permettant de prendre part à des activités économiques dans des conditions plus équitables.

Transition numérique et pôles d'innovation

L'ONUDI s'emploie à renforcer les institutions nationales et régionales chargées des infrastructures de contrôle de la qualité, notamment les parcs industriels et les installations partagées, afin de contribuer à l'amélioration de l'environnement économique pour les microentreprises et PME. L'Organisation coopère avec des gouvernements et des organismes de certification en vue de faire progresser les meilleures pratiques concernant l'établissement de normes et l'harmonisation ; l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité ; la métrologie scientifique, juridique et industrielle ; et les services d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché. Tous ces éléments contribuent à protéger les consommateurs et consommatrices, la main-d'œuvre et l'environnement. En outre, l'ONUDI s'associe à des organisations qui permettent aux microentreprises et PME de se regrouper pour tirer parti d'installations et de services communs, grâce auxquels elles peuvent gagner en compétitivité et réaliser des économies d'échelle.



Avec l'ONU DI, nous parvenons à créer des partenariats internationaux intéressants entre les responsables politiques, les institutions de recherche et de savoir et les entreprises, afin de renforcer les moyens d'action des PME et de promouvoir les investissements et la technologie. Le pôle biotechnologique slovéno-cubain en représente déjà un bon exemple. »



Maja Tomanič-Vidovič, Directrice du SEF

Alors que le monde sort de la pandémie de COVID-19, le renforcement et la modernisation des secteurs de la santé nationaux apparaît de plus en plus clairement comme une priorité mondiale. L'ONU DI, en collaboration avec le Slovene Enterprise Fund (SEF) et BioCubaFarma, a créé un pôle d'innovation slovéno-cubain dans les secteurs de la biopharmacie et de la médecine en vue de faire progresser les technologies de la quatrième révolution industrielle, de renforcer la croissance économique et de contribuer à la santé et au bien-être généraux dans les deux pays. Ce pôle regroupe déjà 26 entreprises et institutions slovènes et cubaines, et il a développé un modèle d'activité qui lui est propre, définissant ses services, ses domaines d'action ainsi que le profil et les rôles de ses membres. Le projet a favorisé le transfert de technologie et les possibilités de collaboration dans trois domaines prioritaires : les projets liés à la COVID-19, l'application des technologies de la quatrième révolution industrielle, et les industries biotechnologiques et médicales.

Des voyages d'étude organisés à Cuba et en Slovénie ont permis aux entreprises et aux institutions d'échanger des connaissances, des pratiques exemplaires et des innovations. Des programmes de formation, des séminaires et des ateliers sur les modèles d'activité innovants et les tendances du marché dans le secteur ont aidé les entreprises à améliorer leurs pratiques de fonctionnement et leur compétitivité. À l'aide du Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité (COMFAR) de l'ONU DI, le groupe a identifié plusieurs projets prioritaires à partir desquels il a élaboré des propositions prêtes à être présentées aux investisseurs.

Le projet a donné lieu à la constitution d'un portefeuille de 39 projets innovants et permis de trouver des possibilités de collaboration, notamment sur un nouveau système d'analyse de données qui accélère la recherche-développement et les essais cliniques, sur la recherche de nouvelles technologies de vaccination et sur des traitements prometteurs du cancer et de la maladie d'Alzheimer. Le projet de l'ONU DI,



Le progrès par l'innovation

Pour relever les défis mondiaux dans un monde complexe, il faut repenser les conceptions actuelles de la coopération au service du développement. L'innovation fondée sur la technologie permet d'exploiter le potentiel de nouveaux outils et méthodes. C'est la raison pour laquelle l'ONUDI a adopté la devise « Le progrès par l'innovation ».

Il est essentiel de pouvoir mettre la technologie au service de la prospérité de l'humanité dans un monde métamorphosé par la transformation numérique et l'intelligence artificielle. Pour aider les États Membres, l'ONUDI a créé la Division des stratégies relatives à la transformation numérique et à l'intelligence artificielle. Celle-ci s'emploie à mettre en œuvre des projets de coopération technique et à diffuser des produits normatifs en vue de promouvoir une transformation de la production s'appuyant sur la dématérialisation et l'intelligence artificielle. Il s'agit pour ce faire de renforcer les écosystèmes d'innovation, de favoriser une production intelligente et à flux tendus, d'élaborer des plans locaux et nationaux, d'évaluer la préparation opérationnelle des entreprises au numérique et à l'intelligence artificielle, et d'aider les gouvernements à se doter de capacités en matière de conception de politiques.

La transformation numérique fait également partie intégrante des travaux de l'ONUDI sur l'économie circulaire, l'environnement, la transition énergétique et l'agrobusiness. Dans l'exécution de ses programmes, l'Organisation tient compte du contexte de développement et des différences régionales afin que la transformation numérique et l'intelligence artificielle puissent être exploitées et améliorer les retombées sur le développement.

Afin de stimuler la découverte, la création et le déploiement de solutions de développement innovantes au sein de l'Organisation, celle-ci s'est dotée d'un Laboratoire d'innovation de pointe en 2022. La mission de ce laboratoire sera d'accélérer le développement et l'adoption des innovations au sein de l'ONUDI, en vue d'améliorer l'efficacité et les retombées de ses opérations. Le laboratoire favorise la collaboration entre les différentes divisions de l'Organisation et constitue une plateforme d'avant-garde pour la coopération avec les États Membres, les groupes spécialisés dans le savoir et l'innovation, et les autres partenaires. Il donne la possibilité au personnel de l'ONUDI et à ses réseaux de concevoir, d'essayer et d'appliquer de nouveaux outils et méthodes de développement. L'ONUDI va progressivement mettre en place des programmes structurés pour favoriser le renforcement d'une culture de la créativité et de la collaboration au sein de toute l'Organisation.

financé par le Gouvernement slovène et le SEF, doit servir de modèle pour une coopération interrégionale plus poussée, qui pourrait être mise en œuvre de la même manière dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes ou d'Europe du Sud-Est.

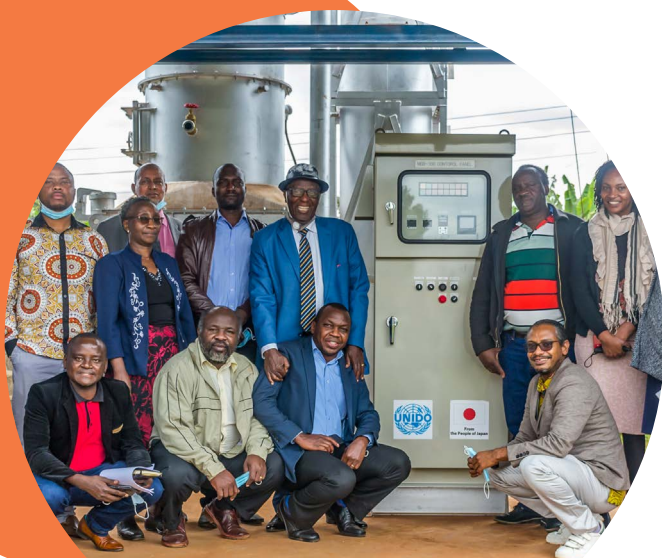
« Avec l'ONUDI, nous parvenons à créer des partenariats internationaux intéressants entre les responsables politiques, les institutions de recherche et de savoir et les entreprises, afin de renforcer les moyens d'action des PME et de promouvoir les investissements et la technologie. Le pôle biotechnologique slovéno-cubain en représente déjà un bon exemple », déclare Maja Tomanič-Vidovič, Directrice du SEF.

Réseaux de promotion des investissements et de la technologie

L'ONUDI met en relation les investisseurs et les fournisseurs de technologies internationaux avec les chaînes de valeur et les PME locales en vue d'attirer les investissements étrangers directs et de favoriser le transfert, l'utilisation et le partage de nouvelles technologies. Le réseau

mondial de bureaux de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI, par exemple, ne cesse d'élargir son vivier d'entreprises partenaires spécialisées dans la quatrième révolution industrielle afin de promouvoir le transfert de nouvelles technologies vers les pays à revenu faible ou intermédiaire. À l'aide de ce réseau, l'ONUDI met également en place la première Alliance de la quatrième révolution industrielle, en vue de faire progresser la transition numérique avec des partenaires de premier plan issus d'industries, d'universités, d'institutions et d'organisations non gouvernementales. En outre, l'Organisation collabore avec des organismes de promotion des investissements dans le but d'attirer et de faciliter les investissements, de faire évoluer la promotion des investissements vers l'espace virtuel pour toucher un plus grand nombre d'investisseurs, et d'inciter à l'utilisation de solutions numériques intelligentes pour le suivi et l'analyse des données relatives aux investissements.

La pandémie de COVID-19 a mis au jour des inégalités criantes dans le monde. Alors que les pays à revenu élevé avaient accès à des installations de santé modernes, à des médicaments et à des équipements de protection individuelle tels que les masques et les gants, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ne disposaient pas des infrastructures, des fournitures ni des équipements médicaux nécessaires pour faire face à la pandémie. Afin de renforcer l'action mondiale contre la COVID-19, l'ONUDI s'est associée à 12 entreprises japonaises pour transférer des technologies japonaises à destination de dix pays d'Afrique et d'Asie, et leur proposer des formations techniques. Financé par le Ministère japonais des affaires



| Système de traitement des déchets médicaux mis en place à l'hôpital de Mutuini pour protéger contre les risques de surinfection à la COVID-19

étrangères et en collaboration avec le Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI à Tokyo, ce projet expérimental a consisté à mettre en relation des autorités locales et nationales, des entreprises japonaises et des établissements de santé dans chaque pays.

Au Kenya, par exemple, travaillant en partenariat avec les Services métropolitains de Nairobi et la société KINSEI SANGYO, l'ONUDI a mis en place un petit système de traitement par gazéification des déchets médicaux à l'hôpital du sous-district de Mutuini (à Nairobi), afin de détoxifier les substances dangereuses que contenaient les déchets de l'hôpital et de protéger ainsi le personnel médical et celui qui manipule les déchets contre les risques de surinfection. Parmi les 57 membres de l'équipe d'ingénieurs et d'opérateurs à avoir été formés, 75 % étaient des femmes.

« Avant l'installation du système de gazéification, nous accumulions les déchets médicaux avant de les transporter dans un autre hôpital qui se chargeait de leur élimination », raconte Josephine Nguri, médecin-chef et pharmacienne clinicienne à l'hôpital de Mutuini. « Ce système a radicalement changé notre point de vue sur les déchets, que nous trions avec plus de soin qu'auparavant. »

En plus des incinérateurs sans fumée pour l'élimination des déchets, les hôpitaux et établissements de santé ont pu bénéficier de formations et de nouveaux procédés technologiques tels que des revêtements antibactériens pour les équipements hospitaliers, des systèmes améliorés de gestion des eaux usées, des systèmes de purification de l'eau, des appareils de contrôle du sang et des installations de production locale de désinfectant de qualité médicale. En renforçant les infrastructures médicales essentielles, le projet a contribué à combler le fossé entre les pays à revenu élevé et les pays

à revenu faible ou intermédiaire dans la lutte contre la pandémie, renforçant ainsi l'ensemble du système de santé mondial. Ces améliorations technologiques dépassent le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 et contribuent à l'amélioration des soins de santé en général, aidant les pays à mieux se préparer aux futures crises sanitaires.

Mobiliser des investissements

Pour attirer des investisseurs, les pays doivent créer un environnement propice à un afflux de capitaux, qui leur permette d'accéder à de nouveaux marchés. Organisation d'envergure mondiale bénéficiant d'un vaste réseau de partenaires, l'ONUDI joue un rôle particulier en aidant les chefs d'entreprise, les entreprises elles-mêmes, les institutions d'investissement et les pays à mobiliser des investissements à toutes les étapes du processus : planification des activités, études de faisabilité, propositions d'investissement de qualité, promotion, partenariats et politiques ou législations favorables aux entreprises.

Le modèle COMFAR permet aux microentreprises et PME à la fois de planifier des projets potentiels et d'analyser leur viabilité économique. L'Organisation aide les gouvernements à créer et adopter des lois favorables aux investissements. L'ONUDI travaille avec des organismes de promotion des investissements en vue d'attirer des capitaux et aide les pays et les industries à créer des plateformes numériques consacrées à la promotion des investissements, afin qu'il soit plus facile pour les investisseurs potentiels de rechercher et de sélectionner des projets dans lesquels investir, et de permettre aux entreprises d'accéder à un pool d'investissement mondial bien plus important. L'ONUDI organise aussi des forums de l'investissement et de la



Cette adhésion à l'OME est une chance pour le CNEE, car il va ainsi pouvoir accéder à des informations, à des formations et à des conseils techniques spécialisés, et acquérir de nouveaux savoir-faire en matière de technologie et de production, qui permettront d'optimiser la gestion et le développement industriel local à Cuba. »

Yamilín González Milián, Vice-Ministre cubain des industries

technologie, des services de conseil en investissement, des salons consacrés à la technologie et des manifestations de promotion des investissements.

L'ONUDI accorde une attention particulière au problème de l'immense disparité entre les sexes qui se révèle dans la destination des investissements ; sur les marchés émergents, seuls 7 % des fonds de capital-investissement et de capital-innovation sont investis dans des entreprises dirigées par des femmes. L'ONUDI a élaboré une série de formations en ligne accessibles au public sur les avantages qu'il y a à prendre en compte les questions de genre dans l'activité d'investissement, afin de sensibiliser les investisseurs, les entrepreneuses et le public à cette question, et de les aider à investir de façon plus inclusive, plus durable et sans préjugés.

À Cuba, les besoins en technologies innovantes, en mise à niveau des compétences et en nouvelles stratégies d'investissement national sont immenses, notamment dans le secteur local du conditionnement. S'appuyant sur une collaboration de longue date avec le Ministère cubain du commerce extérieur et de l'investissement étranger, l'ONUDI a travaillé avec le gouvernement en vue d'attirer des investissements étrangers, de stimuler la création d'emplois, de renforcer la compétitivité industrielle et d'améliorer

l'environnement économique dans son ensemble ainsi que la durabilité du secteur de l'emballage dans l'industrie agroalimentaire. Financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement et mis en place avec l'appui du Bureau italien de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI, le projet a consisté à organiser des formations, des voyages d'étude et des ateliers qui ont permis à des chefs d'entreprise, à des gestionnaires, à des administrateurs et administratrices et à des fonctionnaires de renforcer leurs compétences et leurs capacités de gestion.

Afin de réduire les délais nécessaires à la création d'une entreprise, la plateforme web VUINEX, un guichet unique pour les investissements étrangers, a été lancée. L'ONUDI a également formé 20 membres du Gouvernement cubain au modèle COMFAR en vue d'améliorer la qualité et la cohérence des propositions d'investissement et d'aider les gens d'affaires à créer et développer leurs entreprises et à attirer de nouveaux investisseurs. Le Gouvernement va mettre en place COMFAR dans toutes les provinces pour faciliter l'évaluation des propositions d'investissement. Afin d'améliorer la conformité aux normes internationales dans le secteur, l'ONUDI a fait l'acquisition de matériel de laboratoire et de mesure pour le Centre national du conditionnement de Cuba (CNEE).

Signe de la détermination du Gouvernement à améliorer continuellement ce secteur, Cuba est devenu membre de l'Organisation mondiale de l'emballage en 2022.

« Cette adhésion à l'OME est une chance pour le CNEE, car il va ainsi pouvoir accéder à des informations, à des formations et à des

conseils techniques spécialisés, et acquérir de nouveaux savoir-faire en matière de technologie et de production, qui permettront d'optimiser la gestion et le développement industriel local à Cuba », se réjouit Yamilín González Milián, Vice-Ministre cubain des industries.

CHANGER LES MENTALITÉS POUR FAIRE PROGRESSER LES INDUSTRIES ÉCOLOGIQUEMENT VIABLES

Les changements climatiques sont un problème mondial auquel il faut remédier de toute urgence. Dans le même temps, les besoins mondiaux en énergie et en ressources continuent d'augmenter, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire dont l'économie et le secteur industriel sont en plein essor. Pour tenir l'objectif de l'Accord de Paris consistant à maintenir le réchauffement de la planète à moins de 2°C, il faut mettre au point, déployer et adopter rapidement des solutions innovantes, à une échelle et à un rythme qui conduiront à un changement en profondeur, sans pour autant compromettre le développement économique et industriel.

Technologies propres et efficacité énergétique

Alors que les pays à revenu faible ou intermédiaire cherchent à atteindre leurs objectifs de croissance industrielle, l'ONUDI les aide à développer une industrie et des services qui reposent sur des infrastructures résilientes, des chaînes d'approvisionnement durables et des systèmes économes en énergie. Dans le cadre du Programme mondial d'innovation par les technologies propres, par exemple, l'ONUDI aide les PME et les chefs d'entreprise à trouver des solutions de pointe

aux problèmes environnementaux. Elle conçoit et renforce des parcs éco-industriels qui promeuvent des solutions et des pratiques écologiquement viables, favorisent l'échange d'idées et accélèrent le rythme et l'intensification de l'innovation.

Au Sénégal, par exemple, la promotion du changement durable aide le pays à tenir ses engagements en faveur d'une industrialisation durable et sobre en carbone. Bien que le pays puisse compter sur un important potentiel solaire, éolien et bioénergétique, il reste largement dépendant de coûteuses importations de pétrole et de gazole. L'introduction et la transposition à une plus grande échelle de solutions utilisant des énergies renouvelables et de solutions économes en énergie, parallèlement à la mise en œuvre des principes de l'économie circulaire, permettront aux industries du pays de croître tout en ouvrant la voie à une croissance économique plus durable et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le projet Villes durables du Sénégal, mené avec l'appui du FEM, consiste à promouvoir les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la gestion intégrée des déchets à Dakar et dans le parc industriel de Diamniadio. Ce projet a donné lieu



■ Panneaux solaires installés à l'usine d'Eiffage Sénégal

à l'élaboration de dix projets pilotes qui ont permis d'installer des systèmes utilisant des énergies renouvelables et capables de générer une puissance de 2 MW et de réaliser 56 000 MWh d'économies d'énergie, tout en évitant la production de 5,5 mg d'équivalent toxique de POP et de 35 000 tonnes de CO₂.

Grâce au vaste programme d'assistance technique mis en place pour ce projet, des personnalités gouvernementales, des directeurs et directrices d'usine, des ingénieures et ingénieurs et des spécialistes du secteur ont pu comprendre comment les technologies vertes pouvaient accroître la sécurité énergétique et réduire les coûts financiers et environnementaux. Parallèlement, ces personnes ont pu acquérir des compétences spécialisées, des outils, des modèles d'activité et des pratiques exemplaires qui leur ont permis de faire progresser les projets et de les transposer à l'échelle du Sénégal tout entier.

Dans le cadre de l'un des dix projets pilotes, le producteur de béton Eiffage Sénégal a installé 84 panneaux solaires sur le toit de son usine. Aujourd'hui, 30 % de l'énergie qui alimente l'usine est renouvelable, ce qui permet d'économiser 1 385 kg d'émissions de carbone chaque mois. L'usine a également été équipée d'une installation permettant de recycler le béton qui n'a pas été utilisé à la fin d'un chantier de construction.

« Nous avons ces projets en tête depuis longtemps, mais il nous aurait peut-être fallu cinq ou dix ans de plus pour les mettre en œuvre », explique Missira Keita, responsable du développement durable chez Eiffage Sénégal. « Notre intention est de tirer des enseignements de cette expérience pour la reproduire sur un autre site, voire dans un autre pays. Nous avons vraiment appris beaucoup de choses sur les installations sobres en carbone. Et compte tenu de notre stature et de notre influence, nous sommes en mesure de transmettre ces acquis. »

Technologies durables et innovantes

L'ONUUDI aide les entreprises à accéder aux financements, aux compétences spécialisées et à la technologie nécessaires pour passer d'une économie linéaire gourmande en ressources et en énergie à une économie circulaire fonctionnant en circuit fermé, dans laquelle les ressources restent dans l'écosystème industriel et sont continuellement réintégrées dans la chaîne de valeur. L'ONUUDI collabore avec toutes les parties prenantes d'un écosystème industriel, non seulement pour créer et transposer à une plus grande échelle des solutions et des innovations écologiquement viables, mais aussi pour aider la population, les entreprises de production et les utilisateurs et utilisatrices à accepter et adopter les nouvelles technologies.

Dans le secteur du transport, l'utilisation de véhicules électriques aide les pays à atteindre leurs objectifs climatiques. Le marché automobile chinois – qui est le plus grand au monde – est pour beaucoup dans l'augmentation de la consommation de pétrole, dans l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre et dans la détérioration de la qualité de l'air. Bien que les véhicules électriques soient de plus en plus utilisés, ceux-ci sont toujours alimentés sur le réseau électrique national, dont la production repose en grande partie sur des combustibles fossiles, et principalement sur le charbon. L'utilisation croissante de véhicules électriques alimentés par des énergies renouvelables joue un grand rôle dans l'atténuation des changements climatiques et dans l'amélioration de la santé et du bien-être global de la population chinoise. Par ailleurs, il s'agit là d'un moyen de créer de nouveaux emplois et d'ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux.

Avec l'appui financier du FEM et avec le soutien du Gouvernement chinois, l'ONUDI a créé des zones d'expérimentation de modes de transport urbain sobres en carbone à Shanghai et à Qingdao. Il s'agissait d'intégrer les véhicules électriques et l'électricité d'origine renouvelable, d'élaborer des règlements techniques et des politiques, d'expérimenter et d'établir des infrastructures de recharge, ainsi que de sensibiliser la population et l'industrie à la faisabilité et aux avantages de cette nouvelle technologie. Pour que le projet puisse porter ses fruits, l'ONUDI a créé un écosystème industriel favorable, regroupant de multiples parties prenantes dont beaucoup n'avaient jamais collaboré auparavant : des organismes publics municipaux et nationaux ; les secteurs du transport et de l'énergie ; les entreprises privées de construction de

véhicules et de fabrication de batteries et de bornes de recharge ; et les consommateurs et consommatrices.

Pour que les nouvelles technologies soient adoptées, elles devaient être facilement accessibles aux entreprises de production et au public. En réponse aux préoccupations des consommateurs et consommatrices qui se demandaient où ils allaient pouvoir charger leurs voitures, des bornes de recharge ont été construites en nombre suffisant. Des campagnes de sensibilisation et des projets d'expérimentation ont été organisés dans les villes stratégiques de Shanghai et de Qingdao, afin de montrer à la population que le système fonctionnait. Des projets d'expérimentation ont ensuite été mis en place dans neuf autres villes. Pour répondre aux préoccupations du secteur privé quant à la durabilité et la rentabilité, le Gouvernement a adopté de nouvelles politiques de soutien à l'industrie et mis en place des incitations à participer au projet.



| Véhicules alimentés au moyen de nouvelles énergies en Chine

Afin de veiller à ce que les fonctionnaires et les spécialistes du secteur comprennent parfaitement la nouvelle technologie et possèdent les compétences requises pour transformer le secteur, l'ONU DI a organisé des séances de formation, des ateliers et des webinaires.

Le projet a largement dépassé ses objectifs et a déjà été étendu à d'autres régions. Plus de 2,1 millions de tonnes d'émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre ont été évitées, soit 2,331 % de plus que l'objectif fixé ; et 2,7 millions de MWh d'énergie ont été économisés, soit 3,780 % de plus que l'objectif fixé. Les objectifs de cofinancement du projet, initialement fixés à 5:1 (mobiliser 5 dollars supplémentaires pour chaque dollar investi par le FEM) ont atteint le rapport impressionnant de 19:1.

Pour pouvoir étendre des projets couronnés de succès comme ceux-ci, il est essentiel de mettre en place un écosystème industriel dans lequel tous les partenaires comprennent les avantages de la conversion à l'énergie durable et disposent des compétences nécessaires pour opérer la transition. Si le projet a été un succès, il a montré qu'il demeurerait nécessaire de continuer à aller de l'avant pour pérenniser le changement, en renforçant encore les capacités institutionnelles et la coordination entre les parties prenantes, ainsi qu'en veillant à ce que les véhicules électriques alimentés par des énergies renouvelables et leur utilisation soient unanimement approuvés.

Faire progresser l'économie verte

Pour atteindre les objectifs de développement durable et les objectifs de l'Accord de Paris, il faudra opérer une transformation économique et industrielle sans précédent en mettant à profit des solutions de viabilité mondiale reposant sur l'innovation et l'investissement. L'ONU DI mobilise les entreprises, les gouvernements

et les consommateurs et consommatrices pour promouvoir les principes de l'économie circulaire. Il s'agit notamment de créer une chaîne de production plus écologique, d'encourager la fabrication de produits ayant une plus longue durée de vie et pouvant être utilisés plus longtemps, et d'améliorer le traitement des matériaux des produits qui ne peuvent plus être réutilisés ou reconvertis.

L'ONU DI appuie la création de centres de collecte et d'installations de traitement pour la manipulation des produits réfrigérants et autres substances chimiques présents dans du matériel tant en fonctionnement qu'en fin de vie, y compris leur récupération et leur réutilisation. En collaboration avec le FEM, le programme GreenChem de l'ONU DI aide des universités et le secteur privé de plusieurs pays à développer la chimie verte afin de remplacer les POP, le mercure et les microplastiques. Il s'agit pour ce faire d'encourager l'innovation, de renforcer les capacités et les compétences des spécialistes de l'industrie et de constituer un réseau mondial de chimie verte.

La mise en œuvre de ces concepts à grande échelle suppose d'avoir une envergure mondiale et de collaborer étroitement avec un large éventail de partenaires. Dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, l'ONU DI s'est associée à l'OIT, au PNUD, au PNUE et à l'UNITAR pour aider les pays et les régions à recentrer leurs politiques et leurs pratiques économiques sur la durabilité. Le projet est mené à petite, moyenne et grande échelle, et il prévoit des formations et un transfert de connaissances aux niveaux de l'entreprise et de la main-d'œuvre, la création d'alliances stratégiques entre de multiples parties prenantes pour la réalisation d'études et le financement de solutions innovantes aux problèmes de durabilité, et la collaboration avec les gouvernements aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques écologiques.

Depuis sa création en 2013, le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte s'est développé jusqu'à devenir une alliance de premier plan, qui regroupe cinq organismes des Nations Unies, huit partenaires de financement, 22 pays et 256 partenaires issus d'institutions, de ministères, de la société civile et du secteur privé. Ensemble, ces partenaires ont créé des mécanismes et des stratégies interinstitutions en faveur d'une économie verte, et renforcé les capacités nationales destinées à les financer et à les mettre en œuvre.

En Uruguay, par exemple, où l'ONUDI promouvait déjà les activités relatives à l'économie circulaire en décernant les prix nationaux annuels de l'économie circulaire, le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte a mis en place un fonds pour la recherche et l'innovation en matière d'économie circulaire. Ce fonds vise à promouvoir la recherche et les pratiques innovantes dans le domaine de l'économie circulaire afin de donner naissance à des solutions qui améliorent les processus de production dans plusieurs secteurs et renforcent la résilience des chaînes de valeur alimentaires. Les projets menés consistent par exemple à appliquer les technologies de la quatrième révolution industrielle à la gestion des déchets dans le secteur de la construction, à améliorer les pratiques

relevant de l'économie circulaire mises en œuvre pour la récupération et la purification du lactose à partir du lactosérum, ou à mettre au point un système d'intelligence artificielle pour la fabrication de produits d'hygiène sans emballage plastique.

« Il nous est apparu que l'économie circulaire et la création d'emplois verts pouvaient être des outils qu'il nous fallait mettre en place pour donner naissance à une activité économique... Nous estimons qu'il s'agit là d'une bonne situation pour un pays qui dépend encore beaucoup de la production primaire dans l'agriculture et l'agro-industrie », explique Omar Paganini, Ministre uruguayen de l'industrie, de l'énergie et de l'industrie minière.

Le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte a induit des changements concrets à l'échelle mondiale. Ses conseils techniques, analyses et formations intégrés ont aidé 16 pays à élaborer et mettre en œuvre 97 politiques favorisant les activités économiques vertes. Soixante-cinq pays ont demandé à intégrer le réseau du Partenariat, ce qui témoigne d'une volonté mondiale d'évoluer vers une économie plus verte et montre que le soutien technique et les partenariats sont nécessaires pour y parvenir.



Il nous est apparu que l'économie circulaire et la création d'emplois verts pouvaient être des outils qu'il nous fallait mettre en place pour donner naissance à une activité économique... Nous estimons qu'il s'agit là d'une bonne situation pour un pays qui dépend encore beaucoup de la production primaire dans l'agriculture et l'agro-industrie. »

Omar Paganini, Ministre uruguayen de l'industrie, de l'énergie et de l'industrie minière

CIBLES DU PROGRAMME ET DES BUDGETS : SITUATION À LA FIN DE 2022



Les « acteurs » désignent des organismes gouvernementaux et des acteurs mondiaux.

3.

Accélérer la réalisation du programme commun :
la place du développement industriel inclusif et durable dans les priorités politiques aux niveaux mondial, régional et national





INTRODUCTION

La mise en place d'un environnement industriel durable ne peut se faire sans des politiques, des stratégies et des normes fondées sur des données d'observation qui soutiennent la croissance industrielle et la résilience. L'ONUDI œuvre aux côtés des gouvernements locaux et nationaux en vue d'élaborer des politiques industrielles qui favorisent la transformation et la croissance économiques sur le long terme et de réviser les politiques existantes. Dans le même temps, les activités se poursuivent aux niveaux mondial et régional pour faire campagne en faveur d'une industrialisation inclusive et durable dans les stratégies et politiques de développement.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS ET CONSEILS EN MATIÈRE DE POLITIQUE INDUSTRIELLE

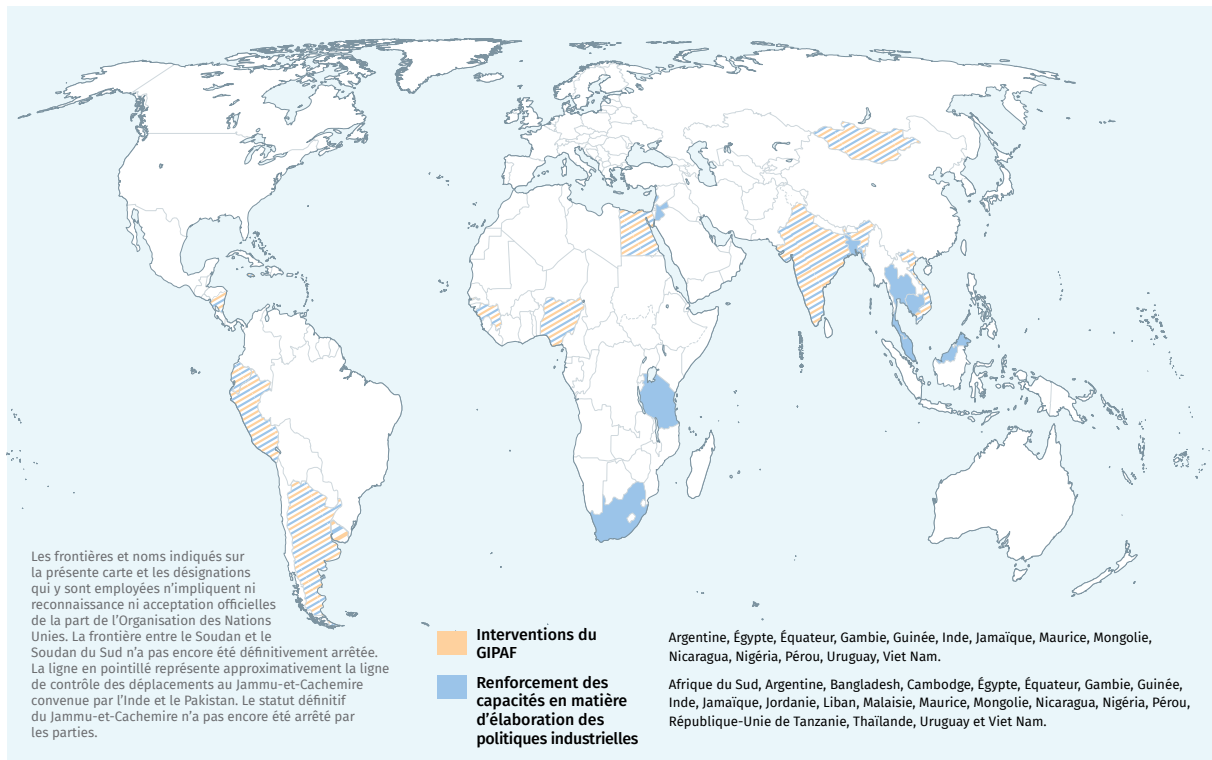
L'ONUDI aide les États Membres à renforcer leurs capacités dans le domaine de l'élaboration de politiques favorables à la mise en place de systèmes industriels robustes. Pour ce faire, elle prodigue des conseils et collabore avec de nombreux organismes, instituts et établissements universitaires.

Cet appui est enrichi grâce à deux projets de grande envergure menés avec GIZ, l'Agence allemande de coopération internationale. La boîte à outils EQuIP (projet d'amélioration de la qualité des politiques industrielles) a été remaniée en 2022. Elle est désormais proposée à tous les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire, et une nouvelle promotion de formateurs et formatrices à l'EQuIP et de spécialistes des politiques a été certifiée afin de satisfaire aux demandes de renforcement des capacités.

Pour répondre au grand nombre de demandes émanant des États Membres concernant la fourniture d'un appui à l'élaboration des politiques à court terme et à petite échelle, le dispositif mondial de services consultatifs en

matière de politique industrielle (GIPAF) a été mis en place à titre expérimental avec le financement de l'Allemagne, l'objectif étant de renforcer les capacités d'analyse et d'élaboration des politiques, et d'améliorer l'efficacité des politiques industrielles. L'ONUDI a considérablement étendu son rayon d'action, en assurant plus de 19 interventions individuelles dans 16 pays. Il s'agissait par exemple de dispenser des formations sur la chaîne de valeur et la compétitivité en Équateur et au Nicaragua et sur la productivité, le commerce et la numérisation à Maurice, ou encore à examiner les politiques industrielles des États au Nigéria.

L'ONUDI a dispensé des cours de formation et des webinaires destinés à développer les capacités des parties prenantes à élaborer des politiques de production manufacturière dans les secteurs de l'agroalimentaire, du textile, de l'automobile et de l'informatique. En collaboration avec les gouvernements, l'Organisation a contribué à la conception, à la révision et à la mise en œuvre de stratégies et de politiques industrielles, et au



renforcement des capacités en matière de politique industrielle dans 11 pays d'Asie centrale participant au Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (programme CAREC), ainsi que dans 22 autres pays.

Parmi les autres collaborations, on peut citer une collaboration entre l'ONUDI et ONU-Femmes, qui a débouché sur la mise à jour d'un guide intitulé *Gender Equality in the sustainable energy transition* (L'égalité des sexes dans le cadre de la transition vers une énergie durable). Les résultats des recherches et les études de cas fournissent des exemples de mesures pratiques grâce auxquelles les femmes et les hommes prennent cette transition en mains, y participent et en bénéficient sur un pied d'égalité. Le partenariat avec l'OCDE pour la publication d'une série de rapports consacrés aux politiques de transformation de la productivité (*Productivity*

Transformation Policy Review) ne se limite plus aux pays à revenu intermédiaire et porte désormais également sur les pays les moins avancés. Les rapports de cette série comprenaient des documents d'orientation politique adaptés au Bangladesh et au Togo, pour les aider à répondre à leurs besoins particuliers en matière de développement industriel.

Fidèle à sa devise « Le progrès par l'innovation », l'ONUDI va continuer de développer des moyens innovants afin d'aider les États Membres à renforcer leurs capacités à élaborer des politiques industrielles. Les préparatifs du Forum multilatéral sur la politique industrielle sont en cours. Il favorisera les échanges sur les orientations ainsi que le partage et l'apprentissage mutuel entre les parties prenantes sur les questions de politique industrielle, en mettant l'accent sur la numérisation, l'énergie et l'environnement.

LES DONNÉES, UN ÉLÉMENT MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT INCLUSIF ET DURABLE

L'ONU DI produit et diffuse des statistiques industrielles mondiales pour aider les États Membres à suivre les évolutions des performances industrielles à court et à long terme. Il s'agit notamment de suivre la reprise de la production industrielle après la pandémie et les conséquences d'autres chocs externes. Des données mensuelles et trimestrielles sur les économies de plus de 100 pays ont été publiées régulièrement dans les rapports sur la production manufacturière mondiale (*World Manufacturing Production*) et enregistrées dans des bases de données électroniques, fournissant ainsi des éléments statistiques factuels opportuns qui peuvent aider à suivre l'évolution de la production industrielle. Depuis 2022, toutes les bases de données statistiques de l'ONU DI sont mises gratuitement à disposition, conformément à sa politique de données ouvertes. L'Organisation a dirigé un groupe interinstitutions sur les prévisions immédiates et les prévisions à plus long terme, et organisé un atelier international à distance sur les méthodes de prévision immédiate axées sur les indicateurs des objectifs de développement durable.

L'édition 2022 de l'annuaire international des statistiques industrielles (*International Yearbook of Industrial Statistics 2022*) a été publiée dans un nouveau format, et sa consultation est désormais ouverte à un public plus large sous une forme à la fois informative et conviviale. Dans sa nouvelle version, l'annuaire contient une présentation des dernières tendances dans les secteurs industriels du monde entier. Il comprend un récapitulatif complet des conséquences de la pandémie de COVID-19 dans les différentes régions et dans les différents secteurs industriels et un compte rendu de la reprise qui a suivi. Le chapitre thématique de l'édition 2022 porte plus particulièrement

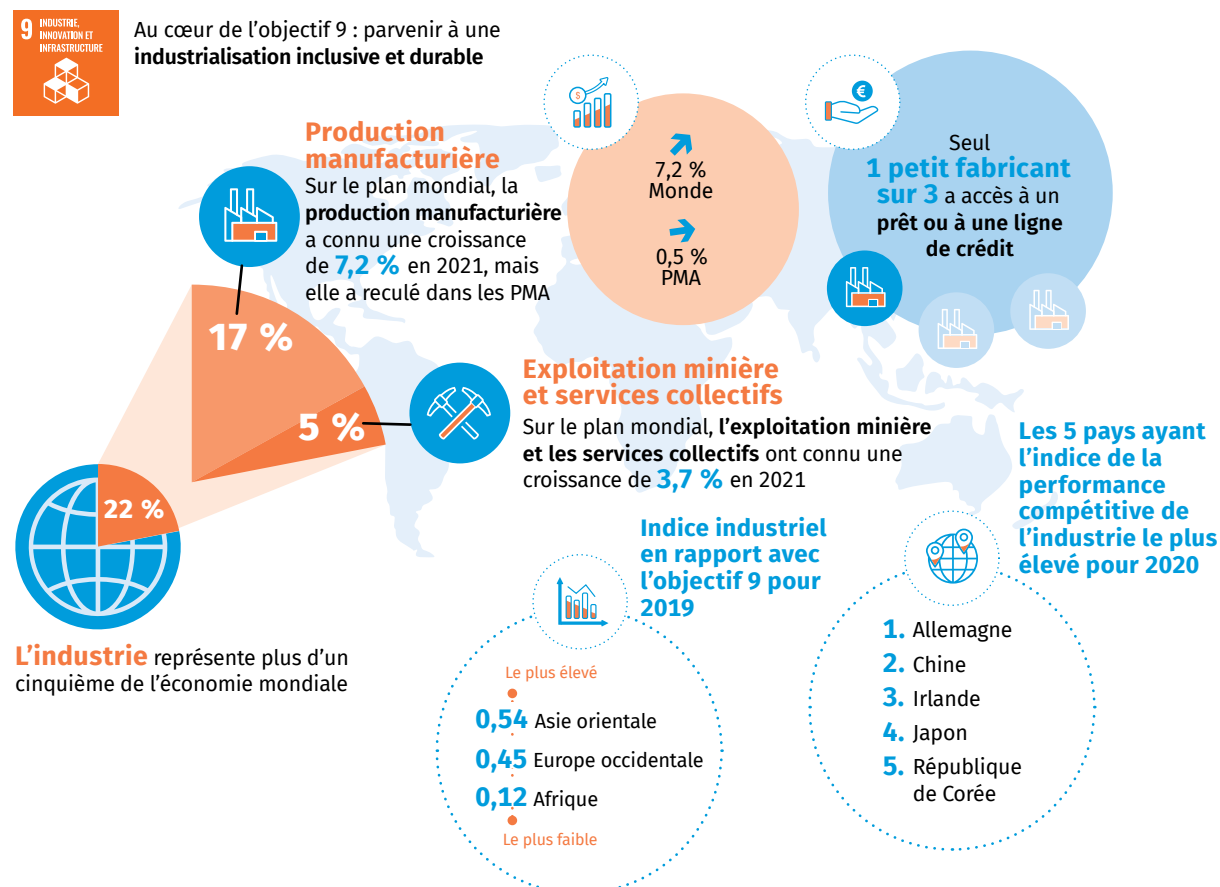
sur l'état d'avancement de la transformation structurelle et du développement industriel dans les pays les moins avancés, et ceux-ci sont invités à fournir des statistiques industrielles de meilleure qualité, en ce qu'elles constituent la principale source de données d'observation pour orienter leurs politiques industrielles et les guider sur la voie de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9. Toutes les informations ont été présentées sous forme de tableaux de bord, de schémas et d'analyses concises, y compris les bases de données statistiques, l'indice de la performance compétitive de l'industrie et les indicateurs des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 9.

L'ONU DI a fourni des données et des messages pour l'établissement de trois rapports du Secrétaire général pour 2022 : Point sur les objectifs de développement durable, Rapport sur les objectifs de développement durable et Tableau récapitulatif des progrès vers les objectifs de développement durable. L'Organisation a également fourni un appui aux États Membres s'agissant de l'indice industriel sur l'objectif 9 (SDG-9 Industry Tracker), un outil fondé sur l'analyse des données qui permet de suivre les performances et les progrès accomplis dans la concrétisation des cibles et indicateurs en rapport avec l'industrie associés à l'objectif 9. Une analyse régionale des progrès accomplis a été publiée pour illustrer la réalisation de l'objectif 9 en Amérique latine et dans les Caraïbes, tandis que des activités de collaboration ont été entreprises avec plusieurs commissions économiques de l'Organisation des Nations Unies.

L'ONU DI a continué d'œuvrer en étroite collaboration avec les États Membres afin de développer leurs capacités dans le domaine

STATISTIQUES INDUSTRIELLES MONDIALES

Principaux chiffres



des statistiques industrielles. À moyen terme, cet appui devrait se traduire par une plus grande conformité avec les directives et recommandations internationales. Outre les projets en cours au Cambodge, en Jordanie et dans les pays membres de la Communauté

des États indépendants, l'ONUDI a lancé en 2022 un nouveau projet concernant les statistiques avec le Ministère de l'industrie et des technologies avancées des Émirats arabes unis et l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe.

PRÉSENTATION DE RAPPORTS AU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2022 a porté plus particulièrement sur la manière dont les politiques de relance peuvent inverser les conséquences négatives de la pandémie de COVID-19 et d'autres crises tout en

contribuant à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Conseil du développement industriel de l'ONUDI a établi une contribution écrite sous l'angle du développement industriel inclusif

et durable (objectif de développement durable n° 9) afin d'appuyer l'examen des objectifs de développement durable n°s 4, 5, 14, 15 et 17 qui aura lieu cette année. Ce document contient une évaluation des difficultés rencontrées et des perspectives, ainsi que des recommandations quant aux actions et aux orientations politiques qui soutiennent le principe de ne laisser personne de côté. La Décennie d'action et Notre Programme commun y sont considérés comme des catalyseurs des transformations nécessaires à l'avènement d'économies caractérisées par une gestion rationnelle et efficace des ressources, et par une plus grande résilience face aux pandémies à venir, aux effets des changements climatiques et à d'autres problèmes mondiaux. Un appel y est lancé en faveur d'investissements verts centrés sur les personnes, de la promotion de la revitalisation économique et d'une éducation de qualité, ainsi que de la création de nouveaux emplois qualifiés et d'infrastructures de qualité, en tenant compte du rôle des femmes et des jeunes en tant qu'agents du changement.

Au cours du forum politique de haut niveau pour le développement durable tenu en juillet 2022, l'ONU DI a également contribué aux débats et aux manifestations parallèles, notamment aux côtés de l'Autriche, de Sao Tomé-et-Principe, de l'OMPI et de l'UIT sur le thème « Promouvoir une éducation de qualité au service de la transformation économique



Édition 2022 du forum politique de haut niveau pour le développement durable à New York
Photo : IISDENB/Kiara Worth

et numérique au XXI^e siècle », et avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et le réseau international sur le genre et l'énergie durable ENERGIA sur le thème « Interdépendance entre les objectifs de développement durable n°5 et n°7 : combler les lacunes en matière de données ventilées par genre pour éclairer la prise de décision en matière d'énergie ».

CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'ONU DI reste déterminée à renforcer le système des Nations Unies pour le développement et à appuyer la réforme lancée par la résolution 72/279 de l'Assemblée générale en faveur d'une collaboration resserrée entre les partenaires de développement afin de faire progresser

la réalisation des objectifs de développement durable. L'Organisation a continué de contribuer aux travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et d'autres mécanismes de coordination interinstitutions. Au niveau des pays, l'ONU DI



La COP 27 et le Forum mondial sur l'hydrogène renouvelable

À la conférence annuelle sur les changements climatiques de 2022, le Directeur général de l'ONU, Gerd Müller, a participé à une table ronde de haut niveau portant sur les moyens d'accroître les investissements dans le domaine de l'hydrogène vert pour faire face aux changements climatiques et inciter le secteur privé à participer. Coprésidé par Abdel Fattah El-Sisi, Président de l'Égypte, et Olaf Scholz, Chancelier de l'Allemagne, la conférence a été l'occasion de souligner la nécessité de mutualiser les efforts pour faire progresser le développement de l'hydrogène vert dans le monde entier.

À cette même table ronde, le Président El-Sisi et Alexander De Croo, Premier Ministre belge, ont annoncé le lancement du Forum mondial sur l'hydrogène renouvelable – une plateforme multipartite public-privé visant à faciliter l'utilisation de l'hydrogène renouvelable pour favoriser la décarbonisation des industries et accélérer une transition juste, et à recenser les meilleurs instruments pour permettre le commerce transfrontière de l'hydrogène renouvelable entre les pays. Pour ce faire, le Forum réunit les autorités publiques, le secteur privé, les autorités portuaires et les organisations intergouvernementales. L'ONU est le principal partenaire de cette initiative, avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), le Conseil de l'hydrogène et le Fonds vert pour le climat.



Le Directeur général de l'ONU, Gerd Müller, à la COP 27 et au Forum mondial sur l'hydrogène renouvelable

L'ONU a également organisé une manifestation intitulée « Future Energy – Green Hydrogen » (L'hydrogène vert, énergie de demain) avec la présidence de la COP 27 et des partenaires internationaux, qui a rassemblé 200 parties prenantes et décisionnaires de premier plan afin d'examiner le potentiel de l'hydrogène vert pour stimuler un développement industriel à faibles émissions et la décarbonisation. Des exposés animés par des modérateurs et agrémentés de supports multimédias, de démonstrations en direct et d'échanges avec le public, ont été l'occasion de retracer l'histoire du développement énergétique et de ses retombées pour le continent africain, et souligné la nécessité pour tous les groupes de travailler de concert.

soutient les équipes de pays des Nations Unies et les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents dans leurs fonctions d'analyse, notamment en ce qui concerne l'établissement des bilans communs de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en faisant fond sur ses diverses bases de données sur les statistiques industrielles, ses rapports

analytiques et ses travaux de recherche. L'Organisation a également poursuivi son engagement stratégique auprès des coordonnateurs et coordonnatrices résidents, tenant notamment des réunions avec les personnes nouvellement nommées et organisant des rencontres entre le Directeur général et les coordonnateurs et coordonnatrices résidents lors de ses visites officielles à l'étranger.

LE G20 ET LE GROUPE BRICS : S'INVESTIR DANS LA GOUVERNANCE MONDIALE POUR L'AVENIR

L'ONU DI a maintenu des liens étroits avec le G20 pendant la présidence indonésienne, apportant ses compétences spécialisées dans de multiples groupes de travail et réunions ministérielles en sa qualité de partenaire officiellement reconnu de l'échange de connaissances. L'Organisation a joué un rôle de premier plan en aidant la présidence à faire avancer les délibérations sur les questions liées à l'industrie, notamment au sein du groupe de travail sur le commerce, l'investissement et l'industrie, dont la réunion ministérielle a également été suivie par le Directeur général, Gerd Müller. La présidence indonésienne du G20 s'est achevée par une déclaration des dirigeants, qui ont exprimé le souhait de continuer à traiter les questions liées à l'industrie dans le cadre plus large du G20, y compris en tenant des débats sur la cohérence des politiques entre le commerce, l'investissement et l'industrie.

L'ONU DI a fourni des recommandations pour les débats du G20 consacrés à l'environnement, avec des perspectives sur la transition énergétique et la production économe en ressources et plus propre, ainsi que des contributions sur le renforcement du relèvement et la résilience des MPME et sur l'économie verte et bleue. Dans leur déclaration, les dirigeantes et dirigeants se sont également engagés à encourager les

investissements dans les infrastructures, l'industrie et les technologies innovantes durables afin de soutenir les transitions vers l'énergie propre. L'ONU DI a collaboré avec le Think20 (T20), un groupe de réflexion du G20, sur les thèmes du commerce, des investissements et de la croissance.

Le Forum sur le développement d'un Internet industriel et de la fabrication numérique du groupe BRICS s'est tenu à Xiamen (Chine) et a porté sur les chances à saisir et les obstacles à surmonter dans le cadre de la transformation numérique à l'œuvre dans l'industrie manufacturière. Dans son discours d'ouverture, le Directeur général a souligné le rôle que jouait l'ONU DI en tant que plateforme de transfert de technologie et de connaissances, et il a pris l'engagement de soutenir les pays du groupe BRICS dans leurs priorités de numérisation et d'industrialisation. À la douzième réunion des ministres du commerce des pays du groupe BRICS, le Directeur général a insisté sur le rôle des technologies innovantes, telles que l'hydrogène vert, en faveur d'un développement industriel durable. L'ONU DI a également publié un rapport demandé par les membres sur les orientations politiques et les mesures concrètes destinées à renforcer les échanges commerciaux, l'investissement et la durabilité



Financement du développement industriel

En 2022, l'ONUDI a enrichi sa contribution annuelle au *Financing for Sustainable Development Report*, qui est établi conjointement par le Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement pour assurer le suivi du Programme d'action d'Addis-Abeba. Membre actif du Groupe de réflexion depuis la publication du premier rapport, en 2016, l'ONUDI contribue régulièrement à divers chapitres axés sur les domaines d'action du Programme d'action, plus particulièrement le chapitre sur la science, la technologie et l'innovation et le renforcement des capacités, et les chapitres thématiques qui constituent la trame de chaque rapport annuel.

Les participantes et participants de l'édition 2022 du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement ont reconnu qu'un développement industriel

inclusif et durable contribuait grandement au renforcement des capacités de production et à la génération de revenus, et apportait des solutions technologiques pour parvenir à une industrialisation respectueuse de l'environnement. Ils ont demandé au Groupe de réflexion de fournir une analyse des voies menant à une industrialisation durable et de la manière dont la politique industrielle, associée au financement public et privé, pouvait soutenir un développement inclusif et durable. La dernière édition du *Financing for Sustainable Development Report*, qui sera présentée au huitième forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, en avril 2023, a pour thème le financement d'une transformation industrielle durable et inclusive. Il a été établi avec le soutien de l'ONUDI.

environnementale par le recours à des politiques industrielles vertes. L'idée selon laquelle il est possible de « découpler » la croissance de la dégradation de l'environnement grâce à un ensemble de politiques soigneusement évaluées y était mise en avant, et que cela pouvait constituer une stratégie essentielle pour assurer la compétitivité des pays du groupe BRICS.

Alors que l'ONUDI poursuit sa transformation organisationnelle, des consultations sont en cours avec les pays membres appartenant au groupe BRICS en vue de tenir des dialogues stratégiques bilatéraux en 2023, d'examiner et de renforcer les partenariats actuels et de rechercher de nouveaux domaines de coopération.

CIBLES DU PROGRAMME ET DES BUDGETS : SITUATION À LA FIN DE 2022

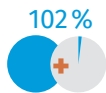
PROGRAMMES



Nombre d'interventions ou de programmes conjoints menés avec des entités des Nations Unies



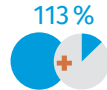
Nombre d'interventions (projets/programmes) menées en partenariat avec des organismes n'appartenant pas au système des Nations Unies



ÉVALUATION ET CONTRÔLE



Pourcentage de plans d'action en matière de gestion ou de recommandations issues des audits internes et des évaluations mis en œuvre dans les délais



GESTION DU PORTEFEUILLE DE PROJETS



Ventilation des nouveaux descriptifs de programme/projet satisfaisant aux critères de qualité lors de leur évaluation



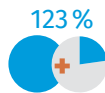
Nombre de projets, programmes de pays et PCP en cours



Pourcentage de programmes/projets, par catégorie définie dans le marqueur de genre



Transparence (selon les critères de l'IITA)



4.

Gestion stratégique efficace axée sur les résultats



INTRODUCTION

Pour transformer les politiques et les pratiques industrielles, il est nécessaire de mettre en place des programmes axés sur les résultats et d'assurer un appui aux projets et leur coordination. L'ONUDI a élaboré des outils, des procédures et des dispositifs, notamment un ensemble d'indicateurs permettant de suivre les résultats de l'organisation et de définir les ajustements nécessaires à mesure que les travaux progressent. Ainsi, elle a établi des dispositifs d'application du principe de responsabilité, analysé l'efficacité des partenariats et mis en place des mécanismes de collecte de données pour améliorer sa gestion axée sur les résultats et son efficacité. Dans chaque région, son personnel travaille avec les autorités nationales et les responsables politiques pour gérer les programmes et les projets et tirer des résultats des mesures prises.

AFRIQUE

Au début de l'année 2022, l'activité manufacturière globale était en hausse de 4 % par rapport à l'année précédente, montrant des signes de reprise au sortir de la pandémie de COVID-19. L'Afrique du Sud et le Nigéria, deux des pays manufacturiers les plus importants du continent, ont affiché des taux de croissance stables, de 5 % et de près de 1 %, respectivement. Toutefois, l'inflation, le ralentissement de la production et du commerce à l'échelle mondiale et les conséquences du conflit armé en Ukraine pourraient faire encore fléchir la trajectoire de développement de la région. Les perturbations subies par la production agricole et les chaînes d'approvisionnement ont compromis la sécurité alimentaire et fait basculer près de deux millions d'Africaines et d'Africains dans l'extrême pauvreté. Les faibles taux de vaccination observés en Afrique ont une incidence sur les infections à la COVID-19 et empêchent une reprise économique plus rapide.

L'ONUDI à pied d'œuvre en Afrique

L'ONUDI travaille avec les autorités nationales, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour surmonter ces difficultés régionales dans le cadre de 13 programmes nationaux et de nombreux projets de coopération technique. La protection de l'environnement et la création d'une prospérité partagée sont au premier rang des priorités. Le FEM contribue largement au financement de ces initiatives, notamment son Fonds pour les pays les moins avancés et son Fonds spécial pour les changements climatiques. Avec le concours de l'Union européenne et de la Suède, des jeunes du Libéria ont reçu une formation technique



et professionnelle afin d'accroître leur employabilité, et un partenariat public-privé en faveur du développement permet de créer des emplois dans le secteur des équipements industriels lourds et des véhicules utilitaires en République démocratique du Congo, ainsi que dans les secteurs des transports et des engins de construction en Zambie.

Pour renforcer la compétitivité économique, l'ONUDI dirige des projets, financés par l'Union européenne, visant à accroître les exportations du Mozambique et du Kenya dans les secteurs de l'agrobusiness. En République-Unie de Tanzanie, l'ONUDI améliore, avec le concours de l'Allemagne, les services nationaux de contrôle de la qualité et l'écosystème d'entrepreneuriat et d'innovation, en particulier pour les microentreprises et les PME dirigées par des femmes et des jeunes. Au Ghana, avec le concours d'Affaires mondiales Canada et du FEM, l'ONUDI a intensifié sa collaboration avec le gouvernement et d'autres parties prenantes pour soutenir la transition du pays vers l'économie circulaire, par l'adoption d'approches permettant de réduire les déchets et d'augmenter les gains d'efficacité.

En 2022, l'ONUDI mettait en œuvre sept programmes de partenariat pays (PCP) pour soutenir la conception de programmes, leur exécution et l'investissement dans des secteurs prioritaires définis. Dans le cadre de PCP pilotes, on construit des parcs agro-industriels en Éthiopie et des agropoles au Sénégal pour développer l'agrobusiness.

En 2022, une nouvelle initiative visant à promouvoir l'innovation par les technologies propres a été lancée au Sénégal. Une étude de faisabilité menée en vue de la création d'un

Unité de transformation et de commerce du poisson réservée aux femmes dans le district de Kebele 13 de la ville de Bahir Dar

LA RÉGION EN BREF

45 États Membres de l'ONUDI

29 PMA **6** PEID **23** PRI

19

L'ONUDI est présente sur le plan local dans 19 pays ; elle a notamment des centres régionaux en Éthiopie et au Nigéria et un bureau régional en Afrique du Sud.

10

programmes de pays (2022)

7

PCP en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, au Sénégal et en Zambie. PCP mis en œuvre à titre volontaire au Kenya.

73,1

millions de dollars

Coopération technique (2022)

États Membres	22,05
UE	17,26
FEM	20,35
FM*	7,38
Autres	6,09

*Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal

36

Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total)

Nouveaux plans-cadres signés en 2022 :

Burundi (2023-2027)
Cabo Verde (2023-2027)
Gabon (2023-2027)
Nigéria (2023-2027)
Sao Tomé-et-Principe (2023-2027)
Soudan du Sud (2023-2025)
Zambie (2023-2027)

parc industriel dans l'État d'Imo, au Nigéria, devrait donner lieu à l'élaboration d'un programme phare, et un nouveau mémorandum d'accord a été conclu avec le Japon pour lutter contre la pollution par les plastiques au Nigéria.

GRANDE ÉCHELLE

Conseils de l'ONUDI sur les politiques à suivre pour améliorer la sécurité alimentaire, réduire les polluants et développer des pratiques industrielles plus sûres

L'ONUDI s'emploie à élaborer, pour tous les secteurs, des politiques et des stratégies fondées sur des données concrètes, qui favorisent le développement des petites entreprises aux niveaux national et régional. Ainsi, de nouvelles politiques et lignes directrices élaborées avec son appui aident le secteur de l'énergie à être plus productif, dans le cadre d'initiatives en faveur de petites centrales hydroélectriques, menées au Burundi et au Nigéria, ou de projets axés sur l'efficacité énergétique de l'industrie, menés en Afrique du Sud.



« [...] se félicite de la détermination de l'ONUDI à favoriser des approches régionales qui aideront les États Membres à harmoniser leurs stratégies pour tirer parti des débouchés offerts par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) »

Déclaration du Groupe des États d'Afrique prononcée à la cinquantième session du Conseil du développement industriel de l'ONUDI

- De nouvelles stratégies et de nouveaux plans de durabilité environnementale aident 20 pays à respecter les conventions internationales sur l'environnement. Ces stratégies et ces plans visent notamment à éliminer progressivement l'utilisation du mercure et des hydrochlorofluorocarbones, des composés chimiques couramment utilisés dans les secteurs des mousses, de la réfrigération et de la climatisation qui détruisent la couche d'ozone protectrice et contribuent aux changements climatiques.

L'ONUDI élabore également, dans le cadre du programme de renforcement de la compétitivité en Afrique de l'Ouest et du Programme mondial sur le contrôle de la qualité et la normalisation, des lignes directrices et des formations sur la sécurité sanitaire des aliments et les normes de qualité afin d'accroître les débouchés des entreprises qui produisent et commercialisent des produits alimentaires.





L'Afrique se mobilise pour devenir le continent de croissance du XXI^e siècle

Lors du Sommet de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification économique, accueilli par le Gouvernement du Niger en novembre, les chefs d'État, les partenaires et les donateurs ont introduit une série de nouveaux mécanismes d'appui et pris de nouveaux engagements.

Dans l'allocution qu'il a prononcée à la cérémonie d'ouverture, le Directeur général de l'ONUDI, Gerd Müller, a demandé la mise en œuvre d'un plan Marshall pour l'Afrique, assorti de mesures destinées à aider le continent à développer sa capacité de production de vaccins, à stimuler la croissance de son industrie automobile et à atteindre l'autosuffisance agricole. L'ONUDI a organisé des sessions consacrées plus particulièrement à la création de zones économiques et de parcs industriels, au numérique et à l'intelligence artificielle, et à l'augmentation des chances pour les jeunes et les femmes du Sahel.

Dans la perspective du programme commun d'agroparcs africains, l'ONUDI a présenté, lors du Sommet, ses lignes directrices pour la planification, le développement et la gestion des parcs agroalimentaires intégrés (*Guidelines for Planning, Development and Management of Integrated Agro-Food Parks*). Elle a également démontré que l'Afrique pouvait mettre au point des produits en bambou à forte valeur ajoutée et utiliser les déchets agricoles pour remplacer les plastiques à usage unique.

Dans le secteur de l'énergie, l'hydrogène vert offre des possibilités d'exportations à de nombreux pays africains, car il est créé à l'aide de ressources énergétiques renouvelables, comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne, qui sont abondantes sur le continent. À l'horizon 2050, 21 % de la demande totale d'énergie dans le monde concernera l'hydrogène, dont deux tiers l'hydrogène vert. Lors du Sommet, l'ONUDI a présenté son modèle de groupe d'entreprises industrielles spécialisées dans l'hydrogène vert, destiné à aider les pays à investir dans des projets d'énergie renouvelable et à attirer vers ces derniers des secteurs industriels énergivores, notamment les industries sidérurgique et chimique.

Le Sommet a également été l'occasion d'annoncer deux nouveaux outils permettant de réaliser de meilleures analyses qualitatives et des prévisions plus précises. L'observatoire de l'industrie africaine, que l'ONUDI et l'Union africaine mettent actuellement en place, fournira des données permettant de cerner l'évolution du secteur et d'améliorer ainsi la définition des politiques industrielles. L'indice d'industrialisation de l'Afrique, mis au point par la Banque africaine de développement, fournit un tableau complet et inédit de la progression du développement industriel dans 52 pays africains entre 2010 et 2021.

Le Sommet s'est achevé par la conclusion d'un accord visant à progresser dans dix domaines clefs afin d'accroître l'industrialisation et la diversification économique.

| Sommet de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification économique



PAYS ARABES

Le conflit en cours en Ukraine, la hausse des prix des denrées alimentaires et des tensions inflationnistes croissantes ont touché de nombreux pays de cette région en 2022, entraînant une dévaluation des monnaies égyptienne, libanaise et tunisienne. Le Liban continue de souffrir des répercussions de l'explosion survenue dans le port de Beyrouth, des pénuries d'énergie et de la détérioration de l'économie, et la stabilisation politique reste inaccessible dans de nombreux pays.

L'ONU DI à pied d'œuvre dans les pays arabes

Pour créer des emplois et des sources d'énergie durables, l'ONU DI renforce les capacités des institutions pour leur permettre d'améliorer les politiques et les pratiques. Elle évalue actuellement la pénurie de capacités politiques en Égypte et s'emploie, en collaboration avec l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe, à mettre au point un système d'information industrielle dans les Émirats arabes unis. Des projets portant sur la transformation numérique, l'économie circulaire, l'enseignement et la formation techniques et professionnels, les zones industrielles et la décarbonisation sont en cours dans de nombreux pays, notamment l'Algérie, l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Soudan et la Tunisie.



Appui apporté au niveau des pays pour l'augmentation des investissements verts

L'ONU DI soutient deux PCP pour mobiliser des investissements supplémentaires dans les secteurs prioritaires. En Égypte, des parcs éco-industriels sont en train d'être mis au point, avec l'appui de la Suisse, pour réduire les déchets et les émissions de gaz à effet de serre tout en attirant des investissements et en créant des emplois. L'ONU DI aide également le pays à réduire la quantité de déchets plastiques qui s'échappent dans l'environnement.

L'Organisation fait prendre conscience aux parties prenantes, aux secteurs de la production et aux consommateurs et consommatrices qu'il existe des modes de production et de consommation durables des plastiques. Cela passe par des approches nouvelles, plus écologiques, expérimentées dans le cadre d'une assistance technique aux PME financée par le Japon. Sept nouveaux projets sur la biodiversité, la résilience face aux changements climatiques, l'autonomisation des femmes, les technologies climatiques et le développement des PME sont en phase de planification.



• Dans le cadre du PCP, l'ONUDI aide le Maroc à atteindre son objectif : abriter l'une des bases industrielles à faible émission de carbone les plus compétitives du monde. Les projets mis en œuvre prévoient notamment l'élaboration d'un plan de décarbonisation, l'accélération de l'utilisation de l'hydrogène vert et la transition vers des chaînes de valeur régies par des pratiques relevant de l'économie circulaire, cette dernière donnant lieu à deux projets pilotes destinés à démontrer l'importance du recyclage des déchets textiles produits avant consommation. Un portail consacré aux zones industrielles a été mis en service pour promouvoir les investissements dans l'industrie et renforcer la compétitivité. Le Maroc a également intégré le Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte et l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources.

Des sessions de formation au commerce électronique pour donner aux femmes les moyens de diriger des entreprises prospères



LA RÉGION EN BREF

20 États Membres de l'ONUDI

4 PMA **1** PEID **10** PRI

8 L'ONUDI est présente sur le plan local dans 8 pays ; elle a notamment un Bureau de promotion des investissements et de la technologie à Bahreïn et un centre régional en Égypte.

2 PCP en Égypte et au Maroc

27,5 millions de dollars **Coopération technique (2022)**

États Membres	11,12
UE	5,48
FEM	2,92
FM*	3,72
Autres	4,30

*Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal

14 Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total)

Nouveaux plans-cadres signés en 2022 :

Algérie (2023-2027)
Arabie Saoudite (2022-2026)
Libye (2023-2025)
Yémen (2022-2024)

Promouvoir les entreprises dirigées par des femmes

En 2022, l'ONUDI a coorganisé, avec l'Union pour la Méditerranée, un forum des affaires destiné aux femmes, afin de leur donner les moyens de réussir comme entrepreneuses, commerçantes, ouvrières, employées ou cadres. Ce forum, qui a réuni des décideuses de nombreux pays et des expertes des secteurs public et privé, visait à accroître les débouchés pour les femmes et les filles de la région. Les ateliers ont porté sur les moyens à mettre en œuvre pour trouver des financements. Les participantes ont intégré un réseau en ligne mis en place par le MENA Women Business Club, club de femmes d'affaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. « Les formations au commerce électronique peuvent contribuer à alléger l'emploi du temps professionnel et personnel très chargé des femmes », a déclaré Sana Ghenima, de l'association tunisienne Femmes et Leadership. Les femmes se sont également déplacées à Barcelone (Espagne) pour visiter des entreprises dirigées par des femmes et leur donner un meilleur accès aux systèmes et au mentorat.

Une table ronde au forum des affaires destiné aux femmes, coorganisé en 2022 par l'ONUDI et l'Union pour la Méditerranée



Réduire les changements climatiques par l'utilisation d'hydrogène vert et la réduction des déchets

La vingt-septième Conférence des Parties à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27) s'est tenue en Égypte en 2022. L'ONUDI a aidé le pays à se préparer à cette conférence internationale et à promouvoir l'hydrogène vert. En amont de la COP 27, une conférence organisée par l'ONUDI et la Commission économique pour l'Europe a été l'occasion d'étudier des modèles d'activité destinés au secteur du textile et du cuir qui aient moins d'effets néfastes sur le climat. Ce secteur offre de grandes perspectives d'échanges internationaux, notamment en Égypte, au Maroc et en Tunisie. Dans le cadre du Programme SwitchMed, l'ONUDI aide ces pays à améliorer la gestion des déchets et la traçabilité des produits. La transparence reste essentielle pour démontrer, afin de pouvoir accéder aux marchés internationaux, que les conventions environnementales relatives à l'environnement, à la société et à la gouvernance sont respectées.





L'ONUDI fournit des données et un appui pour élaborer des politiques et des processus industriels

L'ONUDI travaille avec le système des Nations Unies et d'autres partenaires pour aider cette région à se doter de capacités accrues pour élaborer des politiques et des pratiques solides. Elle fournit des données essentielles à la prise de décisions. Membre essentiel des équipes de pays des Nations Unies dans 16 pays, elle met à jour les données destinées à l'analyse commune de pays et à l'évaluation de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9, relatif à l'industrie, à l'innovation et à l'infrastructure. Ses données et ses compétences techniques sont également utilisées pour huit plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable qui guident le programme des Nations Unies dans ces pays. Elles servent en outre à élaborer des profils de pays industriels.



Pour les pays arabes, la priorité est « [...] de créer des possibilités d'emploi, en priorité pour les femmes et les jeunes, et de soutenir l'entrepreneuriat, en donnant la priorité aux régions qui en ont le plus besoin au niveau national, en réduisant la pauvreté et les inégalités sociales et en notant l'importance du renforcement des capacités et du transfert de technologie qui, en plus de l'industrie et de l'innovation, contribuent à répondre aux besoins nationaux ».

Déclaration de l'Égypte prononcée, au nom des pays arabes, à la cinquantième session du Conseil du développement industriel de l'ONUDI



ASIE ET PACIFIQUE

Les confinements nécessités par la pandémie de COVID-19 ont perturbé les activités de quelque 829 millions de personnes employées dans le secteur non structuré de la région, plongeant dans l'extrême pauvreté 85 millions de personnes de plus qu'avant la pandémie. Malgré la révolution qu'a représenté le télétravail, les inégalités se sont creusées dans l'éducation et sur le marché du travail, car seule une personne sur deux a accès à Internet. En 2022, les gens ont également dû faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. Les changements climatiques continuent de menacer la région, qui émet environ la moitié du dioxyde de carbone de la planète.

L'ONU DI à pied d'œuvre en Asie et dans le Pacifique

L'ONU DI met en œuvre dix programmes de pays dans cette région et s'emploie, en collaboration avec les autorités nationales et d'autres parties prenantes, à mener des recherches, élaborer des analyses et planifier des stratégies industrielles visant à relever ces défis en engageant de profondes mutations. Le renforcement de la résilience face aux changements climatiques, la réduction des émissions, l'aide à l'intégration commerciale et le développement des compétences sont au premier rang des priorités. Lors de la visite du Directeur général aux Philippines en 2022, une déclaration conjointe a été signée avec le Ministère des affaires étrangères pour renforcer la coopération dans les domaines liés à la sécurité alimentaire, à l'innovation et à la lutte contre les changements climatiques.

Le PCP pour le Cambodge est l'occasion pour de nombreuses parties prenantes de se réunir pour concevoir et mettre en œuvre des programmes destinés à développer l'économie agricole du pays. En 2022, il a permis d'élaborer le tout premier système national de certification de la sécurité sanitaire des aliments dans la filière du poisson et des produits de la pêche. L'obtention de ce certificat motive les propriétaires d'entreprises à se conformer aux normes imposées, car la garantie de la sécurité sanitaire de leurs produits alimentaires est un atout de vente. En renforçant la confiance des consommateurs et consommatrices, le certificat contribue à améliorer la compétitivité du secteur et lui permet d'accéder à davantage de marchés.



■ Bénéficiaire du système cambodgien de certification de la sécurité sanitaire des aliments

- ■ ■ GRANDE ÉCHELLE
- ■ ■ MOYENNE ÉCHELLE
- ■ ■ PETITE ÉCHELLE

Travailler avec les partenaires des Nations Unies pour améliorer l'accès aux marchés, développer les économies vertes et accroître les débouchés pour les jeunes

L'ONUDI agit en étroite collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies présents dans les pays et ils assurent ensemble, dans le cadre d'un dispositif de coopération et dans les limites du budget qui lui est alloué, une planification et un appui coordonnés aux niveaux national et régional. Six projets communs sont en cours de mise en œuvre dans la région. Avec le concours du Fonds pour les objectifs de développement durable, l'ONUDI travaille, en Indonésie, avec le PNUD, le PNUE et l'UNICEF pour moderniser les PME et faciliter leur accès à des marchés plus importants.

Au Cambodge, dans le cadre du PCP, l'ONUDI met en œuvre la deuxième phase du projet d'aide à l'emploi des jeunes, en coopération avec l'OIT, l'UNESCO et l'UNICEF. En 2022, ce projet a permis d'aider plus de 100 start-ups, microentreprises et PME. Plus des trois quarts d'entre elles ont rendu compte d'une amélioration de leurs résultats. Plus de 2 000 personnes ont acquis des compétences en matière d'habileté numérique, de valorisation de marque et d'entrepreneuriat.

LA RÉGION EN BREF

32 États Membres de l'ONUDI

10 PMA **11** PEID **28** PRI



L'ONUDI est présente sur le plan local dans 14 pays, où elle a des bureaux de promotion des investissements et de la technologie, ainsi qu'un centre régional en Thaïlande et des bureaux régionaux en Chine et en Inde.



programmes de pays (2022)



PCP au Cambodge



31,4
millions
de dollars

Coopération technique (2022)

États Membres	8,31	<div style="width: 8.31%;"></div>
UE	7,95	<div style="width: 7.95%;"></div>
FEM	11,21	<div style="width: 11.21%;"></div>
FM*	3,05	<div style="width: 3.05%;"></div>
Autres	0,91	<div style="width: 0.91%;"></div>

*Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal



Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total)

Nouveaux plans-cadres signés en 2022 :

Mongolie (2023-2027)
Pakistan (2023-2027)
République islamique d'Iran (2023-2027)
Sri Lanka (2023-2027)



Appui de l'ONU DI en matière d'élaboration de politiques destiné à favoriser la transition numérique, la libéralisation du commerce et l'action climatique

L'ONU DI aide les autorités locales à renforcer leurs capacités en matière de recherche et de statistique. Cet appui est particulièrement utile aux pays à revenu intermédiaire, qui représentent plus de 75 % du PIB de la région. L'harmonisation de leurs politiques les aide à s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Pour favoriser la libéralisation du commerce et la mondialisation économique, l'ONU DI participe, depuis 2018, à l'organisation du Salon international des produits d'importation en Chine (China International Import Expo). Ce salon de grande envergure, organisé par le Gouvernement chinois, vise à ouvrir le marché chinois au monde.

L'ONU DI aide également ces marchés en expansion à développer des systèmes industriels efficaces et durables. En Inde, en

Indonésie, aux Philippines et au Viet Nam, elle met en œuvre un projet, financé par la République de Corée, qui vise à faire prendre conscience de l'importance du numérique en organisant une concertation avec des représentantes et représentants du gouvernement, des milieux universitaires et du secteur privé. Les technologies numériques peuvent servir à réduire la quantité d'énergie et de ressources utilisées pendant la production et elles contribuent également à réduire les effets des changements climatiques. En 2022, l'ONU DI a organisé, dans le cadre de l'initiative « Bridge for Cities », une manifestation en ligne à laquelle des personnes ont participé depuis 85 pays, pour entendre des spécialistes et des chefs de municipalité parler des retombées de l'action climatique sur les villes. Il s'agissait d'une session spéciale consacrée à la célébration de la Journée mondiale des villes.



« [...] félicite l'Organisation pour les programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités qu'elle propose aux États Membres, en particulier aux pays en développement, aux pays à revenu intermédiaire et aux pays les moins avancés. Cette action doit se poursuivre en vue de renforcer les partenariats, la coopération et l'échange de connaissances entre les États Membres, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire. »

Déclaration du Groupe des 77 et de la Chine prononcée à la cinquantième session du Conseil du développement industriel de l'ONU DI

- ■ ■ GRANDE ÉCHELLE
- ■ ■ MOYENNE ÉCHELLE
- ■ ■ PETITE ÉCHELLE

Améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales dans la région pakistanaise du Sindh

La région du Sindh, au Pakistan, souffre d'une pauvreté profonde et étendue, et la pandémie n'a fait qu'aggraver la situation. Les microentreprises et les PME jouent un rôle majeur dans la reconstruction et offrent davantage de possibilités aux femmes.

En 2022, l'ONUDI a donné le coup d'envoi du programme de réduction de la pauvreté et de développement inclusif dans les zones rurales du Sindh, qui visait à aider le gouvernement de la région à appliquer sa stratégie de réduction de la pauvreté. Ce projet quinquennal d'un montant de 50 millions de dollars, financé par l'Union européenne, favorise la création de microentreprises et de PME et la modernisation des infrastructures publiques et aide le gouvernement du Sindh à utiliser au mieux les ressources publiques. Son objectif est de réduire de moitié le niveau de la pauvreté et de garantir une égalité d'accès aux services essentiels et aux ressources économiques à l'horizon 2030.

Ces travaux illustrent de manière éclatante la priorité donnée depuis peu à l'obtention de résultats par l'action menée dans la région de l'Asie et du Pacifique. À petite échelle, les populations s'investissent en faveur du développement et de l'autonomisation des femmes. À moyenne échelle, des groupements économiques urbains sont mis en place, sous forme de petites coopératives, pour stimuler le développement des PME et



favoriser la réduction de la pauvreté. À grande échelle, les services publics sont regroupés au sein de centres de croissance ruraux chargés de la planification, de la prestation de services et de la création d'une activité économique. Toutes ces activités sont intégrées les unes aux autres de manière à créer et renforcer les capacités nécessaires pour sortir les gens de la pauvreté et instaurer les conditions d'une sécurité économique à long terme.

Faisal Ahmed Uqaili, Secrétaire à la planification et au développement au Pakistan, a qualifié ce programme d'important lors de son lancement : « Avec le concours de l'ONUDI, ces travaux jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de la stratégie de réduction de la pauvreté du Sindh. »

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Le conflit armé en cours en Ukraine a compromis le relèvement de la région après la pandémie de COVID-19, perturbant davantage les chaînes d'approvisionnement et provoquant une hausse généralisée des prix de l'énergie. L'ONU DI estime que le secteur manufacturier ukrainien a au moins divisé par deux son volume d'activité en 2022. Selon l'OIM, plus de sept millions d'Ukrainiennes et Ukrainiens étaient des réfugiés en 2022, dont la majorité se trouvaient dans les pays européens voisins.

L'ONU DI à pied d'œuvre en Europe et en Asie centrale

L'ONU DI travaille avec le Gouvernement ukrainien pour élaborer un programme de relance verte axé sur un développement industriel inclusif et durable dans le pays, en synergie avec les cadres stratégiques nationaux et le Cadre stratégique des Nations Unies pour la transition 2022-2023. L'ONU DI entreprend un travail d'analyse pour cerner les besoins les plus pressants et trouver des activités qui permettront de rétablir les moyens de subsistance des personnes touchées et des groupes les plus vulnérables.

L'ONU DI contribue également à l'élaboration de nouvelles approches destinées à renforcer la résilience des systèmes économiques face aux chocs extérieurs.

Elle aide les PME, notamment celles qui sont dirigées par des femmes et des jeunes, qui sont souvent laissés pour compte, à se moderniser et à développer leurs marchés. Pour réduire les incidences des activités industrielles sur les changements climatiques, l'Organisation aide les entreprises à réutiliser les matériaux et à adopter des modes de production plus propres et des applications d'énergies renouvelables.

Parmi les nouveaux accords conclus en 2022, on peut citer un plan d'action en vue d'une coopération avec la Slovaquie et un plan-cadre de coopération avec l'Azerbaïdjan. Un nouveau programme de coopération avec la Géorgie a également été élaboré.



Plan d'action en vue d'une coopération avec la Slovaquie

- ■ ■ GRANDE ÉCHELLE
- ■ ■ MOYENNE ÉCHELLE
- ■ ■

L'ONUDI encourage les partenariats axés sur une coopération au service du développement

En 2022, l'ONUDI a créé une plateforme destinée à servir de cadre à des échanges avec la Bulgarie, Chypre, la Croatie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Tchéquie, afin de permettre à ces pays de dégager des synergies et d'échanger de bonnes pratiques. Des domaines prioritaires de coopération bilatérale et multilatérale ont été définis dans ce cadre : l'industrie verte, la transformation numérique, la compétitivité des PME et la création d'emplois.

L'ONUDI et ses neuf partenaires de développement en Europe coopèrent dans différents domaines et différentes régions. La Slovénie soutient financièrement les projets de l'ONUDI visant à innover et à renforcer le secteur privé en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, à Cuba, en Égypte et en Serbie. Le soutien financier de la Pologne prépare la Géorgie à l'utilisation future des énergies durables et la Tchéquie aide ce pays à augmenter la compétitivité des microentreprises et des PME par l'approche du regroupement d'entreprises promue par l'ONUDI. La plateforme donne aux pays l'occasion d'apprendre les uns des autres, de mettre en commun leurs meilleures pratiques et d'accélérer l'innovation dans toute la région.

■ Conférence régionale



LA RÉGION EN BREF

40 États Membres de l'ONUDI

19 PRI

9 L'ONUDI est présente sur le plan local dans 9 pays, où elle a des bureaux de promotion des investissements et de la technologie et des bureaux de liaison, et son Siège est en Autriche.

4 programmes de pays (2022)

1 PCP au Kirghizistan

9 millions de dollars

Coopération technique (2022)

États Membres	2,43	■
UE	2,37	■
FEM	2,15	■
FM*	1,81	■
Autres	0,26	■

*Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal

13 Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total)

- Nouveaux plans-cadres signés en 2022 :
- Monténégro (2023-2027)
 - République de Moldavie (2023-2027)
 - Serbie (2021-2025)
 - Tadjikistan (2023-2026)



MOYENNE ÉCHELLE
PETITE ÉCHELLE

Travailler avec les partenaires des Nations Unies pour accélérer la transition numérique, accroître la compétitivité et développer les pratiques respectueuses de l'environnement

L'ONU DI travaille en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies de la région. Elle est un membre actif du Groupe de la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale. Elle a contribué à l'élaboration du profil commun de développement numérique de l'Ukraine et coorganisé la table ronde d'apprentissage entre pairs sur l'objectif de développement durable n° 17, relatif aux partenariats, ainsi qu'une session sur la transition numérique dans le cadre de l'édition 2022 du forum régional pour le développement durable de la région couverte par la Commission économique pour l'Europe.

En coopération avec la FAO, l'OIM et le PNUD, l'ONU DI contribue à l'augmentation de la compétitivité du secteur privé en Géorgie. À l'aide d'un financement de l'Union européenne, elle a procédé au recensement de 57 nouveaux ou possibles regroupements

d'entreprises, une première du genre. Elle en a sélectionné neuf à étudier, et ceux de la pêche maritime et de l'industrie pharmaceutique à développer.

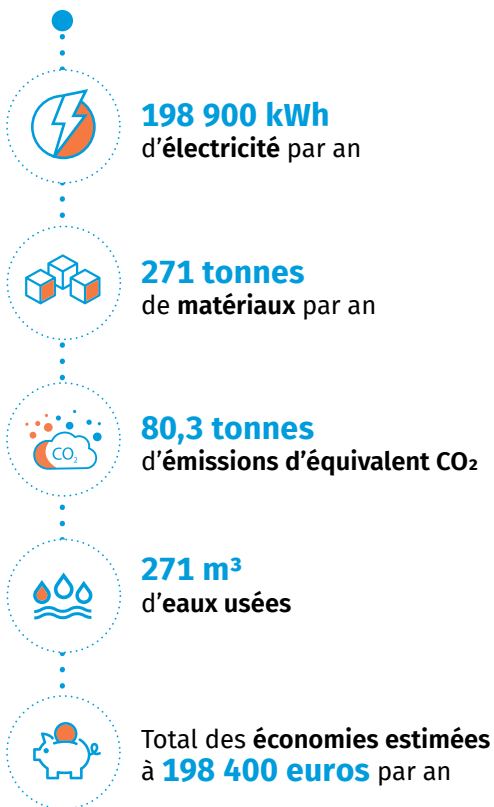
Dans la région du Partenariat oriental, le programme EU4Environment mis en œuvre conjointement avec la Banque mondiale, la Commission économique pour l'Europe, l'OCDE et le PNUE a permis de promouvoir des pratiques et des techniques de production propre et économe en ressources. Il a également mis en évidence les perspectives de croissance verte et introduit des mécanismes permettant de mieux gérer les risques écologiques. L'ONU DI a introduit 33 innovations représentant des économies potentielles d'énergie, d'eau et de matériaux de plus de 385 190 euros par an, tout en réduisant la quantité de déchets générés et d'équivalent CO₂ émis pendant la production.



« Nous prenons note des priorités du Directeur général [...] : sécurité alimentaire, développement de l'agrobusiness et de chaînes d'approvisionnement équitables, efficacité énergétique et amélioration de l'accès aux énergies renouvelables pour réduire les émissions industrielles de gaz à effet de serre. Coopérant de longue date dans ces domaines, nous espérons le faire de plus belle pour continuer à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable et faciliter une transition verte partout dans le monde. »

Déclaration de l'Union européenne et de ses États membres prononcée à la cinquantième session du Conseil du développement industriel de l'ONU DI

Économies potentielles annuelles réalisées chez BNAKAT LLC :



PETITE ÉCHELLE

Promotion de l'autonomisation économique des femmes

En 2022, l'ONUDI a publié un recueil de pratiques de référence, de solutions intelligentes et de recommandations portant sur les domaines de l'autonomisation économique, de l'entrepreneuriat et de la prise de responsabilités des femmes. Leur utilité est illustrée par des exemples de projets publics et privés, et des spécialistes de premier plan formulent des observations importantes.

La publication indique que les recherches montrent que la présence d'un minimum de trois femmes dans un conseil d'administration permet de générer des bénéfices plus élevés. Pour y parvenir, il faut investir dans le renforcement des capacités. À cette fin, l'ONUDI a élaboré un cours en ligne gratuit intitulé « Digital Business Innovations for Women Entrepreneurs and Managers » (Innovations numériques à l'usage des femmes chefs d'entreprise et cadres). Plus de 600 participantes de plus de 65 pays s'y sont inscrites. Un groupe de femmes ayant récemment suivi ce cours a déclaré qu'une telle formation leur donnait les qualifications et les connaissances nécessaires pour réussir dans des environnements modernes.



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Bien que les entreprises de cette région aient commencé à rouvrir en 2021, après les fermetures entraînées par la pandémie de COVID-19, l'inflation et les problèmes sociaux ont contribué à accroître la pauvreté et à creuser les inégalités. Le taux de chômage est plus élevé et le taux d'activité plus faible chez les femmes que chez les hommes.

Comparée à des économies similaires, la région affiche les émissions de carbone les plus faibles, car elle utilise des technologies qui exploitent des sources d'énergie renouvelables et à faible émission de carbone. Toutefois, les conséquences des changements climatiques continuent de la toucher de manière disproportionnée, puisqu'elle abrite 13 des 50 pays les plus sinistrés du monde.

L'ONU DI à pied d'œuvre en Amérique latine et dans les Caraïbes

L'ONU DI aide la région à devenir un nouveau modèle de développement industriel vert, en tirant parti des ressources naturelles et de la riche biodiversité des pays qui la composent. Pour améliorer l'intégration régionale et accélérer le changement, elle a mis en service une plateforme consacrée à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 9, relatif à l'industrie, à l'innovation et à l'infrastructure, qui centralise les publications et les manifestations, sert de pôle d'échanges pour un réseau de spécialistes et de personnes référentes des ministères de l'industrie, et regroupe des offres de financement et de formation.

Les priorités régionales de l'ONU DI ont été définies dans un plan-cadre de coopération Sud-Sud lors de la conférence régionale de haut niveau intitulée « SDG 9 : Progress by Innovation in Latin America and the Caribbean » (Objectif de développement durable n° 9 : le progrès par l'innovation en Amérique latine et dans les Caraïbes). Cette conférence a été l'occasion d'inaugurer le réseau latino-américain pour le développement industriel dans l'égalité, qui

devrait contribuer à l'intégration de la dimension de genre dans le programme de développement industriel et à l'accroissement des débouchés pour les femmes. Avec le soutien financier de la Norvège, une formation a été dispensée sur la manière de procéder à des analyses permettant d'élaborer des projets tenant compte des questions de genre. Cette formation sera également étendue à d'autres régions.

En Uruguay, l'ONU DI a lancé le Fonds pour l'innovation par les énergies renouvelables, en collaboration avec le PNUD, ONU-Femmes et de nombreux programmes et ministères nationaux œuvrant dans les domaines de l'industrie, de l'énergie, des mines, de l'environnement, du budget et de la planification, et de l'administration des centrales électriques. Le financement du Fonds commun pour les objectifs de développement durable permet d'obtenir un cofinancement des banques régionales de développement et des banques commerciales privées, donnant lieu à un nouveau modèle de coopération au service du développement.



MOYENNE ÉCHELLE

Aider les pays à utiliser davantage les énergies renouvelables et à renforcer les chaînes de valeur agro-industrielles

L'ONUDI met en œuvre cinq programmes de pays axés sur les activités prioritaires définies. L'un des plus récents, mis en œuvre à Cuba, porte sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire photovoltaïque, sur la mise au point d'un modèle de regroupement d'entreprises axé sur l'innovation dans le secteur biopharmaceutique et sur la promotion de partenariats internationaux dans le domaine de l'énergie et de l'environnement.

En République bolivarienne du Venezuela, un projet de l'ONUDI visant à renforcer sept chaînes de valeur agro-industrielles est financé, pour la première fois, par la Société andine de développement. Ce point est important, car la majorité des pays de la région appartiennent à la catégorie des pays à revenu intermédiaire, ce qui leur interdit l'accès à de nombreuses sources de financement traditionnelles, qui répondent en priorité aux besoins des pays à faible revenu.

Le PCP pour le Pérou soutient la chaîne de valeur du bambou dans la région de San Martín, dans le cadre du Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte, avec l'appui de l'OIT. Le bambou est une ressource naturelle renouvelable qui constitue un matériau de construction idéal. Connue pour sa croissance rapide, il peut également absorber de grandes quantités de CO₂, ce qui contribue à atténuer les changements climatiques.

LA RÉGION EN BREF

33 États Membres de l'ONUDI

1 PMA **16** PEID **24** PRI



L'ONUDI est présente sur le plan local dans 7 pays ; elle a notamment un centre régional au Mexique et un bureau régional en Uruguay.



programmes de pays (2022)



PCP au Pérou



13,4 millions de dollars

Coopération technique (2022)

États Membres	4,38	
FEM	5,35	
FM*	2,69	
Autres	1,01	

*Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal



Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable actuels (total)

Nouveaux plans-cadres signés en 2022 :

État plurinational de Bolivie (2023-2027)

Chili (2023-2027)

Équateur (2022-2026)

République bolivarienne du Venezuela (2023-2026)

Plan-cadre plurinational des Nations Unies pour le développement dans les Caraïbes anglophones et néerlandophones (2022-2026)

L'ONUDI soutient l'élaboration de politiques à la fois régionales et nationales

L'ONUDI donne des conseils aux gouvernements pour les aider à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies industrielles efficaces. Les échanges et consultations de fond tenus avec le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes ont permis de définir les priorités de l'Organisation en

matière d'assistance. Il s'agit notamment de la décarbonisation de l'industrie, de la transition énergétique, de la transformation numérique et de l'innovation, et de la mise en place de plateformes numériques multipartites d'échange de connaissances et de transfert de technologie.





« [...] nous sommes convaincus que l'ONUDI est en mesure d'apporter d'importantes contributions à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier de l'objectif 9, qui est de bâtir une infrastructure résiliente, de promouvoir une industrialisation durable et d'encourager l'innovation, et d'aider les pays à respecter les engagements pris au titre de l'Accord de Paris »

Déclaration du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes à la cinquantième session du Conseil du développement industriel de l'ONUDI



MOYENNE ÉCHELLE

PETITE ÉCHELLE

La coordination des organismes des Nations Unies contribue à améliorer la pisciculture et à offrir davantage de débouchés aux femmes et aux jeunes

Dans la région, de nombreux emplois relèvent du secteur informel, ce qui signifie que les salaires sont très bas – proches du minimum vital – et que la main-d'œuvre ne bénéficie ni de soins de santé ni de pension de retraite. À l'aide d'un financement du Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, un programme de « formation des formateurs » contribuera à régulariser les propriétaires d'exploitations piscicoles en eau douce d'El Salvador et du Honduras souhaitant intégrer ou lancer une coopérative.

En coopération avec ONU-Femmes, l'ONUDI a appris aux bénéficiaires d'un projet mené à Bogota à analyser et mesurer les liens entre inégalité de genre et développement industriel, et à concevoir des politiques et des programmes qui favorisent l'autonomisation économique des femmes.

Afin de protéger et d'autonomiser les jeunes dont les moyens de subsistance et la dignité ont pâti de la pandémie de COVID-19, l'ONUDI, le FNUAP et l'ONUDC collaborent pour soutenir les jeunes à risque dans l'État d'Hidalgo, au Mexique, en recommandant des politiques publiques et des pratiques.





"Le progrès par l'innovation" est la devise de l'ONUDI.

Nous veillons à faire entendre la voix des pays les plus pauvres, de ceux qui sont frappés le plus durement par les nombreuses crises.

Nous nous devons d'être un partenaire solide pour les pays, de favoriser le transfert de savoir-faire et de technologie et les investissements. »

Le Directeur général, Gerd Müller,
à la cinquantième session du Conseil du développement
industriel de l'ONUDI

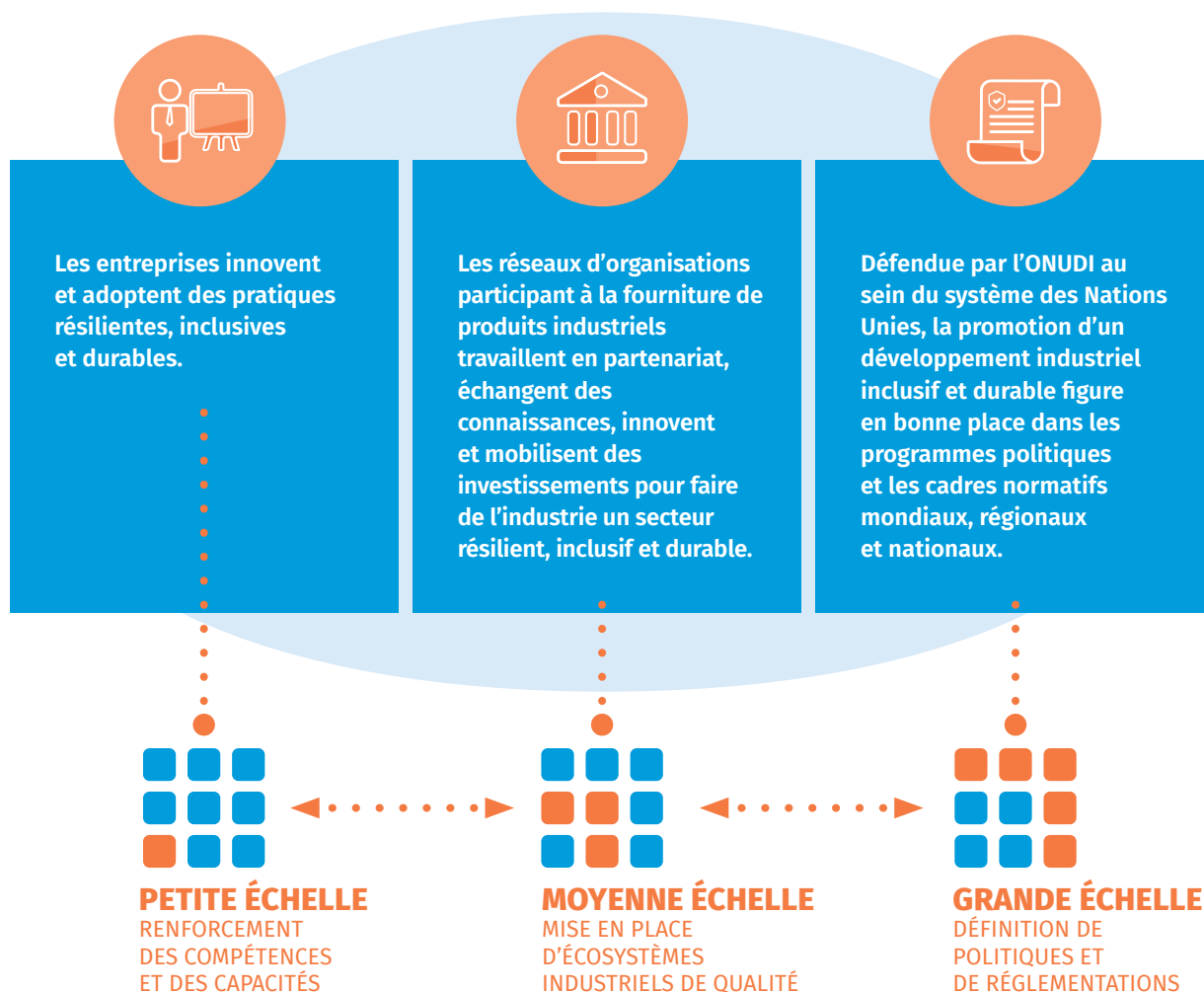
TIRER DES RÉSULTATS DES MESURES PRISES PAR L'ONU DI

En 2022, l'ONU DI a franchi une étape importante en établissant son tout premier budget axé sur les résultats, afin de mieux illustrer les retombées de son action. Ce budget met en évidence les liens entre les engagements que l'Organisation prend envers ses parties prenantes et le travail accompli chaque jour, partout dans le monde, par son personnel et ses partenaires, qui se livrent à un ensemble d'activités de coopération technique pratiques et complexes.

Le programme et les budgets 2022-2023 constituent un plan directeur qui met en correspondance les ressources, par résultats,

et les indicateurs, pour suivre les progrès accomplis et fournir un retour d'information précieux permettant de tirer des enseignements et de mettre en place des mesures d'adaptation. Cette approche, actuellement utilisée dans l'ensemble des organismes des Nations Unies, devrait permettre aux parties prenantes de l'ONU DI d'accélérer la transposition à l'échelle industrielle en rationalisant les capacités et les systèmes.

On a défini des cibles et on suit de près les progrès accomplis en vue de les atteindre pour repérer les points faibles et s'adapter à un environnement en constante évolution.



Point tout aussi important, un système indépendant de vérification est en train d'être mis en place pour garantir que les résultats communiqués soient précis et impartiaux. Dans l'ensemble de l'Organisation, le personnel s'attache à intégrer ces nouveaux processus afin d'accélérer la transformation.

Ce nouveau système permet d'établir des passerelles entre le renforcement des compétences, à petite échelle, la création d'entreprises de qualité, à moyenne échelle, et la création et la révision des politiques et réglementations nationales et internationales, à grande échelle. Au sein d'un cadre logique, les activités sont conçues pour encourager certains comportements, correspondant aux acteurs concernés. Les travaux sont menés simultanément à ces trois échelles et dans différentes combinaisons, car les liens entre chacune d'elles sont nécessaires pour instaurer une croissance et une sécurité durables et équitables. Le présent rapport donne un aperçu de cette transition.

De même que l'ONUDI s'emploie à renforcer les compétences et les capacités pour une industrialisation plus équitable, elle se dote elle-même de moyens accrus pour planifier ses activités, en assurer le suivi et en tirer les résultats clairs nécessaires aux pays qui dépendent de son appui.

Signe de son attachement à l'égalité des sexes, sa stratégie concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour 2020-2023 est mise en œuvre dans l'ensemble de l'Organisation et assortie d'une formation continue, telle qu'un atelier sur l'intégration de la dimension de genre destiné aux équipes de projets d'agrobusiness. En 2022, il a été constaté que 41 % des projets de l'ONUDI avaient contribué dans une large mesure à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Appui en matière de services juridiques

Par des conseils juridiques avisés et impartiaux et une assistance juridique spécialisée, le Bureau des affaires juridiques et de la conformité encourage le respect de l'état de droit et gère les risques juridiques dans toutes les activités de l'ONUDI. Il défend également les droits, positions et intérêts de l'Organisation en matière de contrats et de litiges.

En 2022, le Bureau a répondu à plus de 900 demandes d'assistance juridique. Il a favorisé une gestion stratégique efficace de l'Organisation en examinant plus de 25 textes administratifs et autres politiques internes portant, par exemple, sur la restructuration du Secrétariat, et il a directement contribué à donner leur forme définitive à plus de 20 plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable conclus avec les États Membres. L'appendice G du présent rapport dresse la liste complète des accords et arrangements conclus en 2022. Le Bureau a également fourni une assistance juridique de fond dans le cadre de la trente-septième session du Comité des programmes et des budgets et de la cinquantième session du Conseil du développement industriel.

Déontologie et responsabilité

Le Groupe de la déontologie et de la responsabilité encourage une culture organisationnelle axée sur la déontologie, la transparence et la responsabilité. Il aide le personnel de l'ONUDI à se conformer aux principes directeurs et aux valeurs fondamentales d'intégrité, de professionnalisme et de respect de la diversité. Institutionnalisé en 2020, il a, depuis lors, révisé la Politique relative à la déclaration de situation financière et à la

déclaration d'intérêts, modernisé l'outil de présentation et d'examen, et dispensé une formation obligatoire pour tout le personnel de l'ONUDI sur la déontologie et l'intégrité.

En 2022, le Groupe de la déontologie et de la responsabilité a entamé un exercice ambitieux à moyen terme destiné à affiner son cadre déontologique global et son système d'intégrité afin de préserver la crédibilité de l'Organisation et de renforcer la confiance qu'elle inspire à ses États Membres, ses donateurs et ses partenaires. Il s'agit d'élaborer un nouveau code de conduite déontologique conforme aux Normes de conduite de la fonction publique internationale, pour donner suite à une recommandation du Corps commun d'inspection (CCI) du système des Nations Unies et du Commissaire aux comptes de l'ONUDI. Pour mieux protéger les lanceurs d'alertes, la politique de protection des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes, élaborée en 2010, est en cours de révision.

La restructuration de l'ONUDI a été l'occasion de confier des fonctions supplémentaires au Groupe de la déontologie et de la responsabilité, qui joue désormais le rôle de coordonnateur pour les examens du CCI donnant suite aux audits et aux évaluations externes, et s'occupe notamment des activités de contrôle de la fraude et de la politique de protection des données du personnel. Le Groupe est également responsable de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et de la politique correspondante, dont la version définitive est en cours d'élaboration, ainsi que d'une formation obligatoire en ligne à suivre en autodidacte destinée à sensibiliser à ce sujet.

Le Groupe de la déontologie et de la responsabilité collabore avec l'ONUDI et d'autres organisations, notamment en

facilitant l'organisation de la Semaine internationale de sensibilisation à la fraude et en participant activement aux travaux du Réseau Déontologie des organisations multilatérales. Il a coopéré avec les organisations des Nations Unies sises à Vienne sur des projets communs de formations et de campagnes de sensibilisation. L'initiative d'apprentissage portant sur la dignité et l'inclusion, que le Groupe a contribué à élaborer et à animer avec d'autres organisations, a été saluée, en 2022, comme une réalisation exceptionnelle dans le domaine des normes de conduite, de la diversité et de l'inclusion.

Le Groupe de la déontologie et de la responsabilité profitera de l'élan créé par les réformes internes pour garantir une culture de l'exigence déontologique, conforme aux meilleures pratiques en vigueur dans le système des Nations Unies.

Évaluation et contrôle interne

Le Bureau de l'évaluation et du contrôle interne assume les fonctions essentielles d'évaluation indépendante, d'audit et d'enquête. Son activité porte sur les affaires internes de l'Organisation et sur les projets et programmes qu'elle met en œuvre partout dans le monde. Ce service aide l'ONUDI à s'adapter à des environnements changeants et à de nouvelles priorités, et contribue à renforcer la crédibilité de l'Organisation et la confiance qu'elle inspire aux parties prenantes. La fonction d'enquête contribue à une culture de responsabilité, de déontologie, d'intégrité et de bonne gouvernance au sein de l'ONUDI.

En 2022, le Bureau a mené et publié des évaluations stratégiques sur le PCP pour le Sénégal, le cadre de programmation à moyen terme 2018-2021, la capacité de l'ONUDI à contribuer à des changements en profondeur et douze évaluations de projets. L'exécution

des plans d'action en matière de gestion établis à partir des évaluations stratégiques a fait l'objet d'un suivi. Le Bureau a également commencé à évaluer le PCP pour le Pérou et le dispositif même.

Pour aider à créer et renforcer les capacités nationales d'évaluation dans les États Membres et pour promouvoir la culture de l'évaluation à l'ONUDI, le Bureau a élaboré un cours en ligne sur ce thème, qui sera inauguré en 2023. Il a également participé activement aux travaux des réseaux d'évaluation internationaux ou appartenant au système des Nations Unies, notamment en coordonnant les examens du CCI et en mettant en évidence les recommandations essentielles à l'attention de la direction.

Des audits ont été menés sur les accords à long terme relatifs aux achats, sur l'examen,

du point de vue des assurances, de la promulgation et de la mise en œuvre des textes administratifs, sur la procédure de recouvrement intégral des coûts et sur le suivi des plans d'action en matière de gestion arrêtés pour donner suite à des audits, à des examens établis du point de vue des assurances et à des missions consultatives antérieures. Le Bureau a également fourni des conseils ponctuels à la direction sur les accords conclus avec les donateurs et les évaluations des donateurs.

Lorsqu'il exécutait les travaux de secrétariat du Comité consultatif indépendant de l'ONUDI pour les questions de contrôle, le Bureau a animé des dialogues stratégiques avec l'équipe de direction et facilité la collaboration avec le Conseil pour améliorer la gouvernance et la responsabilité globales de l'Organisation.





- ■ ■ GRANDE ÉCHELLE
- ■ ■ MOYENNE ÉCHELLE
- ■ ■ PETITE ÉCHELLE

Des mesures prises à l'échelle régionale permettent de faire cesser la pratique du brûlage à l'air libre, contribuant ainsi à réduire les émissions de dioxines et de CO₂ de plus de 90 %

Le brûlage à l'air libre est l'une des principales sources de polluants organiques persistants (POP). Il s'agit de produits chimiques toxiques qui restent dans l'environnement pendant plusieurs années et peuvent rendre malades les humains et les animaux. Cinq pays de la région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est ont accepté de réduire le plus possible ou, lorsque cela était faisable, d'éliminer ces produits en signant la Convention de Stockholm sur les POP : le Cambodge, la Mongolie, les Philippines, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam.

En sept années de collaboration avec l'ONU DI, ils ont réussi à réduire les émissions globales de dioxine et de CO₂ de plus de 90 % et à augmenter la quantité de déchets recyclables produits par les villes de 70 %. Ces résultats remarquables ont pu être obtenus par l'adoption d'une approche pluridimensionnelle consistant tout à la fois à sensibiliser les populations, à mettre en place des sites expérimentaux, à renforcer les capacités institutionnelles locales et à améliorer la législation nationale et régionale. Dirigé par l'ONU DI et financé par le FEM, le projet a pris fin en juin 2022, mais il est actuellement reproduit dans d'autres pays, auxquels il permet d'assainir l'environnement et d'améliorer les emplois.

Les populations et les entreprises locales ont été informées des risques liés au brûlage à l'air libre de résidus agricoles, de canne à sucre,

d'ordures ménagères et de déchets à l'aide d'outils pédagogiques disponibles en anglais et dans les langues locales. Un système de « formation des formateurs » et un nouveau programme universitaire sur les POP et les déchets permettent une poursuite de l'apprentissage au-delà du projet.

Les cinq pays ont actualisé leurs réglementations nationales sur le brûlage à l'air libre et mis en place des mécanismes de financement et des systèmes d'incitation pour améliorer les techniques de gestion des déchets solides et les pratiques environnementales. Leurs ministères de l'environnement ont accueilli dix sites expérimentaux, et près de la moitié des personnes participantes étaient des femmes. Le nouveau matériel et l'assistance technique fournis dans le cadre du projet ont permis d'accroître les débouchés commerciaux et d'augmenter considérablement la productivité.

Grâce à une nouvelle ligne de granulation de plastique et à deux nouvelles lignes de production de tuyaux en plastique fournies par le projet, l'entreprise de recyclage de plastique Saplast, en République démocratique populaire lao, a réduit de 67 % le délai de production de tuyaux en polyéthylène de haute densité recyclé et augmenté sa capacité de production de 196 %. Au Viet Nam, le village artisanal de Minh Khai a utilisé une nouvelle ligne de production pour fabriquer des briques de construction, des tuiles et des matériaux de

couverture à partir de matériaux recyclés conformes aux normes et règles nationales. Une structure pilote utilisant ces matériaux a coûté 40 % de moins que les matériaux normaux et les produits sont à présent en cours de commercialisation. En Mongolie, les cendres chaudes des poêles à charbon étaient auparavant mélangées aux déchets ménagers, ce qui provoquait des incendies dans les arrière-cours et les décharges. Désormais, dans le cadre de ce projet, les populations envoient ces cendres dans un lieu défini et les autres déchets ménagers sont automatiquement triés à la décharge.

Grâce à ces nombreuses approches, le brûlage à l'air libre a complètement cessé sur tous les sites où le projet a été mis en œuvre, et les villes qui ne faisaient pas partie de ce projet pilote reproduisent désormais ces pratiques. Actuellement, deux autres villes de Mongolie construisent des décharges, deux villes des Philippines dressent les plans d'installations centrales de récupération de matériaux et quatre villes du Cambodge mettent en place la pratique du compostage.

Le Ministre cambodgien de l'environnement, Say Sam Al, a souligné l'importance du projet : « L'ONUDI a aidé à créer des partenariats solides et à réunir les acteurs du développement et le secteur privé. En conjuguant nos efforts, nous avons obtenu des résultats concrets et durables. »



70 emplois
créés dans 5 pays



3 entreprises
mises à niveau



37 millions de dollars
investis par les municipalités et les entreprises

CIBLES DU PROGRAMME ET DES BUDGETS : SITUATION À LA FIN DE 2022

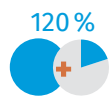
CONTRIBUTIONS ET RESSOURCES



Activités de coopération technique : dépenses



Contributions volontaires : montant net approuvé



Taux de diversité géographique du personnel essentiel



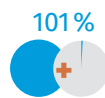
Ressources financières ordinaires : montant total du budget global approuvé



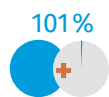
Dépenses d'appui aux programmes recouvrées (%)



Taux de diversité géographique de l'ensemble du personnel de l'ONUDI



Dépenses d'appui aux programmes recouvrées



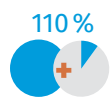
EFFICIENCE DES SERVICES INTERNES



Délais d'approvisionnement



Efficacité opérationnelle de l'informatique



5.

Excellence des services et opérations internes





INTRODUCTION

L'équipe des services et opérations internes joue un rôle essentiel d'appui pour toutes les activités de l'Organisation. L'exigence de sens critique de l'ONUDI vaut non seulement lorsqu'elle forme des personnes et des organisations à l'industrialisation et à l'innovation, mais aussi sur le plan interne. Une gestion efficiente et efficace des services financiers, des ressources humaines, des achats, des services généraux, de la logistique et des services informatiques contribue à une transformation rapide. L'informatisation des systèmes opérationnels contribue à améliorer la performance des services et opérations. Le renforcement des compétences du personnel et de l'efficacité opérationnelle permet à l'Organisation d'atteindre les résultats visés.

FINANCEMENT ET CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

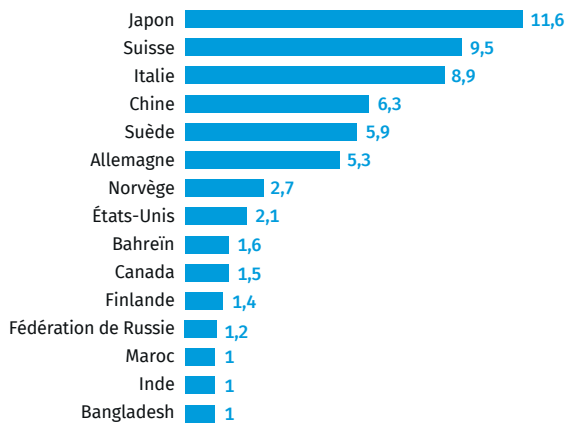
En 2022, le volume global des ressources approuvées pour le financement des services de coopération technique de l'ONUDI s'est élevé à 200 millions de dollars, hors dépenses d'appui aux programmes, principalement en raison d'un soutien sans précédent de l'Union européenne, conjugué au soutien massif renouvelé des États Membres et de partenaires de financement tels que le FEM et le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal. La valeur des activités de coopération technique a légèrement augmenté par rapport à 2021, pour atteindre 180,3 millions de dollars.

Les fonds mobilisés se sont élevés à 228,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 17 % par rapport à 2021. La valeur du portefeuille des projets et programmes à mettre en œuvre a augmenté, pour atteindre 621,9 millions de dollars, les versements annoncés au titre d'accords déjà signés représentant

235,7 millions de dollars, qui permettront à l'ONUDI de continuer à fournir ses services au cours des années à venir.

Le montant des contributions volontaires des donateurs publics et de l'Union européenne a atteint 77,3 millions de dollars et 41,9 millions de dollars, respectivement. Le montant total des contributions des États Membres de l'ONUDI s'est établi à 62,8 millions de dollars, les plus gros versements provenant du Japon (11,6 millions de dollars), de la Suisse (9,5 millions de dollars) et de l'Italie (8,9 millions de dollars).

La tendance à l'augmentation des montants engagés par le FEM s'est maintenue en 2022, le total des fonds approuvés ayant atteint 57,2 millions de dollars, tandis que le montant des ressources allouées par le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal est resté stable, à 18,7 millions de dollars.



Partenaires publics de financement dont les contributions volontaires sont supérieures à un million de dollars, hors dépenses d'appui aux programmes (en millions de dollars)

Les politiques et procédures de l'ONUDI ont fait l'objet d'examens indépendants, lesquels ont notamment donné lieu au rapport intitulé « Third Party Review of Agency Compliance with GEF Minimum Standards » (Examen par une tierce partie de la conformité des organismes aux normes minimales du FEM) et confirmé la pleine conformité de l'Organisation avec ces normes. Cela témoigne également de la persévérance dont l'ONUDI fait preuve pour rester à la pointe en matière de pratiques exemplaires.

Sur le plan géographique, en 2022, les partenaires de financement de l'ONUDI ont donné la priorité aux activités de coopération technique que l'ONUDI menait en Afrique (73,1 millions de dollars), comme les années précédentes, devant les interventions mondiales et interrégionales (45,5 millions de dollars), l'Asie et le Pacifique (31,4 millions de dollars), les pays arabes (27,5 millions de dollars), l'Amérique latine et les Caraïbes (13,4 millions de dollars) et l'Europe et l'Asie centrale (9,0 millions de dollars).

Sur le plan thématique, la priorité des partenaires de financement a été l'industrie écologiquement viable, qui a attiré la plus grande part des fonds (108,6 millions de dollars), suivie de la compétitivité économique (48,9 millions de dollars), et de la création d'une prospérité partagée grâce à l'industrie et des services transversaux (31,2 millions de dollars et 11,3 millions de dollars, respectivement).

En plus du soutien apporté aux activités de coopération technique de l'ONUDI, les gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Chine, de la Finlande, de l'Italie et du Japon ont contribué au programme des administrateurs auxiliaires de l'ONUDI, donnant à de jeunes administrateurs et administratrices la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle précieuse dans le domaine de la coopération internationale et de participer à l'exécution du mandat de l'ONUDI.

Contributions des fonds mondiaux : Fonds pour l'environnement mondial, Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et Fonds vert pour le climat

En 2022, le huitième cycle de reconstitution des ressources du FEM a donné lieu à un nouveau renforcement du partenariat de l'ONUDI avec le Fonds. Le montant total des ressources auxquelles l'Organisation a eu accès au cours du septième cycle (2018-2022) a atteint 181 millions de dollars. Parallèlement, en juillet 2022, l'ONUDI a commencé à élaborer sa stratégie de programmation au titre du nouveau cycle et un portefeuille de projets. Ses propositions seront examinées par le Conseil du FEM lorsqu'il se réunira en juin et décembre 2023. Le nouveau portefeuille ONUDI-FEM portera sur des questions environnementales essentielles : décarbonisation industrielle, application de technologies fonctionnant à

l'hydrogène vert, innovation en matière de chimie verte, gestion rationnelle des déchets, élaboration de modèles innovants d'investissement dans des solutions d'adaptation, et adoption de pratiques durables dans l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or, les secteurs du textile et de la confection, et la mobilité électrique.

L'ONUUDI a également élargi sa coopération avec le Fonds vert pour le climat (FVC) dans le cadre de son portefeuille de projets de préparation, et soumis ses premières propositions de projets en faveur du climat, qui sont actuellement examinées par le FVC. En 2023, l'ONUUDI mettra la dernière main, avec le FVC, à son programme de travail, ce qui devrait ensuite lui permettre de créer son portefeuille de projets en faveur du climat. Après l'accréditation de l'ONUUDI auprès du Fonds pour l'adaptation, fin 2020, celui-ci a approuvé les premières notes de cadrage de l'Organisation pour un projet régional en Afrique, en 2021, et pour un projet national en Asie, en 2022. Les propositions complètes seront soumises au Fonds en 2023. Le portefeuille relatif à l'adaptation aux changements climatiques devrait s'étoffer en 2023, car l'ONUUDI poursuivra ses échanges avec le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques, gérés par le FEM, avec le FVC et avec le Fonds pour l'adaptation, ce qui permettra de diversifier davantage les possibilités de coopération.

La coopération avec le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal est restée intense en 2022, des projets ayant été menés dans 69 pays pour éliminer progressivement les hydrochlorofluorocarbones (HCFC) et réduire progressivement les chlorofluorocarbones (CFC). Les activités menées par l'ONUUDI au titre du Protocole de Montréal pendant la période considérée ont permis de réduire

de 133 millions de tonnes les émissions d'équivalent CO₂. Le Fonds multilatéral a approuvé le financement préparatoire des activités prévues dans les plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour 41 pays, ainsi que le financement préparatoire d'un projet d'investissement pour un plan de mise en œuvre préalable. En 2022, l'ONUUDI est devenue la première organisation à se voir confier des projets au titre de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal, à savoir un projet de mise en œuvre préalable pour l'Équateur et le tout premier plan de réduction des HFC pour le Niger.

Ressources des Nations Unies, des fonds d'affectation spéciale multipartenaires et des fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONUUDI

L'ONUUDI participe actuellement à l'exécution de 103 plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ex-plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement), ce qui montre l'utilité de son mandat et de l'action qu'elle mène pour favoriser des approches communes et harmonisées à l'échelle du système des Nations Unies. Les fonds versés par les organismes des Nations Unies et les fonds d'affectation spéciale pluripartenaires pour financer les services de l'ONUUDI se sont élevés, en tout, à 6,5 millions de dollars.

Les contributions versées aux fonds d'affectation spéciale thématiques de l'ONUUDI sont restées modestes en 2022, malgré les engagements pris par les États Membres au titre du Pacte de financement. Compte tenu des besoins importants de l'Organisation en ressources lui permettant de répondre rapidement aux demandes d'assistance, les États Membres sont encouragés à lui renouveler leur appui en assurant un financement prévisible et souple.

ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Un changement majeur et un renouvellement de l'organigramme ont été mis en œuvre en 2022, ce qui a entraîné des mouvements de personnel et fait apparaître de nouveaux obstacles à surmonter et de nouvelles chances à saisir. Les effectifs ont été relativement stables, en augmentation de 1 % par rapport à 2021. La diversité géographique s'est améliorée, passant entre 2021 et 2022 de 135 à 152 pays représentés (soit 17 nouvelles nationalités). Il y a eu des augmentations dans les ressources humaines non essentielles : le nombre d'employé(e)s dont les postes sont financés par la coopération technique est passé de 64 à 78 ; d'administrateurs et administratrices auxiliaires de 7 à 14 ; de spécialistes en détachement de 1 à 3 ; de spécialistes

partenaires de 1 à 2 ; et de stagiaires de 127 à 134. Des réserves de candidates et candidats compétents ont également été constituées pour tous les domaines, en prévision d'une croissance future. Soixante et un pour cent du personnel essentiel est resté dans les services techniques et programmatiques essentiels. La restructuration interne a été l'occasion d'établir une base de ressources essentielles tout en ménageant une marge de croissance. Pour accompagner l'apprentissage, la formation et le perfectionnement dans l'Organisation pendant la période de changement et de transformation internes, une unité administrative dotée d'un mandat élargi a été créée.

ACHATS

En 2022, l'équipe des services d'achat a géré un volume total d'activité de plus de 155 millions de dollars et plus de 9 000 contrats, contribuant ainsi à la réalisation complète de l'objectif fixé pour l'année pour la coopération technique et au bon fonctionnement de l'Organisation, au Siège et dans les bureaux hors Siège, ainsi que du Centre international de Vienne (CIV). Une version révisée du Manuel des achats a été publiée en mars 2022, et l'équipe des services d'achats a commencé à appliquer les dispositions du Manuel des subventions, paru fin 2021. Ces nouveautés constituent un socle solide pour gérer des volumes de transactions nettement plus importants en suivant les meilleures pratiques en vigueur

en matière de gestion de la qualité de service et de la conformité dans l'Organisation. L'équipe des services d'achat a continué à répondre aux besoins contractuels de nombreuses initiatives programmatiques de premier plan, et anticipé les besoins de formation interne et externe dans le domaine des achats. Plusieurs activités de sensibilisation et séminaires internationaux sur les achats, menés avec d'autres organisations des Nations Unies, se sont poursuivis sur des plateformes numériques ou lors de manifestations en présentiel, auxquels ont participé des États Membres de l'ONU, notamment l'Allemagne, la Croatie, la Hongrie, Israël, l'Italie, le Maroc, la Slovaquie et la Tchéquie.

SERVICES INFORMATIQUES ET DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

L'ONUDI fait face à des exigences accrues en matière de gestion des données, ainsi qu'à une hausse des risques liés à la sécurité de l'information. En 2022, un rapide exercice d'auto-évaluation et de comparaison à la lumière des meilleures pratiques en vigueur dans le système des Nations Unies et chez les principaux prestataires de services informatiques a montré que l'ONUDI n'adoptait que tardivement de nombreuses technologies et solutions numériques. Or, celles-ci sont essentielles à la mise en place d'un environnement de travail innovant et sûr pour le Siège, les réseaux hors Siège, les États Membres, les partenaires et les bénéficiaires.

Pour créer un environnement informatique et numérique plus résilient, l'équipe des services informatiques et de transformation numérique a élaboré un nouveau cadre reposant sur cinq piliers : environnement collaboratif, sécurité de l'information, résilience et continuité des opérations, innovation numérique, et compétences et adaptabilité numériques.

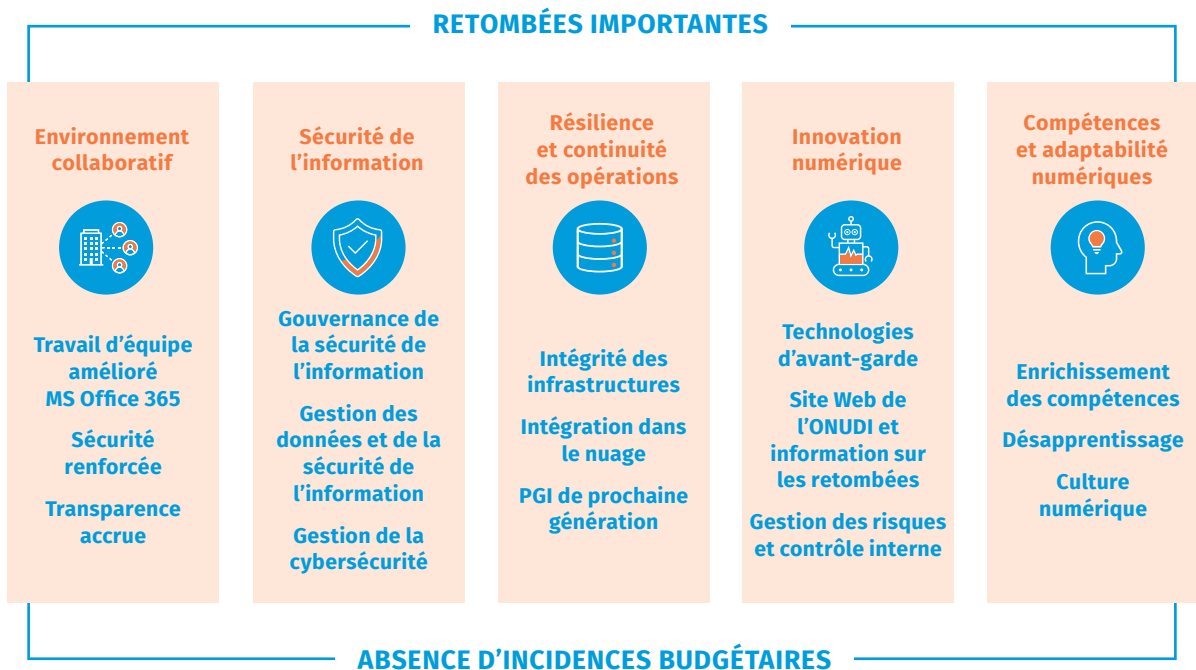
À l'appui de cet objectif, plusieurs changements ont été opérés en 2022 en vue d'assurer le passage au nouveau cadre. Des activités ont notamment eu lieu avec le Centre international de calcul des Nations Unies (CIC) pour déployer la suite Microsoft 365, y compris l'application Teams, qui a offert aux membres du personnel un moyen de communiquer et de collaborer efficacement, entre eux ou avec des parties prenantes extérieures. Grâce aux logiciels, l'Organisation a également pu mettre en place des fonctions de sécurité renforcées de façon à réduire au minimum les risques liés aux cyberattaques. Le Programme de sensibilisation à la cybersécurité a été étoffé par des formations annuelles destinées à l'ensemble du personnel et la poursuite des tests d'hameçonnage visant à prévenir les violations de données. Deux manifestations

suivies par plus de 450 personnes ont été organisées : un webinar sur les facteurs humains dans la cybersécurité et une campagne sur le mois de la cybersécurité utilisant la ludification, les défis et l'incitation. En outre, dans le cadre de l'évaluation de Security Scorecard, outil utilisé par d'autres organismes des Nations Unies, l'ONUDI continue d'obtenir la note élevée « A », supérieure à la moyenne du système des Nations Unies.

Un nouveau système de recrutement en ligne fondé sur l'informatique en nuage, SAP SuccessFactors, offre un flux de travail plus rationnel et une meilleure expérience utilisateur. Lancé en 2022, le système a permis l'inscription de plus de 15 000 candidates et candidats en moins de six mois. Les commentaires dont il a fait l'objet de la part des utilisateurs ont été positifs, nombre d'entre eux saluant sa commodité et sa souplesse d'utilisation.

Plusieurs rapports et tableaux de bord en ligne essentiels relatifs aux finances (recouvrement intégral des coûts, budgétisation axée sur les résultats), aux ressources humaines (analyse des effectifs) et à l'information des donateurs ont reçu un accueil favorable. En novembre a été déployé un nouveau système de correspondance électronique interne, qui a permis d'améliorer les flux de travail, la sécurité et les contrôles.

Un nouveau site Web public de l'ONUDI, en adéquation avec la nouvelle vision stratégique, est en cours de développement. Il sera lancé au début de 2023, sera d'une conception moderne et offrira une architecture d'information mature et une stratégie de contenu renouvelée, permettant de naviguer plus facilement sur tous les appareils et de fournir des informations de manière plus concise et sous une forme plus conviviale.



SERVICES DE GESTION DES INSTALLATIONS

Les services de gestion des installations consistent à veiller à ce que l'ensemble des installations et services techniques du Centre international de Vienne fonctionnent bien, de manière fiable et en toute sécurité. Pour la septième année consécutive, l'ONUDI a reçu pour le Centre le certificat de neutralité climatique de la CCNUCC.

En 2022, l'installation de nouveaux équipements et de systèmes améliorés a permis de réduire la consommation d'énergie et les activités de maintenance. Les travaux ont concerné les principales conduites d'eau potable servant à approvisionner les bâtiments F et G et la cuisine de la cafétéria, les conduites d'eau potables des kitchenettes des bâtiments A et B, et les équipements et installations de conférence des bâtiments C et M et de la salle multimédia du Service d'information des Nations Unies à Vienne, au cinquième étage du bâtiment G.

Afin d'améliorer la sécurité, dix transformateurs âgés de quarante ans des bâtiments A, B, F et G et des câbles haute tension reliant le collecteur aux bâtiments D

et E ont été remplacés, et des lumières indiquant les chemins d'évacuation à suivre en cas d'urgence ont été installées dans les bâtiments D et E. Les cages d'ascenseur des bâtiments A et B ont été remises à neuf, et une technologie d'ascenseur intelligent a été mise en place dans le bâtiment A, le tout dans le respect des normes relatives aux personnes présentant un handicap physique. Le Système de localisation et de suivi des actifs en temps réel a été installé dans les bâtiments F et G, et 350 points d'accès Wi-Fi ont été mis à jour à l'aide de nouveaux dispositifs dans les bâtiments C, F, G et M. Les systèmes de sécurité du Centre, y compris les équipements d'accès, d'alarme et de vidéosurveillance, ont été mis à jour et reposent désormais sur des technologies de pointe. L'esplanade (Memorial Plaza), notamment le secteur de la fontaine, a été remise en état pour remédier aux importantes fuites d'eau qui pénétraient dans les parkings souterrains et endommageaient la structure en béton. Dans l'ensemble des espaces verts du Centre, 460 mètres de conduites d'irrigation principales défectueuses ont été remplacés.



Gestion du changement



Le personnel de l'ONUDI a été informé du détail des réformes lors d'une réunion générale en octobre 2022.

Un nouveau service, le Bureau de la gestion du changement, est désormais en place ; il joue un rôle de coordination afin de superviser et de mettre en œuvre les changements structurels et culturels à l'échelle de l'Organisation. Il est chargé d'expliquer la nouvelle vision stratégique et la raison d'être du changement, de donner au personnel et à la direction des orientations concernant les initiatives d'amélioration, d'agir en tant que médiateur, de faciliter la création et le fonctionnement d'équipes officielles et informelles, et de promouvoir une culture de la prestation efficace de services.

Le Bureau a lancé de nombreuses activités pour traduire en action les nouveaux principes de gestion, dont la responsabilité partagée, l'autonomisation du personnel, la collaboration transversale, la responsabilité individuelle et la résolution des problèmes. Celles-ci ont notamment consisté à communiquer et à coopérer activement avec le personnel et la direction au sujet du changement, à élaborer et à superviser un cadre de gestion du changement, à promouvoir de nouveaux principes de travail et une nouvelle culture organisationnelle à l'aide de messages au personnel, et à créer un réseau d'agentes et d'agents du changement permettant d'établir une communication bilatérale entre le personnel et la direction.

APPRENTISSAGE ET PERFECTIONNEMENT

Des services d'apprentissage et de perfectionnement ont été créés pour élargir les possibilités offertes aux membres du personnel d'enrichir et de diversifier leurs compétences, au service de la nouvelle ONUDI, plus innovante. Il s'agit non seulement de leur faire acquérir les compétences nécessaires au succès par des formations formelles, mais aussi de leur apporter un appui pour l'apprentissage et le développement informels, et de cocréer des

possibilités de croissance personnelle et professionnelle. Les thèmes d'apprentissage proposés en 2022 comprenaient la diversité, l'équité et l'inclusion, la cybersécurité, la prévention de la fraude, la gestion des risques, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les processus et les politiques, les compétences numériques, l'adaptabilité, l'empathie, la promotion de l'esprit d'équipe, la productivité et les logiciels collaboratifs.



La transformation numérique

L'ONUDI est engagée dans la création d'une organisation moderne, tant du point de vue de la formation du personnel que des infrastructures. Une évaluation menée avec des partenaires extérieurs a permis de repérer des lacunes sur le plan des compétences numériques et de définir un parcours de perfectionnement afin de veiller à ce que l'Organisation dispose des talents et des techniques innovantes nécessaires pour adopter et mettre en œuvre les nouvelles technologies et meilleures pratiques numériques et élaborer un plan d'organisation de la relève. En conséquence, une nouvelle équipe responsable de la transformation numérique, des méthodes de travail souples et un espace de travail innovant sont en train d'être mis en place.

L'Organisation utilise des technologies d'avant-garde de façon à automatiser de nombreux processus, ce qui réduit les facteurs d'inefficacité en accélérant le traitement des demandes et en améliorant les contrôles, la gestion des risques et la coordination. En coopération étroite avec l'équipe des services financiers, elle a introduit l'automatisation robotisée des processus pour les avances sur frais de voyage et la communication d'informations aux donateurs. Le processus numérique a généré plus de 300 déclarations annuelles destinées aux donateurs, amélioré la

transparence et le respect des exigences des donateurs, et permis à l'équipe de direction d'économiser jusqu'à 67 % de temps pour l'approbation des tâches. L'équipe des services de voyage a automatisé plus de 1 500 avances sur frais de voyage, le traitement des avances de trésorerie par l'établissement d'une liste des voyages à venir, et la réalisation de plusieurs vérifications. Cela a permis de limiter le risque d'erreur humaine et d'assurer l'exécution de contrôles adéquats grâce à l'application des règles de gestion financières relatives aux voyages.

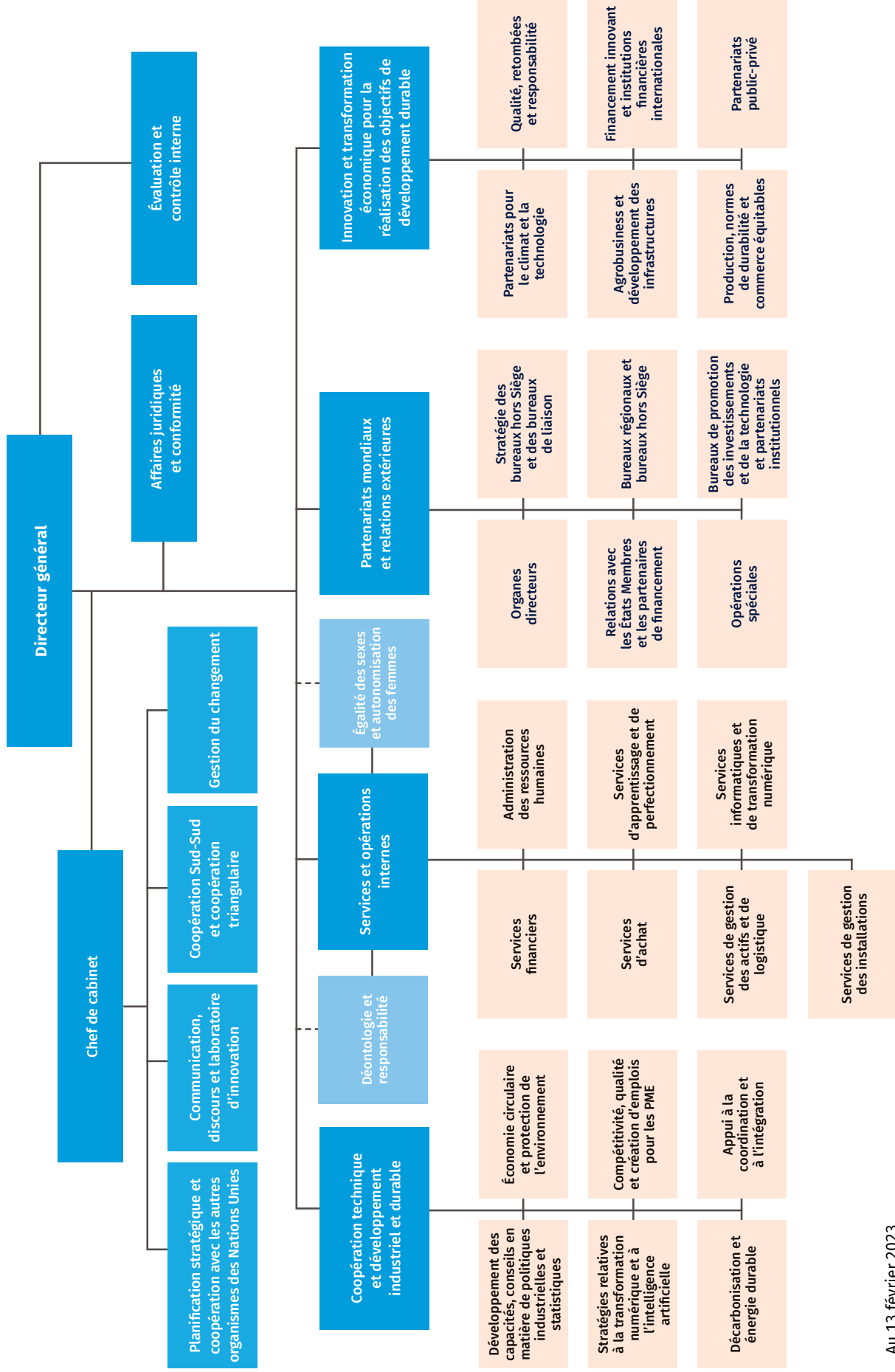
Des efforts sont faits pour automatiser complètement, au moyen de la robotique, le téléchargement de tous les relevés bancaires de la trésorerie de l'ONUDI et le rapprochement bancaire. Actuellement, le robot traite sur une année environ 300 relevés bancaires et 1 200 demandes de virements bancaires de fournisseurs, ce qui permet de rationaliser le processus, de renforcer les contrôles et de réduire le risque d'erreur humaine.

L'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle sont utilisés à titre pilote pour l'élaboration de descriptifs de projets de coopération technique, afin d'améliorer la qualité des données et de mieux illustrer les retombées de l'appui apporté par l'ONUDI aux États Membres.

SIGLES ET ACRONYMES


BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud	ONU DC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	PCB	polychlorobiphényles
CFC	chlorofluorocarbones	PCP	Programme de partenariat pays
CO₂	dioxyde de carbone	PEID	petits États insulaires en développement
COMFAR	Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité	PIB	produit intérieur brut
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PME	petites et moyennes entreprises
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FIDA	Fonds international de développement agricole	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FVC	Fonds vert pour le climat	POP	polluant organique persistant
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	PRI	pays à revenu intermédiaire
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	UE	Union européenne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
OIM	Organisation internationale pour les migrations	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
OIT	Organisation internationale du Travail	UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
		USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

ORGANIGRAMME DE L'ONU DI





 Centre international de Vienne
Wagramerstr. 5, B.P. 300,
A-1400 Vienne, Autriche

 +43 1 26026-0

 www.unido.org

 csi@unido.org



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL